



Forum International de Dakar
sur la Paix et la Sécurité en Afrique

Dakar International Forum
on Peace and Security in Africa

ACTES
DE LA SEPTIÈME ÉDITION DU FORUM
INTERNATIONAL DE DAKAR SUR
LA PAIX ET LA SÉCURITÉ EN AFRIQUE,
DAKAR, LES 06 ET 07 DÉCEMBRE 2021



2021



SOMMAIRE

Le mot de Aïssata TALL SALL

Ministre des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'Étranger

Rappel historique

Synthèse de la 7^{ème} édition

J1 1^{ère} demi journée

CÉRÉMONIE D'OUVERTURE

Discours de Macky SALL, *Président de la République - Sénégal*

Discours de Cyril RAMAPHOSA, *Président de la République - Afrique du Sud*

Discours de Umaro Sissoco EMBALÓ, *Président de la République - Guinée-Bissau*

Discours de Mohamed BAZOUM, *Président de la République - Niger*

Discours de Charles MICHEL, *Président du Conseil européen*

Discours de Moussa Faki MAHAMAT, *Président de la Commission de l'Union africaine*

Discours de Florence PARLY, *Ministre des Armées - France*

Discours de Takako SUZUKI, *Vice-Ministre des Affaires étrangères - Japon*

PANEL DES CHEFS D'ÉTATS

2^{ème} demi journée

Plénière 1 : « *Le continent africain et le monde dans la phase post-Covid-19* »

Atelier 1 : « *Le défi sanitaire : vers une gestion collective des pandémies* »

Atelier 2 : « *Sécurité et développement : impact de la démographie et du changement climatique en Afrique* »

Atelier 3 : « *Nouveaux défis : cyber sécurité et lutte contre la désinformation* »

J2 3^{ème} demi journée

Plénière 2 : « *Sécurité et Émergence : Comment améliorer la sécurité et le financement de dynamiques de paix et de reconstruction durables en Afrique ?* »

Atelier 4 : « *Le continent africain face à la montée de l'extrémisme violent* »

Atelier 5 : « *Le défi sécuritaire : coopération et autonomie stratégique des États africains* »

Atelier 6 : « *Contrôle et maîtrise des espaces maritimes* »

Discours de clôture de la 7^{ème} édition

Conférence de presse

Perspectives pour 2022

Le Forum de Dakar dans les médias

Les Organismes & Partenaires

Le mot

Aïssata TALL SALL

*Ministre des Affaires étrangères
et des Sénégalais de l'Étranger*



Après une pause en 2020 dictée par la pandémie de Covid-19, le Forum international de Dakar sur la paix et la sécurité en Afrique a renoué en, 2021, avec sa promesse d'inscrire la situation politico-sécuritaire sur le continent au cœur des enjeux géostratégiques du monde.

Empreinte d'incertitude pour un monde qui s'efforce de repenser son devenir, à la lumière des enseignements tirés de cette pandémie, l'année 2021 fut assurément le début de la relève post-Covid.

Cadre de réflexion stratégique sur les défis sécuritaires qui se posent au continent africain, le Forum de Dakar n'aurait pu passer sous silence cet évènement marquant de l'histoire de l'humanité.

En effet, l'impact de la pandémie au triple plan sanitaire, socio-économique et politique imposait que l'on s'arrête sur l'Afrique qui a entamé sa marche vers l'émergence tout en s'efforçant de conjurer les multiples menaces sécuritaires.

« ...le Forum international de Dakar sur la paix et la sécurité en Afrique a renoué en, 2021, avec sa promesse d'inscrire la situation politico-sécuritaire sur le continent au cœur des enjeux géostratégiques du monde. »

Voilà pourquoi, sous le leadership du Président Macky SALL, le Sénégal a convié ses partenaires à poursuivre la belle tradition du Forum de Dakar par une réflexion sur « **les enjeux de stabilité et d'émergence en Afrique dans un monde post-Covid19** ».

Cette thématique qui a réuni de brillants esprits du continent et du monde, a favorisé une analyse clairvoyante et profonde des défis qui interpellent l'Afrique, mais également des opportunités formidables qui s'offrent à elle.

Ainsi est-il clairement apparu, au fil des échanges entre dirigeants, diplomates, Forces de défense et de sécurité, Représentants de la société civile et du secteur privé, le besoin pressant, pour l'Afrique, d'assurer son autonomie stratégique ; seul gage pour faire face aux futures pandémies mais également pour vaincre les menaces sécuritaires qui sapent sa stabilité et entravent son émergence.

Au nombre des idées phares de la 7^{ème} édition du Forum de Dakar, apparait l'appel du Président Macky SALL « *à la responsabilité nationale, à la solidarité internationale et à la sécurité collective* ».

Sous ce rapport, il a invité à repenser la gouvernance économique mondiale, redéfinir la doctrine des opérations de paix de l'ONU, conjurer les fléaux de la criminalité, sans omettre les traitements discriminatoires dans la gestion de la Covid. En d'autres termes, il en a appelé à l'impératif de repenser le Partenariat aux fins d'insuffler plus d'efficacité à la coopération entre l'Afrique et le reste du monde.

Se faisant l'écho de ce vibrant appel, les Invités d'honneur comme l'ensemble des autres membres de cette tribune de la paix ont replacé les enjeux de stabilité et d'émergence au cœur des préoccupations majeures du continent, dans un contexte de crises multiformes, dont celle du multilatéralisme.

Il m'est donc particulièrement agréable de remercier chaleureusement nos chers Partenaires ainsi que tous les participants qui se sont joints au Gouvernement du Sénégal dans cette belle entreprise de réflexion collective sur les enjeux qui interpellent l'Afrique et le monde.

Aïssata TALL SALL

1ère EDITION
15-16
novembre 2014

Forum International de Dakar sur la Paix et la Sécurité en Afrique

Dakar International Forum on Peace and Security in Africa



Forum International de Dakar
sur la Paix et la Sécurité en Afrique



Dakar International Forum
on Peace and Security in Africa

4^{ème} EDITION
CICAD 13 - 14 Novembre 2017



Forum International de Dakar
sur la Paix et la Sécurité en Afrique



Dakar International Forum
on Peace and Security in Africa

CICAD 5 - 6 novembre 2018



Historique

Sept éditions se sont tenues depuis le lancement du Forum international de Dakar sur la paix et la sécurité en Afrique.

Cadre de réflexion stratégique, le Forum de Dakar trouve sa genèse dans l'engagement des Chefs d'État et de Gouvernement africains et français réunis à Paris, lors du Sommet de l'Élysée en 2013, mais surtout dans la vision du Président Macky SALL de perpétuer sa tenue annuelle en terre sénégalaise.

Caractérisé par sa composition diverse et innovante, signe d'une approche inclusive et gage d'une liberté de pensée, le Forum réunit, annuellement, des Chefs d'État et de Gouvernement, diplomates, forces de défense et de sécurité, universitaires et chercheurs, ainsi que d'éminents membres de la société civile et du secteur privé. Il s'est hissé, au fil des ans, au rang de tribune privilégiée pour l'analyse de la situation politique et sécuritaire du continent, à travers l'évolution de ses menaces sécuritaires.

Ce diagnostic des grands enjeux sécuritaires de l'Afrique vise à contribuer à la formulation, la définition et la mise en œuvre de politiques publiques répondant avec efficacité aux fléaux tels que le terrorisme, l'extrémisme violent, les conflits armés, le crime organisé, la piraterie maritime ou encore la cybercriminalité.

C'est ainsi que dès sa première édition, tenue les 15 et 16 novembre 2014, le Forum s'est évertué à examiner le thème « **Paix et Sécurité en Afrique : nouveaux enjeux, nouvelles menaces** », en présence de feu le Président Idriss DEBY ITNO du Tchad et du Président Mohamed Ould ABDELAZIZ de la Mauritanie. Intervenant dans le sillage de l'éclatement du conflit malien, suite à l'offensive des djihadistes et de l'irréductibilisme touareg, cette édition fut mise à profit pour mieux appréhender le phénomène du terrorisme et la réponse à lui apporter.

Cette réflexion fut approfondie au cours de la deuxième édition, tenue les 9 et 10 décembre 2015. Articulée autour du thème « **Défis sécuritaires et partenariats internationaux** », elle a permis d'examiner les possibilités de coopération qui s'offrent aux Décideurs africains pour venir à bout de la menace terroriste, laquelle fait le lit de l'insécurité sur le continent.

Cette foi en la coopération internationale, en tant que levier stratégique face à ces menaces mondiales, a inspiré la 3^{ème} édition, tenue les 5 et 6 décembre 2016. Rehaussée par la participation remarquable des Présidents Muhammadu BUHARI du Nigéria, feu Ibrahim Boubacar KEITA du Mali, Faure GNASSINGBE du Togo et Felipe NYUSI du Mozambique, elle porta sur le thème « **L'Afrique face à ses défis sécuritaires : regards croisés pour des solutions efficaces** ».

Fort de l'intérêt sans cesse croissant qu'enregistre ce creuset d'échanges au sein des chancelleries, du monde universitaire et autres think-thanks, le Forum s'est réuni les 13 et 14 novembre 2017 sur le thème « **Défis sécuritaires actuels en Afrique : pour des solutions intégrées** ». Cette édition qui a réuni, entre autres, les Présidents Paul KAGAME du Rwanda et feu Ibrahim Boubacar KEITA du Mali, a servi de cadre pour plaider en faveur d'une Afrique résiliente.

Ayant à l'esprit les liens inextricables entre la paix et le développement, le Sénégal et ses partenaires inscrivent la réflexion lors de la 5^{ème} édition, tenue les 5 et 6 novembre 2018, sur

le thème « **Paix et Sécurité en Afrique : enjeux de stabilité et de développement durables** ». En présence du Président gambien Adama BARRO, elle permit d'examiner la situation dans plusieurs théâtres d'opérations à l'aune des défis climatiques et des enjeux démographiques.

La 6^{ème} édition, tenue les 18 et 19 novembre 2019, en pleine crise du système multilatéral, avec la participation du Président mauritanien Mouhamed Ould Cheikh ELGHAZOUANI et du Premier Ministre français, Edouard PHILIPPE, a offert l'opportunité d'examiner le thème « **Paix et Sécurité en Afrique : les défis actuels du multilatéralisme** ». En effet, l'occasion fut saisie pour inviter à repenser les approches de la sécurité collective pour des opérations de paix plus efficaces.

Faisant suite à cette 6^{ème} édition, la pandémie de Covid-19 qui a éclaté en fin 2019 pour se poursuivre tout au long des années 2020 et 2021, a imposé une pause, amenant le Forum de Dakar à tenir la 7^{ème} édition, les 6 et 7 décembre 2021.

Qualifiée, à juste titre, de surprise stratégique par la Commission scientifique du Forum, la pandémie, qui a eu un lourd impact dans le monde et exposé notre vulnérabilité collective, fut un tournant décisif dans la façon d'appréhender les enjeux.

C'est dans ce contexte que la 7^{ème} édition s'est engagée à étudier les « **enjeux de stabilité et d'émergence en Afrique dans un monde post-Covid19** », occasion saisie par les participants pour réaffirmer le leadership du Sénégal et du Président Macky SALL dans le positionnement continu du Forum de Dakar dans l'œuvre d'édification d'une Afrique stable et prospère, car ouverte sur le reste du monde.

Ainsi, la genèse et l'évolution du Forum de Dakar attestent à suffisance de sa place de choix dans l'agenda diplomatique africain.

La création, en 2018, de l'École Nationale de Cyber sécurité à vocation régionale, sise à Dakar, fruit de la coopération entre le Gouvernement du Sénégal et celui de la France, résulte de propositions recueillies lors du Forum de Dakar.

Cette École illustre le double lien entre ce moment de réflexion, qu'est le Forum de Dakar, et celui de l'action qui incombe aux Décideurs, mais aussi entre l'Afrique et ses partenaires.

C'est tout le sens de ce cadre d'échanges stratégiques entre Décideurs et Experts provenant d'Afrique et d'ailleurs et dont le seul souci est de contribuer à une meilleure maîtrise de la situation politico-sécuritaire d'un continent en harmonie avec son environnement géostratégique.

En imprimant au Forum de Dakar cette orientation, le Président Macky SALL reste fidèle à sa vision du monde et de la place qu'il ambitionne pour le Sénégal ; celle-là même que le premier de ses prédécesseurs, le poète Léopold Sédar SENGHOR décrivait dès les premières heures de l'indépendance comme un « **rôle de trait d'union et de levain** » conformément à « **sa vocation africaine et mondiale** ».

Syntheses



SYNTHÈSE

7^{ème} FORUM INTERNATIONAL DE DAKAR SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ EN AFRIQUE

Le 7^{ème} Forum international de Dakar sur la paix et la sécurité en Afrique s'est tenu dans un contexte international et régional marqué par la persistance de l'extrémisme violent, le développement de la criminalité transnationale organisée, et une situation sanitaire complexe, dominée par la pandémie de Covid-19.

Le septième Forum de Dakar s'est déroulé au Centre international de Conférence Abdou Diouf (CICAD) de Diamniadio, les 6 et 7 décembre 2021. Organisé par le Ministère des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'Étranger, avec l'appui de prestataires dont le Centre des Hautes Etudes de Défense et de Sécurité (CHEDS) du Sénégal, en charge de la commission scientifique, et AVISA PARTNERS, ce rendez-vous annuel a renoué avec sa tradition d'échange et de dialogue, après une pause imposée en 2020 par la crise sanitaire mondiale.

À l'évidence, la survenance de la Covid-19 a constitué une surprise de taille, au triple plan sanitaire socio-économique, et politique. Dans une Afrique, déjà en proie aux défis récurrents de stabilité et de précarité, la pandémie est venue anéantir les maigres acquis socio-économiques des Etats et accentuer les multiples fragilités qui les affectent quotidiennement. C'est conscient des conséquences néfastes de la crise sanitaire sur l'avenir du continent que le Président de la République, S.E.M. Macky SALL a jugé opportun de structurer la réponse des Etats africains autour du thème « **Enjeux de stabilité et d'émergence dans un monde post Covid-19** ».

Le Forum a réuni plus de 500 participants, décideurs politiques, experts civils et militaires, diplomates, universitaires, chercheurs, organisations de la société civile et du secteur privé, venus du monde entier, malgré le contexte de la pandémie de Covid-19.

Outre les cérémonies d'ouverture et de clôture, le programme a été articulé autour de plusieurs activités scientifiques, réparties en deux blocs thématiques déclinés en deux séances plénières et six ateliers.

Dans son allocution d'ouverture, le Président Macky SALL a adressé ses chaleureux remerciements à ses homologues, S.E Cyril RAMAPHOSA de l'Afrique du Sud, S.E Mohamed BAZOUM du Niger et S.E Umaro Sissoco EMBALO de la Guinée-Bissau, pour leur participation au Forum. Il a également salué l'action des partenaires du Forum, notamment le Président de la Commission de l'Union Africaine Monsieur Moussa Faki MAHAMAT,

Monsieur Charles MICHEL Président du Conseil européen, Madame Florence PARLY, Ministre des Armées de la France ainsi que Madame Takako SUZUKI Vice-ministre des Affaires étrangères du Japon.

La cérémonie protocolaire a été suivie d'un panel de haut niveau, occasion pour les Chefs d'Etat et les personnalités présentes, de se prononcer sur divers sujets relatifs au thème général du 7^{ème} Forum. Leurs interventions ont largement abordé l'impact de la pandémie sur les États africains, la situation sécuritaire globale liée au développement des groupes jihadistes dans le Sahel, les défis de la relance post-Covid des économies africaines, les enjeux socioéconomiques corrélatifs au changement climatique et à la transition énergétique en cours dans le monde, les déséquilibres structurels de la gouvernance économique mondiale, dans un contexte marqué par la crise du multilatéralisme, pour ne citer que ceux-là.

Le panel de haut niveau a permis de réaffirmer, avec force, la volonté des États africains de promouvoir un multilatéralisme basé sur le respect mutuel et l'instauration d'un ordre mondial plus juste où l'Afrique occupe toute sa place. Enfin, Les chefs d'États présents ont répondu, par visioconférence, aux attentes de la jeunesse africaine, dans le domaine de l'éducation, en mettant en exergue leur ambition de consacrer des moyens plus importants à la prise en charge de l'éducation et à l'emploi de cette frange de la population.

Le succès de ce panel de haut niveau réside dans la précision du diagnostic des préoccupations de l'heure et la pertinence des propositions envisagées pour la paix et la sécurité du continent. La tonalité optimiste et franche de leurs déclarations a traduit à sa juste mesure l'acuité de la thématique générale de cette édition et l'importance grandissante du Forum de Dakar, devenu une tribune incontournable de réflexion libre et ouverte sur les questions de paix et sécurité en Afrique. Les débats se sont poursuivis en plénières et ateliers, sous la conduite d'experts de renommée internationale.

Le premier bloc a donné le ton par une plénière introductive portant sur « **le continent africain et le monde dans la phase post Covid-19** ». Cette séance a été consacrée à la recherche des voies et moyens d'une sortie rapide de la crise sanitaire afin de préserver la stabilité et de retrouver la prospérité.

Ainsi, les experts estiment que la pandémie est à la fois une menace et une opportunité de sursaut pour le continent africain, à condition de rompre la dépendance extérieure en faveur d'un partenariat mutuellement bénéfique. Cette exigence passe par le développement d'initiatives endogènes dans le développement et la production de vaccins. À ce titre, la matérialisation de l'initiative des pays de l'Union africaine et de l'Union européenne pour la production de vaccins en Afrique du Sud, au Ghana, au Rwanda et au Sénégal, à travers la mise en œuvre d'un hub de transfert de technologies, pourrait contribuer à la souveraineté sanitaire et vaccinale. C'est donc à partir d'un partenariat de solidarité et de souveraineté que l'Afrique doit envisager la prise en charge vaccinale de ses populations

Les ateliers 1, 2 et 3, tenus concomitamment, ont été l'occasion d'approfondir les échanges.

L'atelier 1 sur « **le défi sanitaire : vers une gestion collective des pandémies** » a permis de réfléchir sur la nécessité d'une gestion commune des crises sanitaires, en partant du constat que leur prise en charge efficiente repose davantage sur le renforcement et la structuration de réponses collectives que la promotion de politiques exclusivement nationales.

À cet égard, il est devenu nécessaire voire urgent de renforcer collectivement la capacité de production de vaccins et de médicaments, d'engager le débat sur la souveraineté vaccinale, d'améliorer la communication, de capitaliser les résiliences développées au cours de cette crise sanitaire et de soutenir les économies affectées par la pandémie.

Les travaux de l'atelier 2 sur « **Sécurité et développement : impact de la démographie et du changement climatique en Afrique** », ont montré que la pandémie de Covid-19 a non seulement engendré des défis immédiats, mais aussi mis en péril des décennies de progrès. Elle a amplifié les défis existants pour les jeunes et réduit les chances du continent d'exploiter le dividende démographique, même si partout en Afrique, les gouvernements ont pris une série de mesures pour contenir la propagation du virus, lesquels ont suscité les réticences des populations

Par ailleurs, l'Afrique est particulièrement affectée par le réchauffement climatique, en raison de la pauvreté et de la croissance démographique. Du reste, il s'agit de faire de la croissance démographique de l'Afrique un atout et non une menace, à travers des investissements ciblés au profit des jeunes pour les préserver de l'extrémisme violent et de l'immigration clandestine massive. Dans le domaine de la préservation de l'environnement, une plus grande prise de conscience des responsabilités collectives s'impose,

surtout de la part des États développés qui sont les principaux pollueurs dans l'esprit du principe de la « **responsabilité partagée mais différenciée** ».

L'atelier 3 axé sur « **les nouveaux défis : cyber sécurité et lutte contre la désinformation** », a mis en lumière le fait que la numérisation et les technologies de l'information offrent des opportunités de progrès et de développement aux pays africains. Cependant, elles exposent ces derniers à de nouvelles menaces sur les valeurs démocratiques, le mode de vie, la cohésion sociale et la stabilité des États. De surcroît, l'avènement des médias sociaux facilite la désinformation. Il est désormais plus facile de diffuser des données de nature à déstabiliser la sécurité nationale et à porter atteinte aux intérêts des États et des organisations. La désinformation autour du vaccin en est un exemple achevé.

La lutte contre la cybercriminalité et la désinformation doit ainsi constituer une priorité pour les États, par le développement des capacités de résilience contre les cyberattaques, une culture de la cybersécurité et un contrôle effectif des réseaux sociaux.

La journée du 7 décembre 2021 a été consacrée aux travaux du deuxième bloc thématique portant sur « **sécurité et émergence : comment améliorer la sécurité et le financement des dynamiques de paix et de reconstruction durables en Afrique** ». Les experts ont noté le contexte sécuritaire particulier prévalant au Sahel, marqué par la présence de groupes extrémistes violents et l'exacerbation des conflits intra et intercommunautaires. Les dépenses pour y faire face pèsent lourdement sur les budgets des États. Certains pays du G5 Sahel consacrent environ 2% de leur PIB à la sécurité, alors que leur déficit budgétaire ne cesse de se creuser. Il est alors impératif de penser à des modes de financement innovants du développement, en faisant recours aux mécanismes de solidarité internationale, comme la mobilisation supplémentaire de droits tirage spéciaux (DTS), pour relancer les économies africaines et renforcer la stabilité.

Au chapitre des réponses, les outils de sécurité pour reconquérir les espaces contrôlés par les groupes armés terroristes, devraient être mieux coordonnés, notamment au Sahel (le G5 Sahel, l'initiative d'Accra et la Force multinationale du bassin du Lac Tchad). Il importe également de revisiter les mandats des missions de paix de l'ONU en Afrique en les rendant plus robustes.

Les travaux de l'atelier 4 réservé au thème « **Le continent africain face à la montée de l'extrémisme violent** » ont déploré la tendance actuelle à focaliser les perceptions du phénomène jihadiste sur les aspects religieux, au détriment d'une approche multifactorielle de l'extrémisme violent y

compris les causes profondes telles que la pauvreté, l'exclusion et les inégalités.

Ainsi, dans la panoplie des instruments de riposte, face à l'élargissement des zones d'action des djihadistes, il importe d'éviter les solutions importées et l'apologie du tout sécuritaire.

Eu égard au nombre croissant de recrues par les groupes terroristes, il s'avère urgent, selon les panélistes, de développer des stratégies de prévention au niveau local et régional, en ciblant la jeunesse des zones rurales et de leur proposer des alternatives face à l'agenda des djihadistes. Les stratégies de lutte devraient être coordonnées et intégrées afin d'optimiser les ressources et rationaliser les efforts. Cette approche intégrée pourrait être recentrée sur les communautés fragilisées, les autorités locales, la communication et la sensibilisation.

Les discussions à l'atelier 5 ont porté sur le « **défi sécuritaire : coopération et autonomie stratégique des États africains** ». À cette occasion, les experts ont abordé l'évolution du rapport de force entre les groupes terroristes et les États qui joue en faveur des premiers. Certains groupes en lien avec des organisations criminelles, disposent de moyens financiers importants pour soutenir leurs activités.

À la lumière de ce qui précède, le Président Macky SALL a proposé, lors du panel de haut niveau, « **de sortir les dépenses militaires du déficit budgétaire des États** ». L'économie de guerre, au-delà du financement, concerne la coopération sur le plan technologique et de la formation, notamment l'investissement dans le développement de la technologie militaire (l'autonomie n'étant pas synonyme d'initiative solitaire, elle n'exclue pas la coopération extérieure). Il est donc urgent de réexaminer les mécanismes de financement de la sécurité en Afrique, en mettant l'accent sur les trois formes d'autonomisation nécessaires : l'autonomie dans l'identification des défis, l'autonomie dans l'élaboration des solutions, l'autonomie dans la mise en œuvre des solutions.

S'agissant du thème « **contrôle et maîtrise des espaces maritimes** » traité au niveau de l'atelier 6, les experts ont axé leurs interventions sur les enjeux qui gouvernent la sécurité maritime à savoir, les problèmes opérationnels, la coopération et les solutions envisageables. En effet, le Code de Conduite de Yaoundé de juin 2013, insiste sur la mutualisation, l'harmonisation, la coopération judiciaire et le partage d'information. Sous une autre forme, les États Unis, l'Europe et le Japon s'appuient sur la formation, la maintenance logistique et la collecte des preuves pour améliorer la coopération. À ce titre, les pays concernés devraient s'engager davantage pour relever les défis sécuritaires et combattre la piraterie maritime dans le Golfe de Guinée, en investissant dans les moyens

humains et matériels. Les États devraient également se doter de moyens technologiques pour une bonne surveillance de l'espace maritime, accroître leurs capacités d'intervention, assurer la présence d'actions maritimes coordonnées pour harmoniser les agendas des partenaires sans oublier la coopération (avec INTERPOL) pour la lutte contre la piraterie dans le Golfe de Guinée, et enfin sensibiliser les États pour une mise en œuvre du Code de Conduite de Yaoundé.

Les discussions autour des questions traitées en plénière et au niveau des ateliers se sont poursuivies dans la presse nationale et internationale. Les activités organisées pendant les pauses-déjeuners ont également été l'occasion d'aborder d'autres thématiques en lien avec le thème général du 7^{ème} Forum, Il s'agit précisément des tables rondes sur la prévention de l'extrémisme violent et la Facilité européenne pour la paix, organisées respectivement par le CHEDS-DFAE Suisse et la Fondation Konrad Adenauer

Le Forum a été clôturé par Son Excellence, Madame Aïssata Tall SALL, Ministre des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur, en présence de S.E Monsieur Geoffrey ONYEAMA, Ministre des Affaires étrangères du Nigeria et de Monsieur Robert SCOTT, Secrétaire d'Etat adjoint à la Défense des États Unis. Tirant le bilan global de l'évènement, Madame le Ministre a déclaré que « **l'édition 2021 a été celle de la maturité par le niveau, la qualité des présentations, la profondeur et la participation dans les débats** ».



Programme

Lundi 6 décembre 2021

10H00
12H00

Centre International
de Conférences
Abdou Diouf

Cérémonie d'ouverture

Macky SALL

Président de la République – Sénégal

Cyril RAMAPHOSA

Président de la République – Afrique du Sud

Mohamed BAZOUM

Président de la République – Niger

Umaro Sissoco EMBALÓ

Président de la République – Guinée-Bissau

Moussa Faki MAHAMAT

Président de la Commission de l'Union africaine

Charles MICHEL

Président du Conseil européen

Florence PARLY

Ministre des Armées – France

Takako SUZUKI

Vice-ministre des Affaires étrangères – Japon



Macky SALL

Président de la République
Sénégal



7
ème édition

**Forum International
de Dakar sur la Paix
et la Sécurité en Afrique**

*Excellences, chers frères,
Messieurs Cyril Ramaphosa,
Président de la République d’Afrique du Sud,
Mohamed Bazoum,
Président de la République du Niger
et Umaro Sissoco Embaló,
Président de la République de Guinée-Bissau,*

*Excellence, Monsieur Charles Michel,
Président du Conseil européen, cher ami,*

*Excellence, Monsieur Moussa Faki Mahamat,
Président de la Commission de l’Union africaine,
cher frère,*

Mesdames, Messieurs les Ministres,

*Monsieur le Président de
la Commission de la CEDEAO,*

Mesdames, Messieurs les Ambassadeurs,

Mesdames, Messieurs,

Je tiens d’abord à remercier chaleureusement nos hôtes de marque, qui ont bien voulu honorer de leur présence cette 7^{ème} édition du Forum de Dakar sur la paix et la sécurité en Afrique, malgré leurs agendas chargés.

Merci à toutes et à tous d’être venus, en dépit du contexte difficile de la pandémie. Je vous souhaite la bienvenue et un agréable séjour au Sénégal.

Je remercie les pays et institutions partenaires pour leur soutien renouvelé au Forum de Dakar.

Après la pause de 2020, due à la crise sanitaire, notre rendez-vous porte cette année sur le thème fort opportun des **enjeux de stabilité et d’émergence en Afrique dans un monde post-Covid-19**.

Le sujet dénote plutôt un pari optimiste sur le futur. En effet, si la situation s’améliore par endroits, l’apparition d’un nouveau variant dans plusieurs pays rappelle que nous sommes tous exposés au virus, et pas encore à l’ère post Covid. Mais le thème nous engage aussi à être résilients, déterminés et combattifs.

Il le faut, face aux effets néfastes d’une double crise sanitaire et économique, à laquelle s’ajoutent, pour l’Afrique, la vulnérabilité particulière au changement climatique, l’intensification des attaques terroristes et la recrudescence des coups d’État.

L’urgence est là : dans ces pays déstabilisés, en partie occupés et menacés dans leur existence, ces vies humaines perdues, ces personnes déplacées ou réfugiées, ces familles endeuillées, ces écoles fermées et ces économies fortement perturbées.

Depuis 2014, le Forum de Dakar se tient pour diagnostiquer la situation en Afrique afin de contribuer à la recherche de solutions aux maux qui l’affectent.

C’est le sens de la participation de Dirigeants, hauts responsables, experts civils et militaires africains ; puisque la sauvegarde de la paix et de la sécurité du continent nous incombe au premier chef.

Nous associons aussi les pays et institutions partenaires, dans un esprit de solidarité et de sécurité collective ; parce que nous partageons des vulnérabilités communes.

Je pense aux périls sécuritaires, environnementaux et sanitaires, au crime organisé, à la piraterie et à la cybercriminalité entre autres ; autant de défis transfrontaliers auxquels aucun pays ne peut faire face tout seul.

Responsabilité nationale, solidarité internationale et sécurité collective ; cela veut dire que la paix et la sécurité en Afrique sont parties intégrantes de la paix et de la sécurité du monde.

Nous devons, par conséquent, continuer de pointer du doigt les causes internes et externes des conflits sur le continent et d’évaluer l’efficacité des réponses nationales, des opérations de paix et autres mécanismes de règlement pacifique des différends.

De ce point de vue, on relève que, dans la plupart des pays africains, les restrictions budgétaires des années d’ajustement structurel ont eu un impact négatif sur l’équipement des forces de défense et de sécurité.

Or, la sécurité n’a pas de prix, Mais elle a un coût. Face à la montée du péril terroriste, il nous faut plus de flexibilité budgétaire pour permettre à nos pays de se donner les moyens d’assurer un minimum de défense nationale, avec des armées bien entraînées et bien équipées.

J’invite les pays et institutions partenaires à tenir compte de cet impératif vital.

Nous devons aussi interroger la doctrine des opérations de paix en Afrique. Elles sont sept (07) aujourd’hui

« ...dans ce contexte de crise et d'efforts de relance post Covid, quels enjeux et quels défis pour l'émergence du continent ? »

sur le continent : six (06) déployées par les Nations Unies, et une (01) par l'Union africaine en Somalie, l'**AMISOM**, qui compte, à elle seule, plus de **21 000** éléments ; les sept (07) opérations totalisant plus de **75 000** soldats.

Certes, des succès ont pu être enregistrés çà et là. Mais les défis sécuritaires persistent ; d'où la problématique récurrente des mandats et des règles d'engagement des opérations, y compris dans le cadre de l'Architecture africaine de paix et de sécurité et sa Force en attente.

Nous devons, par conséquent, reposer la question doctrinale des opérations de paix au plan régional, à l'Union africaine et au Conseil de sécurité des Nations Unies.

Sur le front économique, la pandémie Covid-19 a porté un coup sévère à nos efforts de croissance économique et d'émergence. La chute drastique des recettes et la hausse imprévue des dépenses en riposte sanitaire et en résilience socio-économique ont aggravé les déficits budgétaires, alors que nos pays ne disposent pas d'instruments monétaires et financiers d'atténuation de l'impact de la crise, à l'instar des banques centrales des pays développés.

S'y ajoute le ralentissement des apports financiers extérieurs, notamment les investissements directs étrangers et les envois de la diaspora.

Selon le Rapport de l'OCDE intitulé « *Dynamiques du développement en Afrique 2021 : transformation digitale et qualité de l'emploi* », l'Afrique n'a attiré que **2,9%** des investissements directs étrangers (IDE) en 2019, soit **45,5 milliards** de dollars, loin derrière l'Asie (**31 %**), l'Amérique latine et les Caraïbes (**10 %**).

Les transferts de la diaspora ont également connu un net recul. Je rappelle que ces transferts, estimés par la Banque mondiale à plus de 85 milliards de dollars en 2019, sont de loin supérieurs aux **29,6 milliards** de l'appui public au développement pour l'Afrique.

À titre illustratif de l'impact de la crise, pour la première fois de son histoire, un pays comme le Sénégal s'est retrouvé à faire du transfert de fonds dans le sens inverse, en soutien

à notre diaspora dans le cadre de notre Plan de résilience économique et sociale.

Alors, dans ce contexte de crise et d'efforts de relance post Covid, quels enjeux et quels défis pour l'émergence du continent ?

Il faut d'abord rappeler l'ordre des grandeurs. L'Afrique représente plus de **30 millions** de km² et plus d'un **milliard d'habitants**. Selon la Banque africaine de Développement, rien que pour les infrastructures, les besoins du continent se situent entre **130 et 170 milliards** de dollars par an.

C'est dire que si l'aide peut contribuer à régler une urgence sectorielle, elle ne peut satisfaire les énormes besoins en routes, autoroutes, centrales électriques et autres infrastructures indispensables à l'émergence de l'Afrique.

En plus de nos efforts internes de mobilisation des ressources, il faut repenser la gouvernance économique mondiale pour favoriser les conditions du financement de l'émergence en Afrique.

À mon sens, les réformes doivent porter sur six domaines au moins :

- **Premier point** : assouplir les règles de l'OCDE pour les prêts crédits-export, et allonger les maturités pour les financements des projets d'infrastructures du développement. Ce débat, nous l'avons déjà eu à Paris au mois de mai 2021 et nous continuerons certainement à l'avoir lors du Sommet UE-UA qui se tiendra en février 2022 ;
- **Second point** : corriger les règles d'évaluation du risque d'investissement en Afrique, puisque la perception de ce risque reste toujours plus élevée que le risque réel, ce qui renchérit les primes d'assurance et réduit la compétitivité de nos économies ;
- **Troisième point** : promouvoir davantage les financements mixtes, combinant fonds concessionnels et financements commerciaux ;
- **Quatrième point** : alléger et simplifier les procédures d'instruction des dossiers de financement des projets, dans le respect des règles de transparence. Il n'y a pas d'incompatibilité entre la diligence et la transparence ;
- **Cinquième point** : assurer une transition énergétique juste et équitable, selon le Principe de la « responsabilité commune mais différenciée », et définir une période de transition sur la question de l'énergie sur nos économies émergentes ;

- **Sixième point** : améliorer les règles du système fiscal international, pour que l'impôt soit payé là où la richesse est créée, c'est-à-dire dans le pays où une société mène ses activités et tire ses profits.

À ce sujet, l'adoption par le G20 de la proposition américaine pour l'instauration d'un impôt minimum de 15%, afin de dissuader le recours aux paradis fiscaux, va certainement dans le bon sens ; tout comme l'émission historique de **650 milliards** de dollars en Droits de Tirages Spéciaux (DTS). Je voudrais saluer ici les pays qui se sont engagés pour réallouer à l'Afrique une partie de leurs DTS. Ainsi, l'Afrique a pu disposer de son quota de **33 milliards** de dollars pour renforcer sa résilience sanitaire, atténuer en partie l'impact de la crise et amorcer la relance économique.

C'était le premier objectif du Sommet de Paris de mai dernier sur le financement des économies africaines.

Travaillons sur le deuxième objectif qui porte sur la réallocation aux pays africains, selon des modalités à convenir de **67 milliards** de dollars, mobilisables sur les DTS, des pays riches qui y consentent, pour atteindre le seuil des **100 milliards** convenus.

C'est ce qui nous rapprochera des **252 milliards de dollars dont l'Afrique a besoin d'ici à 2025** pour contenir le choc de la Covid-19 et amorcer sa relance économique.

D'autre part, l'accès de tous au vaccin et sa production en Afrique restent pour nous une priorité majeure. Je salue les efforts déployés au plan bilatéral et dans le cadre de l'initiative COVAX et je tiens à remercier tous les pays donateurs de l'initiative. Mais beaucoup reste encore à faire pour atteindre nos objectifs de vaccination.

Le Président **Ramaphosa**, qui coordonne avec engagement la riposte anti Covid à l'échelle africaine nous en dira certainement plus.

Thank you Cyril. We are certainly eager to hear your update on the critical issue of vaccine. But let me reiterate here my full support against any form of discrimination or isolation in relation with the new variant Omicron. This is not acceptable ; and we won't accept it.

Comme l'a clairement indiqué l'OMS, isoler un pays qui a séquencé un nouveau variant et a fait preuve de transparence est non seulement discriminatoire, mais aussi contre-productif ; parce que c'est inciter les autres à ne pas publier les résultats réels de leurs investigations. Là est le danger.

Cette pandémie qui frappe tous nos pays doit nous rassembler sur le front solidaire de la riposte, au lieu d'ajouter un nouveau clivage entre pays riches et pays pauvres.

Rassembler, réfléchir et proposer des solutions, c'est cela l'esprit du Forum de Dakar sur la paix et la sécurité en Afrique, dont je déclare maintenant ouverte la 7^{ème} édition.

Je vous remercie de votre attention.

Macky SALL, Président du Sénégal



Cyril RAMAPHOSA

Président de la République

Afrique du Sud



7
ème édition

**Forum International
de Dakar sur la Paix
et la Sécurité en Afrique**

**06 - 07
DECEMBRE
2021**

Forum International de Dakar
sur la Paix et la Sécurité en Afrique

Dakar International Forum
on Peace and Security in Africa

Excellence M. Macky Sall,
Président de la République du Sénégal,

Excellence Mohamed Bazoum,
Président de la République du Niger,

Excellence Umaro Sissoco Embaló,
Président de la République de Guinée-Bissau,

Excellence Charles Michel,
Président du Conseil Européen,

Excellence, Monsieur Moussa Faki Mahamat,
Président de la Commission de l'Union africaine

Honorable Florence Parly ,
Ministre des Armées de la République française,

Honorable Ministre de la Défense du Japon,

Estimés délégués, mesdames et messieurs les
invités, mesdames et messieurs, chers amis,

Je voudrais remercier SEM Macky Sall qui m'a donné l'occasion de prendre la parole devant ce Forum qui a grandi à bien des égards pour devenir un grand séminaire de réflexion sur les questions relatives à la paix, la sécurité et la stabilité de notre cher continent. Nous savons que le monde a changé de manière dramatique depuis 2014 lorsque ce Forum a été organisé sous l'égide du Président Macky Sall. Par sa vitesse de propagation et son impact global, la Covid-19 est l'une des pires urgences sanitaires que le monde a connu au cours de ce siècle, avec des conséquences sur l'existence de milliards de personnes. Le défi auquel nous nous confrontons en tant qu'Africain porte sur un relèvement durable, inclusif et ne laissant personne et aucun pays de côté. C'est cette ambition que nous devons porter contre la Covid-19 dont les effets négatifs peuvent être durables sur la paix et la sécurité de notre continent. Et, croyez-moi, à moins que nous nous attaquions de manière efficace aux effets secondaires de la Covid-19, le monde sera impacté négativement sur les questions de paix et de sécurité de notre continent.

L'émergence de la Covid-19 en 2020 a coïncidé avec la présidence sud-africaine de l'Union africaine, et cela ne pouvait pas être un pire moment pour notre présidence. L'Union africaine a rapidement développé une stratégie conjointe contre la Covid-19 et s'est lancée dans sa mise en œuvre en collaboration avec le Groupe de

travail mis sur pied dans toutes les régions du continent. C'est la première fois que notre continent a abordé une pandémie de manière collective et intégrée, et il s'est engagé à y faire face. C'était le moment où l'Afrique a fait preuve d'unité et nous devons nous féliciter des efforts de nos leaders.

Cet engagement commun a été renforcé par la mise en œuvre d'un programme accéléré des tests de Covid et plus récemment par le lancement de la campagne "Sauver les vies". Pour faire face à cette pandémie, nous avons mis en place un fond de riposte contre la Covid-19 pour renforcer la réponse continentale et consolider la capacité et le soutien à l'excellent travail abattu par le Centre africain de contrôle et de prévention des maladies (Africa CDC) dirigé par le docteur John Nkengasong. Nous avons également mis en place pour la première fois une plateforme pour soutenir les pays dans l'achat de produits médicaux. Et je suis fier d'avoir vu des jeunes femmes du Sénégal à l'avant-garde de la mise sur pied de cette plateforme. J'ai vu le Sénégal être à la hauteur de ce défi. Dès que les vaccins ont été produits, nous avons mis en place le Groupe de travail pour l'accès aux vaccins et signé des accords sur l'achat de vaccins qui ont débouché sur l'approvisionnement en Afrique, vers ces pays. Notre initiative est même allée au-delà des seules préoccupations de notre continent, venant ainsi en aide à nos frères et sœurs de la zone Caraïbes.

Au moment où nous faisons face à la Covid-19, nous avons également affronté une crise sur le front économique. En tant que Président de l'Union africaine, nous avons nommé un Envoyé spécial pour mobiliser des ressources devant permettre aux pays du continent de répondre rapidement à cette pandémie. Nous avons également engagé les pays du G20 et les institutions financières internationales à respecter leurs engagements. Des progrès remarquables ont été notés, notamment l'initiative sur la suspension de la dette et le cadre commun pour l'allègement de la dette. Dans le cadre de cette plaidoirie, l'Union africaine continue à défendre les droits de tirage spéciaux (DTS), dont le Président Macky Sall a parlé. Nous avons commencé par une allocation de 33 milliards de dollars — ce qui est trop peu et injuste à l'égard du continent africain —, mais ensemble nous plaidons pour une attribution à hauteur de 100 milliards de dollars, voire plus, parce que les pays riches ont eu accès, par l'emprunt sur les marchés, à 675 milliards de dollars.

« ...nous devons agir ensemble afin de renforcer la paix en répondant de façon collective avec une force conjointe »

Dans ces conditions, donner seulement 33 milliards de dollars à l'Afrique, ce n'est pas juste. Donc, nous sommes confiants que le montant que nous demandons – 100 milliards de dollars – sera reçu et alloué aux pays vulnérables.

En plantant un décor de ce que nous avons fait en tant que continent, quels sont les enseignements qui ont été tirés, quelle est la transition à prendre vers la reconstruction et le relèvement de notre continent ? Il nous faut investir énormément dans le renforcement de nos systèmes de santé en construisant la résilience. J'ai accepté humblement le rôle de champion de la Covid-19 pour notre continent. Au-delà de la Covid-19, nous essayons de savoir comment le continent peut renforcer et construire ses propres processus en matière de santé, de sorte que les pays africains soient à même de pouvoir faire face à la pandémie. Nous devons avoir des stratégies qui nous permettent de sortir de cette pandémie et nous devons travailler sur l'industrialisation, ainsi qu'en faveur des objectifs d'industrialisation économique en référence à l'agenda 2063 de l'Afrique. Nous devons donc renforcer nos économies pour atténuer les impacts de la Covid-19, car ces dépenses ont fait que la plupart des pays ont été confrontés à des contraintes d'ordre fiscal et budgétaire. Enfin, sur le plan économique, la Covid-19 a notamment eu des impacts négatifs particulièrement importants sur le tourisme.

La croissance à travers le continent devrait être de l'ordre de 4% à 4,5% en 2023, ce qui est éloigné de ce qui était attendu pour le continent pour permettre d'atteindre les objectifs visés. L'Afrique doit être résiliente dans un contexte de crise mondiale. Nous avons les ressources et les compétences que cela exige. Nous avons, de même, les compétences collectives nécessaires pour des urgences socio-économiques. Cela passera notamment par un accroissement du commerce et de l'investissement entre pays africains. L'accord de libre-échange (ZLECLAf) qui est en train d'être mis en place est un élément essentiel. Nous devons soutenir et créer des emplois, appuyer les entreprises et les économies africaines, et faciliter les investissements interafricains tout en renforçant nos coopérations pour accompagner les objectifs de développement durable (ODD).

Ces objectifs sont la couverture maladie universelle (CMU), l'éradication de la pauvreté, mais aussi l'amélioration de la qualité de vie des populations rurales, un point extrêmement important pour atteindre le développement. Nous devons penser les mesures de sorte que les pays africains puissent s'entraider et dépendre d'eux-mêmes, en particulier lorsqu'il s'agit des vaccins. Cette crise de la Covid-19 a vu la nationalisation des vaccins et leur inéquitable répartition. Cet accès inégal est illustré par le faible taux de vaccination en Afrique, avec seulement 7% de la population du continent vaccinée à ce jour. Ce point est une fragilité, car notre capacité de production de vaccins ne couvre aujourd'hui que 1% des besoins du continent.

Nous sommes très optimistes sur le fait que le partenariat pour la production des vaccins au niveau africain permettra d'accélérer la production des vaccins et atteindre 60% de population vaccinée en 2022. De ce point de vue, nous avons déjà identifié un certain nombre de pays – notamment l'Afrique du Sud et le Sénégal – qui ont des capacités et tout ce dont ils ont besoin pour produire des vaccins localement. Dans le cadre de cet objectif, l'aspect le plus critique des négociations en cours porte sur l'obtention d'une dérogation spéciale sur les droits de propriétés intellectuelles afin que les pays africains puissent se lancer dans la production. Alors que ces discussions ont lieu, c'est là que nous constatons vraiment les intérêts excessifs des pays riches à travers le refus d'accorder cette levée temporaire des brevets. Cet épisode démontre que ces pays ne sont animés que par les intérêts de leurs citoyens et non par ceux des citoyens du monde. Cette restriction sur les vaccins en est un exemple et on doit y mettre un terme. À titre personnel, j'ai été extrêmement déçu par l'approche prise par les pays riches sur cette question, car ces États ont en priorité conservé pour eux les vaccins qu'ils ont commandés. Or, ces pays ont très souvent acquis des quantités de vaccins supérieures aux besoins de leurs populations, ne donnant finalement à l'Afrique que « les miettes de leur table ».

L'avidité dont ils ont fait preuve était décevante, surtout parce que ces pays affirment qu'ils sont nos partenaires. Nos vies en Afrique sont pourtant tout aussi importantes que les vies en Europe, en Amérique du Nord et partout ailleurs. Pour protéger leur population, l'Inde et l'Afrique ne veulent qu'une exemption temporaire des réglementations de l'OMC sur la propriété intellectuelle, de sorte que les pays africains qui en sont capables puissent produire leurs propres vaccins.

Notre problème est que, jusqu'ici, ces pays riches nous refusent cette dérogation. Ceci est d'autant plus décevant que ces États se qualifient comme étant nos partenaires. Alors que le nombre des décès liés à la Covid est en train de reculer chez nous, nous observons des résurgences dans d'autres zones avec des mesures de confinement. Nous devons donc trouver d'autres moyens qui nous permettront de faire face à la Covid. Quand les scientifiques sud-africains ont découvert Omicron, ils ont pris la responsabilité d'informer le monde. Et que s'est-il passé ? Les pays du Nord ont imposé des restrictions pour punir l'excellence, ce qui est encore particulièrement décevant. Les gouvernements de ces pays riches disent qu'ils ne vont pas nous permettre de voyager, mais voilà, Omicron se répand partout dans le monde, y compris dans leurs propres pays. Maintenant, vous vous demandez où est la science ? Ces pays nous ont toujours dit, « basez vos décisions sur la science », et quand le moment les appelle à être plus scientifiques, ils ne le sont pas. Ils recourent à leurs propres intérêts égoïstes et nous interdisent les voyages et nous disons que les interdictions doivent être levées avec effet immédiat afin que les gens puissent voyager à travers le monde.

Par conséquent, la production de nos propres vaccins est aujourd'hui le moyen le plus sûr de protéger nos populations, mais aussi une condition nécessaire pour aller vers une croissance économique durable. En effet, il faut comprendre que l'impact des interdictions de voyager est dévastateur, et le Secrétaire Général des Nations Unies a dit qu'il s'agit là d'une nouvelle forme d'apartheid, avec un effet dévastateur sur les économies africaines dépendantes du tourisme. Ceci va d'ailleurs à l'encontre de ce qui a été convenu au G20 en Italie, où il a été rappelé que l'ouverture des frontières est un devoir pour permettre à l'industrie culturelle de rebondir. Leurs actes vont pourtant à l'encontre de leurs promesses puisqu'ils sont en train de nous fermer leurs frontières. C'est une hypocrisie qui doit s'arrêter. Maintenant notre capacité à produire des vaccins va permettre de soutenir l'industrie pharmaceutique africaine et favoriser le transfert de connaissances et de développer les économies et les industries africaines afin de pouvoir faire face aux difficultés entraînées par la pandémie. Nous ne pouvons pas attendre que le droit de produire des vaccins nous soit accordé. Je souhaite profiter de cette opportunité pour demander à nos confrères pays africains de soutenir les initiatives de l'Inde et l'Afrique du Sud au sein de l'OMC.

Excellences !

Les guerres et les conflits continuent de menacer la paix et la stabilité. L'Afrique du Sud a organisé le 14e sommet de l'Union africaine sur le thème « Faire taire les armes d'ici 2030 » et nous vous invitons à suivre le plan de travail de l'Union africaine. Ce travail doit continuer dans la mesure où les opérations de maintien de paix à travers l'Afrique doivent se poursuivre. Nous avons une tâche importante. Nous devons résoudre tout ce qui est problème, pandémie pour parvenir à une véritable reprise économique. Ceci nécessite donc la mise en place de méthodes innovantes et d'un système qui nous permettra d'exploiter nos potentialités, notamment dans le domaine de l'économie verte. Cette révolution industrielle, la dernière en date, exige que l'on puisse mettre en pratique l'accord de libre-échange. Notre succès repose sur le maintien du principe de l'unité continentale. Notre unité doit également impliquer la paix sur notre continent et agir ensemble pour affronter ceux qui sèment la pagaille dans nos régions et notre continent. Nous devons trouver des voies et moyens de collaborer afin de parvenir à une meilleure Afrique ainsi qu'à un monde meilleur.

Enfin, pour conclure, nous devons agir ensemble afin de renforcer la paix en répondant de façon collective avec une force conjointe pour la paix comme au Mozambique. Nous avons besoin que la Communauté internationale soutienne nos efforts parce qu'il est de sa responsabilité de préserver la paix partout dans le monde. Les soutiens matériels et financiers sont nécessaires pour que les conflits existant à travers le monde puissent trouver des solutions durables. La solidarité et l'unité sont indispensables pour être sur les chemins du progrès, de la stabilité, de la croissance économique et donc d'une paix durable.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Voici le chemin à prendre pour le continent si nous souhaitons atteindre nos objectifs de développement et nos objectifs stratégiques pour aller vers l'Afrique que nous voulons et que nous méritons.

Cyril RAMAPHOSA, Président de l'Afrique du Sud



Umaro Sissoco EMBALÓ

Président de la République

Guinée-Bissau

Monsieur le Président Macky Sall cher frère,

**Monsieur le Président Ramaphosa
de la République d'Afrique du Sud,**

Président Mohamed Bazoum du Niger,

**Cher ami Charles Michel,
Président du Conseil Européen,**

**Monsieur Moussa Faki Mahamat,
Président de la Commission de l'Union
africaine,**

**Madame Florence Parly,
Ministre des Armées de la République
française,**

**Monsieur Peter Maurer, Président du Comité
international de la Croix-Rouge,**

**Chers invités, messieurs les représentants
des chefs d'État,**

Mesdames et messieurs,

Permettez-moi de remercier monsieur le Président de la République du Sénégal, mon frère, le président Macky Sall, pour cette invitation à cette septième édition du Forum international de Dakar sur la paix et la sécurité en Afrique qui se tient autour du thème du défi de la stabilité et de l'émergence en Afrique dans un monde post-Covid. Ce Forum est l'occasion de définir clairement les priorités de l'action commune africaine et cela dans le cadre d'un monde globalisé. Il s'agit d'une part de poursuivre la lutte contre la pandémie de la Covid-19 qui ébranle le monde depuis l'année passée, et qui représente une menace sanitaire sans précédent, et d'autre part, de relancer les économies mondiales, et plus particulièrement celles des pays africains, en insistant sur le besoin de stabilité et de sécurité sous-régionale sur le continent africain. Ceci est une condition essentielle pour favoriser l'émergence et le développement socio-économique de notre continent.

**Monsieur le Président,
chers participants, chers invités,**

Comme vous pouvez le noter, les défis sont énormes, difficiles, mais j'ai la conviction que nous disposons d'une capacité de résilience qui s'appuie sur une coopération efficiente entre les forces vives de nos pays, aussi bien au niveau des gouvernements, des collectivités territoriales, des entrepreneurs, des investisseurs, des organisations internationales, régionales et sous-régionales. Par conséquent, l'ensemble de ces défis pourront être surmontés si nous sommes capables d'assurer ensemble la stabilité et la sécurité sous-régionale, régionale et internationale. En effet, les problèmes sécuritaires n'ont pas de frontières. Dès lors, la défense et la sécurité nationale dépendent énormément du contexte sécuritaire sous-régional et régional. C'est cela, le fondement de notre conception stratégique de la défense nationale en Guinée-Bissau. C'est donc la raison pour laquelle nous lançons un appel à la Communauté internationale et à tous les États pour qu'ils continuent à soutenir nos efforts pour assurer la sécurité dans la région du Sahel, dans les pays côtiers, ainsi que dans l'espace africain et le monde également.

Mesdames et messieurs,

Je crois, comme cela sera démontré au cours de ce Forum, qu'il y a un lien de causalité entre les défis sécuritaires et les objectifs de développement. J'espère que tous les participants contribueront fortement à la recherche de solutions globales dans ce contexte de relance économique post-Covid.

Je vous remercie monsieur le Président.

Umaro Sissoco EMBALÓ
Président de Guinée-Bissau

Mohamed BAZOUM

Président de la République

Niger



7^{ème}
édition

Forum International
de Dakar sur la Paix
et la Sécurité en Afrique

06 - 07
DECEMBRE
2021

Forum International de Dakar
sur la Paix et la Sécurité en Afrique
Dakar International Forum
on Peace and Security in Africa

7^{ème}
édition

Forum International
de Dakar sur la Paix
et la Sécurité

Monsieur le Président Macky Sall,

Messieurs les chefs d'État,

Mesdames et Messieurs,

Mon propos ne consistera pas dans un discours tel qu'attendu en pareille circonstance. J'ai décidé délibérément de me rendre le plus utile possible aux participants à ce Forum en faisant part de mon analyse de l'insécurité qui prévaut dans certains pays du Sahel, dont le mien pour que nos échanges s'enrichissent de mon expérience personnelle.

Le terrorisme à l'œuvre dans l'espace sahélien aujourd'hui se caractérise par des formes d'organisation qui s'apparentent singulièrement à celles observées dans les guérillas en Amérique latine au cours des années 1960-70. Lorsque je lis les fiches des renseignements qui se rapportent au mode d'organisation de ces mouvements, j'y découvre une description de la réalité qui me rappelle mes lectures de Régis Debray et de Che Guevara. Les bases terroristes sont en effet organisées sur le modèle des « focos », tels que décrits par Régis Debray. Ce modèle, on s'en souvient, n'avait pas fait fortune dans les guerres des mouvements de libération nationale en Afrique, ni à l'occasion des guerres de guérillas tentées au Cameroun, en République démocratique du Congo et au Niger au début des années 1960. Il est pour le moins étonnant que ce modèle de guerre réapparaisse plus de 50 années plus tard et ait un succès technique sans commune mesure avec ce qui s'était passé à l'époque. Cela l'est d'autant plus que les organisations terroristes en question bénéficient d'un encadrement intellectuel de faible consistance, tout le contraire des expériences des années 60 où les mouvements révolutionnaires étaient animés par de vrais cadres politiques, d'un niveau appréciable. Comment comprendre un tel phénomène ? En quoi les deux contextes sont-ils si dissemblables pour donner lieu à un tel décalage ?

Cette différence tient au fait que les avancées de la technologie permettent aujourd'hui aux groupes rebelles d'accéder à nombre de moyens, qui à l'époque étaient l'apanage des forces étatiques. Il en est ainsi des moyens de communication. Les groupes armés non étatiques utilisent en effet les téléphones mobiles GSM, les téléphones satellitaires, et possèdent leurs propres fréquences de Talkies walkies. Ils ont même à cet égard un certain avantage sur les armées qui est de pouvoir détruire les antennes des téléphones mobiles partout où elles considèrent qu'elles sont gênantes pour leur action.

D'autre part, de toutes les avancées de la science et de la technologie, les avancées dans le domaine de l'armement de base sont celles qui font l'objet de la plus large accessibilité. Cette vérité se vérifie d'autant plus dans le contexte actuel du Sahel où les groupes criminels sont alimentés en armes à partir de la Libye. À propos de la Libye, il faut à cet égard savoir deux choses : ce pays était du temps du colonel Kadhafi une véritable poudrière. Les circonstances de la chute de son régime ont mis ces armes nombreuses à la portée de groupes criminels qui ont généré des réseaux de trafic par lesquels les pays sahéliens en furent littéralement inondés.

En outre, la guerre entre les différentes factions se disputant le pouvoir dans ce pays très convoité a occasionné des interférences internationales qui ont mis en compétition des pays, parfois très riches, lesquels ont déversé des armes comme cela ne s'est jamais vu ailleurs. Ce trop-plein d'armes a été canalisé vers le Sahel et sert depuis lors à alimenter les différents foyers terroristes ainsi que les nombreux groupes de bandits criminels opérant dans la zone, surtout au Nigéria.

Le résultat est que jamais, nulle part au monde, des groupes rebelles n'ont pu avoir accès aux mêmes armes que les forces légales qu'elles combattent, comme c'est le cas aujourd'hui au Sahel. J'ai même la faiblesse de penser que, pour certaines armes, la proportion chez les terroristes est supérieure à celles détenues par les forces régulières. C'est le cas notamment des lance-roquettes RPG et des fusils mitrailleurs M80, qui sont les armes vedettes de ces guerres. Les mouvements révolutionnaires des années 1960 étaient connus pour la pauvreté de leur armement et le déséquilibre caractéristique du rapport de forces vis-à-vis des troupes régulières en la matière. A contrario, les groupes terroristes opérant actuellement au Sahel se distinguent par le caractère sophistiqué et la quantité remarquable de leurs armes ainsi que de leurs munitions, acquis à des coûts très faibles à travers les réseaux de contrebande libyens.

L'autre grande vedette de cette guerre, c'est la moto à 2 roues. Elle est le principal facteur de l'avantage tactique que possèdent les groupes armés non étatiques, qui est leur extrême mobilité. C'est véritablement la moto qui confère à cette guerre son caractère asymétrique. Quand on connaît par ailleurs les caractéristiques physiques du terrain sur lequel opèrent les terroristes consistant dans l'absence de routes et une certaine densité de la végétation des arbres par endroits, on comprend l'avantage qu'il y a d'utiliser ce moyen qui allie petite dimension, rapidité, rusticité et sobriété.

« ...les États sahéliens se doivent de mettre sur pied une stratégie militaire adaptée aux défis... »

En face, les forces régulières utilisent des moyens mécanisés très peu commodes du fait notamment de leur lourdeur et de leur lenteur.

Mesdames, Messieurs,

En plus des facteurs techniques qui leur sont favorables, les groupes terroristes ont pour eux l'avantage de la connaissance du terrain ainsi que leur mode de vie pastoral qui en fait des hommes rompus à la souffrance due aux privations et la pénibilité de la vie au quotidien. Pour un jeune berger, passer de la marche à pied à la moto procure confort et prestige. Exactement comme passer du bâton à la kalachnikov. Les jeunes qui intègrent les organisations terroristes se sentent exaltés par les merveilles auxquelles ils accèdent, ce qui leur confère un sentiment de valorisation de soi fantasmatique. Les victoires plutôt faciles remportées contre les armées régulières leur ont par ailleurs permis de prendre un ascendant psychologique sur ces dernières, confortant ainsi leurs préjugés ancestraux de pasteurs vis-à-vis des agriculteurs.

Outre les atouts ci-dessus cités, les mouvements terroristes sahéliens bénéficient de conditions d'accès à des ressources financières inédites pour une rébellion. Le nord du Mali est depuis presque deux décennies, un espace de non-droit où s'est développée une économie criminelle autour notamment, du trafic transsaharien de la drogue en direction de l'Europe et de l'Asie. Les organisations terroristes locales, succursales d'AL QAÏDA et de DAESH ont partie liée avec ce trafic qui leur procure de l'argent, tout comme les rançons faramineuses payées par certains pays pour libérer leurs citoyens retenus comme otages.

La présence de gisements d'or nombreux dans la zone a favorisé des activités d'orpaillage sous leur contrôle, ce qui leur permet également d'accroître leurs capacités financières.

Mais en ce moment, une bonne partie de leur argent leur vient des extorsions, du vol à grande échelle de bétail et des taxes auxquelles ils soumettent systématiquement toutes les populations des vastes zones qu'ils parcourent sur leurs motos. Depuis la généralisation à grande échelle de ces taxes ainsi que du vol de bétail, les vocations se sont particulièrement développées et le nombre de jeunes pasteurs rejoignant les groupes terroristes ne fait que s'accroître.

Un autre aspect très caractéristique de ces mouvements, tout à fait à l'opposé des expériences révolutionnaires des années 1960, réside dans le fait que les chefs terroristes vivent en général dans leur propre terroir, pas très loin de leurs familles. Ainsi, ils fréquentent quasi normalement leurs familles et jouissent de tous les avantages qui découlent d'une telle situation. Le moindre d'entre eux n'est pas qu'ils puissent, au passage d'une opération militaire lourde, repérée de très loin se déguiser en paisibles bergers.

Mesdames, Messieurs,

Je viens de dépeindre un tableau qui laisse à voir les nombreux atouts qui sous-tendent la tendance à l'expansion du terrorisme au Sahel. Mais le phénomène ne comporte pas que des atouts. Il a aussi ses grandes faiblesses qui privent le projet de toute forme de viabilité à long terme. Son talon d'Achille réside dans son absence de projet de société, son faible encadrement politique et son incapacité subséquente à mettre sur pied la moindre forme d'administration. Si, au départ, Al-Qaïda au Maghreb islamique en occupant le nord du Mali à travers ses affidés locaux prétendait vouloir instaurer la Charia, voire fonder un Émirat islamique, c'était surtout parce qu'elle utilisait, pour l'essentiel, des cadres algériens et sahraouis. Aujourd'hui que ces cadres ne sont plus là, sa rhétorique islamiste renvoie davantage à ses origines qu'à une éthique sous-tendant un vrai projet. À ce niveau, un distinguo mérite, toutefois, d'être établi entre le Groupe de Soutien à l'Islam et aux Musulmans (GSIM), d'une part, et l'État Islamique au Grand Sahara (EIGS), d'autre part.

Le GSIM possède des cadres, certainement, radicalisés et utilise même, à la base, des jeunes dont beaucoup ont fréquenté les écoles coraniques traditionnelles. Au sein de ce mouvement, la rhétorique islamiste est plus prégnante, se traduisant sur le terrain par l'organisation de prêches, la manifestation d'actes de prosélytisme relativement courants et une tendance à l'agression contre les symboles de l'État (surtout les écoles) et de l'islam traditionnel. Par contre, rien de tout cela n'est noté à l'EIGS dont la base ainsi que l'encadrement sont composés de bergers qui n'ont jamais fréquenté les écoles coraniques et dont l'islamisation est des plus superficielles.

En vérité, dans la mesure où le terrorisme est devenu un moyen de gagner son pain, il a attiré à lui tous les bandits vivant de trafics transfrontaliers divers qui ont traditionnellement écumé l'espace (braconniers, coupeurs de routes, trafiquants de carburant, de tramadol, etc.). Aujourd'hui, ce qui est à l'œuvre consiste dans un mélange de stratégies diverses dont le lien réside, du moins au Niger, au nord du Mali et à l'est du Burkina, au-delà des slogans, dans une violence cupide imposant

une chape de plomb oppressive contre les populations. Celles-ci sont spoliées de leur bétail, assujetties à des taxes exorbitantes au nom de la Zakat et tenues en respect par une terreur effroyable. Cela est une conséquence d'un phénomène concomitant de « **djihadisation du banditisme et de banditisation du Djihad.** »

Mesdames, Messieurs,

À l'évidence, nous sommes loin des mouvements rebelles des années 1960 et de leurs mots d'ordre exigeant des révolutionnaires d'être dans les communautés comme un poisson dans l'eau. Ici, les terroristes vivent non pas au sein, mais à côté des communautés et à leurs dépens, imposant leur soumission par la violence. Ces mouvements n'ont pas vocation à construire quelque projet ; ils n'envisagent rien d'autre que la rapine dont ils vivent à l'instant, l'instant étant leur seule temporalité. Cependant, si le terrorisme sahélien se réclamant de l'islamisme n'est porteur d'aucun vrai projet à caractère politique, ses agissements violents ont, en revanche, des effets politiques réels, et même disproportionnés. En effet, la pression exercée sur les populations, à travers les tueries à caractère ethnique et les rackets, donnent lieu à des situations de désolation relayées par les réseaux sociaux qui créent à leur tour une psychose particulièrement traumatisante. Cette psychose affecte dangereusement le moral de tout le pays et crée un besoin de sécurité marqué au coin de l'impatience. Cela débouche sur un sentiment délétère exacerbé par les réseaux sociaux et exploité de façon opportuniste par les partis politiques d'opposition et une certaine société civile. C'était, on s'en souvient, les déboires de l'armée dans le nord du pays en 2012 et l'angoisse qui s'était emparée des populations qui avaient légitimé le régime du Président ATT (Amadou Toumani Touré) au Mali et conduit à sa chute au cours du mois de mars de cette année-là.

De même, si, en août 2020, la coalition M5-RFP a pu mobiliser des foules nombreuses et provoquer la chute du Président IBK (Ibrahim Boubaacar Keïta), cela était dû davantage au traumatisme généré par l'insécurité qu'aux accusations de mauvaise gouvernance portées contre lui.

Mesdames, Messieurs,

Comme on peut le constater, les organisations terroristes opérant au Sahel, animées par des bergers incultes, opérant sans aucun projet politique, ont tout de même pu réussir à diviser localement les communautés ethniques entre elles, décrédibiliser les États aux yeux de leur opinion en semant le doute sur leurs capacités à assurer leur sécurité et favoriser une campagne de dénigrement à l'encontre de leurs alliés internationaux dans leur combat commun contre le terrorisme.

S'il suffit en effet que quatre (04) bandits sur deux (02) motos massacrent des dizaines de personnes habitant un village très isolé pour provoquer un choc national ; la porte est dès lors grande ouverte aux théories du complot les plus délirantes dont le destin n'est en l'espèce que le symptôme de l'état de démoralisation des sociétés victimes de ce fléau.

En conclusion, un tel contexte est gros de tous les dangers et les États sahéliens se doivent de mettre sur pied une stratégie militaire adaptée aux défis consistant dans le recours à des techniques et des moyens de nature à rendre la guerre la moins asymétrique possible. C'est ce que le Niger s'efforce de faire. Ils ont par ailleurs besoin d'un soutien plus adapté de leurs partenaires axé sur le renseignement, l'appui aérien et le renforcement des capacités de leurs armées. À propos du renseignement, la grande erreur des partenaires est leur faible implication dans le combat contre le trafic des armes en provenance de Libye, qui est pourtant le paramètre le plus important dans la prévalence de ce terrorisme. Les pays du Sahel ont enfin besoin de ressources financières exceptionnelles dont l'accès commande une dérogation aux règles de financements traditionnels consacrés par les institutions financières internationales faute de quoi leur action restera toujours très insuffisante.

Mohamed BAZOUM, Président du Niger



Charles MICHEL

Président du Conseil européen

C'est pour moi à la fois, un privilège, un honneur et un plaisir, de porter, ici, la voix de l'Union européenne à l'occasion de ce Forum de Dakar qui, édition après édition, démontre sa valeur ajoutée, démontre son utilité pour échanger, pour s'écouter mutuellement, afin de tenter de bâtir ensemble des convergences politiques, des convergences stratégiques, et de tenter de déployer le meilleur de chacune et de chacun d'entre nous au service d'un projet et d'un espoir communs, pour la paix, pour la sécurité et pour la stabilité. A fortiori à un moment où le monde est confronté à cette menace de la Covid qui nous ébranle, qui bouscule nos repères, et qui nous amène à l'exigence d'agir le plus possible ensemble pour relever ce défi.

J'avais prévu un discours écrit. Mais l'inspiration, au travers des discours précédents, m'amène à faire le choix plutôt de parler avec spontanéité, de parler avec mes sentiments personnels quand je me tiens aujourd'hui devant vous. J'ai été naturellement impressionné une fois encore par Macky Sall, par la puissance et la vision de ton message pour le continent africain, la puissance de ton message global pour le monde. J'ai été bien sûr touché, ému par la sincérité et la force du message exprimé par le président Cyril Ramaphosa, spécialement sur la question du Covid et des vaccins, et bien sûr j'y reviendrai dans quelques instants. Et puis, naturellement, il y a quelques instants, la présentation chirurgicale, lumineuse, extrêmement utile de la crise sécuritaire au Sahel présentée par le Président Bazoum. C'est pour cela, je vous le dis, que je suis ici devant vous avec humilité, avec modestie pour écouter, pour entendre et pour réfléchir avec vous afin que cette action commune portée par l'Afrique, portée par l'Europe puisse être utile pour la stabilité, pour nos peuples, mais également pour l'avenir du monde.

Ce n'est pas un secret, et cela a été d'ailleurs évoqué, nous avons, leaders africains et leaders européens, l'ambition de nous retrouver à Bruxelles pour le prochain sommet entre l'Union africaine et l'Union européenne, après le sommet d'Abidjan. Et beaucoup de choses se sont passées dans le monde depuis ce sommet d'Abidjan. Je voudrais partager avec vous l'espoir, et formuler peut-être quelques idées, quelques réflexions à l'approche de ce moment qui, j'espère, sera un moment différent, un moment qui pourra donner un élan, donner une impulsion, avec cette idée portée par de plus en plus d'amis africains et d'amis européens, cette

idée d'une Nouvelle Alliance Afrique-Europe. D'un nouvel engagement bâti autour, je vous en soumets la proposition, d'un double pacte : un pacte pour la prospérité, un pacte pour le développement inclusif – un pacte pour connecter cette zone de libre-échange continental avec le marché intérieur davantage pour plus de bénéfices partagés. Mais également bien sûr, cela va de pair, un pacte pour la sécurité, un pacte pour la stabilité.

Avant de revenir à ce pacte et ces engagements sur la substance, il me semble qu'il est utile en préparation de ce sommet de décrire dans le respect mutuel quels devraient être les principes fondateurs pour ce changement de logiciel que j'espère plutôt radical pour ce qui me concerne. Parce que je pense qu'il faut effectivement, dans ce moment de notre histoire, changer le paradigme de ce partenariat entre l'Afrique et l'Union européenne.

Le premier principe, et Macky Sall l'a décrit une fois encore à la tribune des Nations unies avec des mots justes. Et Macky, je te cite de mémoire sur ce que tu disais à la tribune des Nations Unies : «Je me tiens devant vous, moi, leader africain, et je vous dis que l'avenir devra mieux prendre en compte le respect de nos différences. Mieux considérer que la diversité, c'est une force, ce n'est pas une faiblesse.» Cet engagement pour la coopération, pour le respect des partenaires égaux – pas simplement dans le discours, mais aussi dans la réalité du comportement et dans la réalité de l'action – sont le premier élément qui devrait, je le crois, fonder cette Nouvelle Alliance entre l'Afrique et l'Europe.

Le deuxième élément, qui doit nous retrouver et nous rassembler parce que nous partageons, j'en suis totalement convaincu, cet ADN, c'est le respect pour la dignité personnelle et pour la dignité humaine, pour les libertés et pour la solidarité. Nous avons, nous aussi, Européens, à apprendre beaucoup du reste du monde et de vous, les Africains. Cette philosophie Ubuntu, qui décrit ce lien indestructible qui rassemble les femmes et les hommes d'où qu'ils viennent, où qu'ils soient, est certainement cette traduction de la solidarité qui pourrait être un élément central, je l'espère en tout cas, pour ce projet tourné vers l'avenir et pour cette Nouvelle Alliance entre l'Europe et l'Afrique.

Il y a un troisième élément que nous devons absolument prendre en considération : c'est le souci d'effectivité.

« Il est important d’agir aussi et de tirer des leçons une fois que l’on voit les premiers résultats des bénéfices de la paix, pour veiller à ce que la consolidation et le caractère durable de cette paix puissent devenir une réalité au service des populations. »

Souvent, il est arrivé dans le passé que, la main sur le cœur, très généreux, on dise ce que l’on doit faire ou ce que l’on devrait faire, sans le faire dans les mois ou les années qui suivent. Cette effectivité, ce sera un encouragement pour nous tous. Cette effectivité doit supposer que nous soyons prêts, Européens comme Africains, à faire le monitoring, à faire l’évaluation, à voir quand on s’engage quelques mois plus tard, quel a été le chemin accompli ? Qu’est-ce qui a été réalisé ? Qu’est-ce qui n’a pas encore été réalisé ? Comment corrige-t-on ? Comment donne t-on les impulsions ? Comment traduit on cette volonté politique inébranlable pour faire en sorte que des résultats tangibles puissent être ressentis par nos populations respectives ?

J’en viens maintenant à ces deux pactes que je souhaite proposer pour animer nos discussions et nos échanges. D’abord, le partenariat entre l’Afrique et l’Europe suppose, je le crois, le partage et l’échange dans un moment où, nous le voyons bien, le monde est confronté à une double transition. Pendant des années, une partie du monde a cru pouvoir développer et améliorer les cadres de vie en exploitant de manière extrême nos ressources naturelles. Et nous voyons bien — nous étions nombreux à nous rassembler à la COP 26 — que ce modèle arrive à une limite. On doit donc courageusement, dans le cadre de la coopération internationale, se poser la question de la manière dont on va développer ce nouveau logiciel économique et social pour l’avenir. Et dans ce cadre-là, évidemment nous devons être effectifs, pragmatiques et concrets, et envisager aussi les transitions qui vont être nécessaires afin de faire en sorte que chacune et chacun, sans laisser personne au bord du chemin, puisse être pleinement partie prenante à cette société nouvelle qui prend en considération le changement climatique non seulement comme un défi, mais aussi, comme, une opportunité pour innover et revoir des modèles de développement et de cohésion sociale.

Et puis, il y a cette transition digitale qui amène, on le ressent bien, de la désinformation et des nouvelles menaces hybrides — ces attaques qui peuvent déstabiliser et auxquelles nous n’étions pas, jusqu’il y a quelques années, habitués. On voit bien aussi là que ce que l’on appelle le « big data », les ressources digitales, sera probablement une des principales ressources économiques pour ce siècle. La manière d’utiliser ces ressources doit nous mobiliser. Pour ne pas commettre l’erreur qui a été commise dans le domaine climatique, c’est-à-dire pour ne pas abuser de ces ressources digitales en niant la liberté, la vie privée et la liberté personnelle de chacun de nos citoyens. Là aussi, il y a un espace pour travailler ensemble, pour échanger, pour s’écouter, et pour bâtir des espaces de confiance afin de créer les conditions pour cette capacité d’innovation, d’emplois, de prospérité, d’amélioration des conditions de vie.

Macky Sall a parfaitement décrit, et j’ai eu souvent l’occasion — c’est un privilège — d’en parler avec vous, Monsieur le Président, comment la question du financement du développement va devoir être au cœur de nos débats. On va devoir, sans aucun tabou, examiner la capacité de mobiliser des moyens. C’est ce que l’on a commencé à faire depuis le mois de mai et cette réunion à Paris, organisée par le Président Macron, avec les droits de tirage spéciaux. Des premiers progrès significatifs ont été enregistrés, on doit continuer. C’est ce que l’on doit faire aussi avec la question des dettes, qui représentent de réels boulets budgétaires pour les pays africains. Comment peut-on agir afin qu’il y ait une capacité de donner de l’oxygène financier et budgétaire pour relever les défis de la prospérité, les défis sociaux et les défis sécuritaires ? C’est ce que l’on doit faire aussi en essayant de stimuler le partenariat entre les secteurs public et privé, créer de l’attractivité et de la sécurité juridique, ainsi que de la stabilité. Tout cela doit faire en sorte que l’on puisse canaliser les moyens vers l’économie réelle, vers des produits pouvant être réellement porteurs et conformes aux priorités des leaders africains. C’est de cette manière-là que je souhaite envisager, chers amis, la préparation de ce sommet.

Je partage évidemment le soutien qui a été exprimé à des débats, qui ont démarré il y a plusieurs années en Europe, sur la question de la justice fiscale internationale et les progrès enregistrés dans le cadre de l’OCDE sur ce point à la suite de l’action de l’Union européenne, des États-Unis et d’autres partenaires, certainement les partenaires africains, très engagés depuis longtemps pour plus d’équité et pour un monde plus juste sur ce sujet.

Chers amis, chers collègues, j'en viens maintenant à la question de la sécurité. Parce que nous le savons bien : nous pouvons avoir les plus beaux projets et les plus belles ambitions pour la prospérité et le développement économique, là où il n'y a pas de sécurité, le terrain est peu propice pour permettre de concrétiser les projets. Je partage aussi à cet égard les points qui ont été exprimés, avec la nécessité de mieux connecter nos architectures de sécurité africaines et européennes. Nous sommes forts de l'expérience des dernières années, car l'Union européenne, avec nos États membres, a été présente en soutien et en coopération sur le terrain sécuritaire dans la région du Sahel, plus récemment au Mozambique, et depuis plus longtemps dans la Corne de l'Afrique. Je forme le vœu, peut-être pourra-t-on y revenir dans le cadre de ce sommet et de ces rencontres, que l'on puisse voir de quelle manière nous, en tant qu'Union européenne et avec nos États membres, pouvons mettre à disposition des instruments flexibles, rapides et efficaces, que l'on pourrait déployer dans le cadre de ce dialogue politique indispensable, fait de respect mutuel entre leaders africains et européens, en prenant en compte sérieusement l'ensemble de la chaîne, en prenant en compte aussi les leçons apprises ces dernières années, notamment à la suite de ce qui s'est passé en Libye et des conséquences pour cette région du Sahel. Prendre en compte l'ensemble de la chaîne, c'est agir pour prévenir les conflits. Agir aussi pour faire en sorte qu'il y ait des conflits qui ne deviennent pas plus graves, mais qu'on puisse modérer la situation autant qu'il est possible. Agir pour résoudre les conflits par le travail politique et de médiation, et par l'engagement militaire qui parfois est nécessaire. Il est important d'agir aussi et de tirer des leçons une fois que l'on voit les premiers résultats des bénéfices de la paix, pour veiller à ce que la consolidation et le caractère durable de cette paix puissent devenir une réalité au service des populations.

Voilà, mes très chers amis, les quelques messages que je souhaitais partager avec vous, et mon ambition personnelle, mon espoir aussi que ce sommet du mois de février puisse être une occasion de faire un pas en avant, en regardant ensemble dans la direction et en portant la même ambition. Évidemment, je ne peux pas me trouver à cette tribune devant vous et ne pas, cher Cyril Ramaphosa, partager avec vous quelques réflexions en lien avec cette crise qui nous frappe de manière immédiate et imminente, le Covid-19. Je voudrais encore une fois vous exprimer mon humilité et ma modestie. Parce que je pense que cette crise mondiale doit nous amener chacune et chacun à être modeste : nous avons appris au fur et à mesure.

Je voudrais dresser le portrait de la manière dont l'Union européenne a tenté, depuis le début de cette crise, d'agir, probablement parfois en commettant des erreurs — c'est possible — mais avec une sincère volonté de porter des décisions favorables, pour que l'on puisse ensemble, sur le plan mondial, relever ce défi et vaincre cette crise qui nous frappe.

D'une part, l'Union européenne, depuis le jour numéro un de cette crise, a été une des grandes régions dans le monde, parmi les seules qui produisent des vaccins, qui ont décidé de maintenir massivement les exportations de vaccins, lorsque d'autres grandes régions dans le monde, qui ont des traditions d'exportation et de production de vaccins, avaient fait d'autres choix. En clair, cher Président Ramaphosa, au début de cette crise, les populations européennes étaient critiques envers les leaders européens, parce qu'autour de 50 % des doses produites sur le sol de l'Union européenne étaient exportées, là où d'autres pays gardaient et thésaurisaient les doses de vaccins pour leurs propres populations.

Deuxième élément : l'Union européenne a été une des premières entités politiques à se mobiliser pour porter le financement de COVAX, faire en sorte que l'on considère que personne n'est en sécurité tant que tout le monde n'est pas en sécurité. Je reconnais — nous reconnaissons toutes et tous — et nous en parlons beaucoup avec les collègues africains, qu'il y a aujourd'hui avec COVAX un instrument qui est utile et positif. Mais il y a des choses à corriger : on voit bien qu'il y a des entonnoirs, des freins, des difficultés que l'on doit identifier ensemble. Aujourd'hui, je tends la main à tous nos amis africains pour qu'on travaille ensemble afin d'identifier les freins, qui entraînent des retards, pour fluidifier davantage la capacité de délivrer effectivement des doses au travers de COVAX. Et puis, il y a les donations bilatérales. L'Union européenne s'est engagée, j'en fais ici une fois encore la promesse, à mobiliser, nous l'avons dit au sein du G7, 500 millions de doses avant la moitié de 2022. Je peux vous annoncer qu'avant la fin de cette année-ci, pour l'ensemble des pays en dehors de l'Union européenne, 250 millions de doses seront effectivement délivrées au départ de l'Union européenne.

Il y a encore deux points que je voudrais souligner sur ce sujet. Nous avons très vite eu l'occasion, confrontés à cette crise du Covid, en contact avec nos amis africains, de constater en regardant la carte du monde qu'il y a, sur le continent africain, une faiblesse et une fragilité structurelle : l'absence ou les limitations de capacités de production pharmaceutique et de vaccins. C'est un constat que nous avons dressé dans la franchise et dans le respect mutuel. Des discours ont été exprimés par rapport à cela ; parfois en

dehors de l'Union européenne, certains ont fait des discours très spectaculaires, en annonçant dans un claquement de doigts la libéralisation des propriétés intellectuelles. Et puis, pas grand-chose ne s'est produit. L'Union européenne, qu'a-t-elle fait ? Elle s'est engagée avec des pays tels que l'Afrique du Sud, le Sénégal, le Rwanda – nous sommes en contact avec le Ghana également – et quelques autres, qui ont d'ores et déjà des capacités pour accélérer de manière opérationnelle concrète la production de vaccins. Moi, je suis très fier d'être dans un pays, le Sénégal, où en quelques mois, grâce à l'Institut Pasteur et aux partenariats innovants, à la volonté politique, on sera en mesure ici très rapidement de produire des capacités vaccinales. Merci Macky Sall !

Je voudrais enfin, sur ce sujet, remercier aussi les amis africains qui ont soutenu très rapidement l'idée que j'avais eu le privilège de lancer il y a un peu moins d'un an. C'est rare, sur le plan multilatéral et international, qu'en moins d'un an, la proposition de négocier un Traité pour prévenir les pandémies et pour être mieux préparés à l'avenir puisse faire l'objet, au sein de l'Assemblée générale de l'Organisation mondiale de la Santé, d'une décision, prise à l'unanimité, de démarrer ces négociations. Parce que cette décision, prise il y a une dizaine de jours à l'Assemblée générale de la Santé, montre de manière éclatante et extrêmement nette les difficultés que l'on vit aujourd'hui, y compris les difficultés en termes de discrimination vaccinale que l'on doit corriger, les difficultés en termes de mobilité et les questions de transports qui ont été évoquées ici.

Nous avons aussi des tensions à l'intérieur de l'Union européenne sur ces sujets-là. Il y a des tensions entre les grandes régions dans le monde, parce que beaucoup de grandes régions ont pris des décisions à différents moments de la pandémie pour interdire, ou bien réduire, les capacités de transport. Moi, je forme le vœu que ce Traité, à l'avenir, mette de l'ordre, de la méthode, de la science, de l'objectivité, afin d'empêcher les discriminations en la matière.

Alors, Mesdames et Messieurs, je conclus, et vous me pardonnerez, je l'espère, d'avoir peut-être été un peu plus long que je ne l'avais souhaité initialement, en vous disant que je me tiens devant vous aujourd'hui avec une sincérité chevillée au corps, avec un espoir, avec le souhait d'écouter et d'entendre, et avec le souhait que notre génération, africaine et européenne – qui porte une grande responsabilité pour dessiner le contour d'un monde meilleur, de cet espace Afrique-Europe qui nous englobe et qui nous dépasse – soit à la hauteur du moment et de l'enjeu.

Vous pouvez en tout cas compter sur ma détermination et la détermination de l'Union européenne.

Je vous remercie.

Charles MICHEL
Président du Conseil européen



A full-length portrait of Moussa Faki MAHAMAT, President of the African Union Commission. He is standing in front of a large window with a view of a city and a tree. He is wearing a dark blue suit, a white shirt, and a blue tie. A small circular badge is pinned to his left lapel. The background is a bright, slightly blurred cityscape seen through the window panes.

Moussa Faki MAHAMAT

Président de la commission
de l'Union africaine

**Excellence Monsieur Macky Sall,
Président du Sénégal,**

**Excellences Mesdames et Messieurs
les Chefs d'État et de Gouvernement,**

Distingués Invités,

Mesdames Messieurs,

J'éprouve toujours un immense plaisir quand je foule le sol et hume l'air du Sénégal, ce pays où l'hospitalité a donné son nom légendaire à cette terre bénie par ses hommes, sa démocratie, son harmonie communautaire et sa stabilité. Tout en lui indique qu'il est l'aire idéale pour abriter un Forum international sur la paix et la sécurité en Afrique, devenu au fil des années ce bel espace d'échange sur les problématiques que soulèvent ses thématiques.

Je renouvelle ici mes félicitations et appréciations à ses initiateurs et je remercie vivement le Gouvernement du Sénégal, le Président Macky Sall en particulier, de nous y avoir invités et bien accueillis.

J'émets le souhait ardent que les échanges entre les éminentes personnalités venues de divers horizons intellectuels, disciplines scientifiques et expériences vécues, sortent de cette septième édition du Forum avec un arsenal innovant et performant adapté aux nouveaux besoins et exigences qu'appellent les circonstances actuelles.

Mesdames Messieurs,

En termes de paix et de sécurité, l'heure en Afrique est grave, très grave. De la Libye aux jeux de pouvoir exacerbés, au Mozambique aux confins de l'Afrique australe, des deux extrêmes de l'Afrique centrale, le Bassin du lac Tchad et l'Est de la République démocratique du Congo, en passant par la RCA, en sempiternelle tension et se projetant au Bénin et, au-delà, en Ouganda, de la région du Sahel à l'Éthiopie et la Somalie dans la Corne de l'Afrique, au Soudan et Soudan du Sud, l'Afrique n'a jamais été aussi fortement menacée par le terrorisme et l'instabilité.

Le cancer terroriste en pleine métastase tue presque quotidiennement des dizaines d'Africains ; il détruit des centres hospitaliers, brûle des écoles et prive ainsi des milliers d'enfants des rares chances d'apprendre à lire et à écrire.

Aux conditions insupportables ainsi créées, se sont ajoutées des crises politiques violentes ou latentes générées par les changements anticonstitutionnels et la mauvaise gouvernance, la mauvaise gestion, le gaspillage des ressources, la corruption, la concussion et le népotisme, qui font le lit de l'insécurité, de l'instabilité, de la désespérance et de la perte dramatique des repères vertueux.

Devant les pesanteurs de tels fléaux, les États s'affaissent et certains sont menacés d'effondrement. Les conflits communautaires et les tendances irrédentistes et autres réflexes séparatistes s'exacerbent, les désordres politiques et sociaux frappent aux portes.

L'ère démocratique ouverte au début des années 1990 avait réveillé d'immenses espoirs d'une modernité institutionnelle et des lendemains économiques et sociaux enchantés. Trente ans après, les résultats sont très mitigés. Un peu plus tard, l'Union africaine adopte la Charte africaine sur la démocratie, les élections et la bonne gouvernance, et sa boussole doctrinale, l'Agenda 2063, le tout complété, ici et là, par des blocs d'arsenaux institutionnels et juridiques.

Pourtant le tableau brossé plus haut est et demeure implacable. Nous sommes-nous trompés de système de gouvernement ? Avons-nous pêché par mimétisme facile ? Qu'avons-nous fait pour que nous soyons aujourd'hui le continent où le terrorisme s'étend et où les changements non constitutionnels se multiplient, presque sans coup férir ?

Il est temps, grand temps, de se poser la question simple, mais fatale. Pourquoi en sommes-nous arrivés là ?

Je sais, pour le vivre au quotidien depuis plusieurs années, que l'Afrique a réalisé de belles choses en termes de recherche d'intégration et de positionnement international. Elle a fait preuve, aux heures graves de la pandémie de la Covid, de vertus de résilience remarquables.

En terme cependant de résistance au terrorisme et aux reculs de notre modernité démocratique, nous ne pouvons éviter le lancinant questionnement.

À l'évidence, une première réponse doit être recherchée en nous-mêmes, dans le déficit de solidarité africaine.

Dans la plupart des cas, les États africains regardent la scène, s'ils n'y détournent le regard, et comptent les points, sans plus. Pourtant les besoins des victimes du terrorisme sont, à vrai dire, tout à fait à la portée de certains États africains relativement nantis. Lorsque cette solidarité s'est manifestée à travers l'intervention du Tchad en faveur du Mali et de ses voisins du Lac Tchad, du Rwanda en faveur de la République centrafricaine et du Mozambique, ou de la SADC (Communauté de développement d'Afrique australe) en faveur du Mozambique, tout le monde a vu la différence. L'appui financier accordé au G5 Sahel par le Rwanda, le Sénégal, la Côte d'Ivoire, la CEDEAO (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest) et l'UEMOA (Union économique et monétaire ouest-africaine) était un bel exemple digne d'être suivi.

Cette expérience limitée montre que la solidarité africaine dans la lutte pour la paix et la sécurité est possible et qu'elle peut être prompte et efficace puisqu'émancipée des lourdeurs bureaucratiques paralysantes. Un élan de solidarité continentale à minima aurait été décisif dans le combat.

Il en est ainsi des changements non constitutionnels proscrits par nos principes fondateurs, l'Acte constitutif, la Déclaration de Lomé et la Charte africaine pour la démocratie, les élections et la gouvernance. Pourtant le dogme d'un souverainisme de mauvais aloi paralyse l'action des Communautés économiques régionales et l'organisation continentale

dans leur capacité d'alerte précoce et leurs velléités de résistance à de tels changements anachroniques. Notre projet phare, « faire taire les armes », voit ainsi son horizon repoussé de décennie en décennie.

La Communauté internationale ne saurait non plus être fière de son action en matière de lutte contre le terrorisme en Afrique. Cette responsabilité apparaît au travers de son entêtement à continuer d'appliquer un modèle de maintien de la paix devenu carrément obsolète.

En excluant de sa doctrine l'imposition de la paix et en souscrivant ses déploiements militaires dans une conception statique et défensive et non dans une logique dynamique et offensive, ses missions aux coûts dispendieux sont presque vouées davantage à leur propre sécurité qu'à celle des citoyens des pays de leur déploiement.

La politique de double standard suivie par certains segments de la Communauté internationale ne facilite pas les choses, non plus. Comment accepter le déni de l'universalisme du combat contre le terrorisme ? La responsabilité du Conseil de Sécurité dans la paix est une et indivisible.

Le terrorisme en Syrie et en Irak serait-il digne d'être combattu et vaincu alors que le terrorisme au Sahel et ailleurs en Afrique ne le serait pas ? Pourquoi la force de défense commune mise sur pied par les pays du G5 Sahel, l'AMISOM en Somalie et la Force Mixte Multi-Nationale du Lac Tchad peinent-elles et s'échinent-elles à rassembler le minimum de ressources leur permettant d'accomplir, au prix des vies des hommes et des femmes africaines qui s'y mobilisent, leur difficile mission d'imposition et de maintien de la paix ?

Au-delà des indéniables responsabilités de la Communauté internationale dans le maintien d'un modèle condamné par son obsolescence, les divisions et rivalités des grandes puissances rendent vains nos efforts de résistance aux changements non constitutionnels puisqu'il se trouvera toujours telle ou telle puissance prête à composer avec des dirigeants, peu importe leur légitimité, pourvu qu'il

se trouve telle ou telle autre puissance qui s'en démarque, voire s'y oppose. Triste réalité.

Cet état du monde complique immensément l'action continentale de résistance au terrorisme et aux changements anticonstitutionnels.

Il n'y a donc pour l'Afrique, pour sauver l'Afrique, que l'Afrique.

Aussi l'Afrique doit-elle, comme le réclament ses peuples, cesser d'être ce continent d'éternels assistés pour s'élever au rang d'acteur à part entière dans la gouvernance mondiale.

Seuls une réelle volonté politique de ses dirigeants, un refus catégorique de la fatalité, un sens élevé du sacrifice, un goût partagé pour l'effort et la créativité, la hisseront au rang des régions fières et conquérantes.

Bien sûr, l'Afrique dans ce combat pour la paix a besoin de la solidarité de ses partenaires. Leur condamnation pour des raisons politiciennes et/ou démagogiques n'est pas crédible. Elle n'est pas constructive et ne devrait nullement décourager ceux parmi eux qui s'engagent vraiment à nos côtés dans ces moments difficiles.

Toutes les grandes nations se sont trouvées historiquement confrontées à des défis similaires. Avaient-elles le choix de leurs alliances ? Cessons alors d'adopter des postures inutiles.

Oui, nous le disons haut et fort, nous avons besoin de l'autre, mais l'autre ne sera jamais utile pour nous que si, à son tour, il se convainc que nous sommes bien un autre, un digne et authentique Autre.

Je vous remercie

Moussa Faki MAHAMAT
*Président de la commission
de l'Union africaine*

Florence PARLY

Ministre des Armées

France



Monsieur le Président Macky Sall,

Mesdames et Messieurs, les Ministres,

Mesdames et Messieurs, chers amis,

C'est un grand plaisir pour moi d'être ici pour ce Septième forum de Dakar et je voudrais personnellement remercier le Président Macky Sall, qui a permis l'organisation de cette édition dans un contexte sanitaire difficile et dans le respect des restrictions sanitaires qui s'imposent.

Depuis sa première édition en 2013, le Forum de Dakar s'est imposé comme un événement incontournable de réflexion en matière de sécurité et de défense. Au fil des années, il s'est enrichi, s'est diversifié. Il a permis de dépasser les enjeux strictement sécuritaires et militaires. À l'image du combat que nous menons ensemble, il est devenu global ; car nous le savons, l'approche militaire ne suffit jamais à la résolution des conflits. Alors depuis près de huit ans le Forum de Dakar a ouvert ses horizons sur les enjeux de développement, de bonne gouvernance, de cybersécurité ou encore de respect de l'environnement. Et chaque pays présent ici à beaucoup à apporter sur ces différents sujets. Je salue donc cette réunion des esprits venus de tous les horizons, États, institutions, ministères, parlementaires, chercheurs, ONG. Ce sont nos regards croisés qui nous permettent de ressortir du Forum de Dakar avec de nouvelles perspectives. Je pense notamment au G5-Sahel, à la Task force Takuba, ou encore à la Coalition pour le Sahel. Tous sujets sur lesquels le Forum de Dakar a contribué à agrandir la réflexion et cela grâce à nos échanges et aux idées auxquelles nous avons pu nous nourrir.

Alors, après l'analyse lumineuse, je dirai, si vous me le permettez, au laser que le Président Bazoum a bien voulu partager avec nous ce matin, permettez-moi de faire un point sur la transformation du dispositif français au Sahel. Comme vous le savez, la France a entamé une transformation de son dispositif militaire au Sahel, une décision que nous avons prise en concertation avec l'ensemble des partenaires du G5. Alors, est-ce que nous quittons le Sahel ? Absolument pas ! Tout le but de cette transformation, c'est d'aller vers plus de coopération. Notre but, ce n'est pas d'agir à la place des États sahéliens, notre but, c'est d'agir avec eux. Plus les armées du Sahel seront fortes, plus nous serons efficaces dans la lutte contre le terrorisme. Plus les États eux-mêmes seront en capacité de répondre aux besoins de leurs populations, plus nous pourrons durablement mettre en échec les projets mortifères de ces groupes terroristes. Alors, la France n'a pas d'agenda caché au Sahel et prétendre le contraire, c'est faire le lit du terrorisme.

Tous ceux qui attisent les discours anti-français jouent pour un autre camp, dont les intérêts semblent profondément divergés de ceux des États sahéliens et des populations qui rappellent le sont les premières victimes du terrorisme.

Les intérêts des États sahéliens, quels sont-ils ? La stabilité, la paix et le développement. Il se trouve que ce sont également les nôtres. Notre engagement, pour lequel nous avons à de trop nombreuses reprises payé le prix du sang aux côtés des armées partenaires qui l'ont payé elles aussi, ô combien. Cet engagement, nous le poursuivrons avec force et détermination. Et dans la poursuite de ces objectifs, notre plus grande fierté, c'est d'avoir vu que la communauté internationale, en particulier les Européens, se mobiliser avec nous au sein de la mission de formation de l'Union européenne, les EUTM, mais aussi dans la Force Takuba. Takuba, ce sont 10 pays européens qui décident d'aller au combat avec le Mali et en coordination avec le Niger. Nous serons 12 début 2022, et nous serons 15 dans les mois qui suivent. Ce combat que nous menons ensemble nécessite une mobilisation de tous les instants et il faut du courage politique pour l'emporter.

Alors, il ne faut pas succomber aux mirages. Je pense ici à un sujet qui fait l'actualité, aux mercenaires du groupe Wagner. Si la France et ses partenaires s'opposent à Wagner, c'est qu'ils ont vu en République centrafricaine leur potentiel déstabilisateur, les exactions contre les populations, la perte de souveraineté de l'État, la prédation des ressources, l'échec sur le plan opérationnel. Des intérêts particuliers et pécuniaires qui sont placés au-dessus de celui des populations et ceux-ci ne sont pas compatibles avec notre vision. Aujourd'hui, la menace terroriste se répand, je pense au Golfe de Guinée, mais également au Mozambique ou à la République démocratique du Congo par exemple.

En Afrique de l'Ouest, il devient essentiel de continuer à soutenir les structures pragmatiques et locales qui sont déjà en place. Je pense à l'initiative d'Accra. Dans quelques semaines, la France prendra la présidence du Conseil de l'Union européenne, peu avant que le Sénégal prenne celle de l'Union africaine. Nos deux continents ont une communauté de destin, nous devons agir ensemble de manière plus intégrée face aux défis sécuritaires que nous devons relever, et une fois de plus ce Forum sera l'occasion de travailler collectivement, avec courage, et sans tomber dans le piège de la division, car j'en suis convaincue, divisés nous tombons, unis, nous tenons bons.

Merci de votre attention



Takako SUZUKI

Vice-Ministre des Affaires étrangères

Japon

**Son Excellence Monsieur Macky SALL,
Président de la République du Sénégal,**

**Excellences,
Mesdames et Messieurs les participants,**

Permettez-moi, à l'occasion de l'ouverture du Septième Forum International de Dakar, humblement de m'adresser à vous en tant que représentante du Gouvernement du Japon. Je voudrais tout d'abord rendre hommage au Président SALL et au Gouvernement du Sénégal pour l'organisation de ce Forum. Pour le Japon, soutenir cet important Forum depuis sa première édition est un sincère réjouissement.

Le Japon a appuyé les démarches positives de l'Afrique pour maintenir et renforcer sa paix et sa stabilité par le biais de la TICAD (Tokyo International Conference on African Development), plateforme inclusive favorisant l'appropriation africaine et le partenariat international. La NAPSA, une Nouvelle Approche pour la Paix et la Stabilité en Afrique, que nous avons présentée lors de la dernière édition, en est un exemple. Le Japon a mis en œuvre certains projets spécifiques dans le cadre de la NAPSA, tel que le développement des ressources humaines dans le domaine de la justice pénale pour les pays d'Afrique de l'Ouest, y compris le G5 Sahel, l'amélioration des capacités de contrôle des frontières pour renforcer les mesures antiterroristes, et le renforcement des capacités du personnel de maintien de la paix dans les pays africains par le biais d'une assistance aux centres de formation des opérations de maintien de la paix et du projet de partenariat triangulaire des Nations unies.

En outre, sur la base du principe de la sécurité humaine, le Japon a encouragé les efforts visant à atteindre la couverture sanitaire universelle (CSU) au Sénégal et dans d'autres pays, pour que toutes les personnes puissent recevoir des services de soins de santé efficaces et de qualité à un coût abordable. En réponse à la propagation de la Covid-19, nous continuerons à mettre en œuvre des mesures pour soutenir les systèmes de santé africains à moyen et long terme.

En effet, l'épidémie de la Covid-19 a eu un impact considérable sur les économies et les sociétés africaines, et a mis en évidence diverses problématiques de développement. Afin que l'Afrique se relève plus forte de la crise de la Covid-19 et jouisse de la prospérité, il est important d'assurer la paix et la stabilité régionales comme condition préalable. Pour y parvenir, des opportunités d'emploi et d'éducation sont également nécessaires pour empêcher les jeunes d'être enclins à l'extrémisme violent. C'est pourquoi le Japon promeut la NAPSA, dont l'approche tient à s'attaquer aux causes profondes des conflits et du terrorisme.

En outre, le Japon entend soutenir la consolidation de l'État de droit et de la démocratie en Afrique. Le Gouvernement japonais, qui fait du « vert » et du « numérique » les nouveaux moteurs de la croissance, souhaite dynamiser les activités du secteur privé en Afrique, une région à fort potentiel, afin de développer l'emploi local et de développer l'économie locale.

Excellences,

Le Japon œuvre à la réalisation d'un « Indo-Pacifique (FOIP) », libre et ouvert alors que le monde devient plus complexe et plus volatil. Dans cette vision, je voudrais souligner l'importance de renforcer le commerce intra-africain et la connectivité. Le Japon soutiendra donc les efforts visant à renforcer la connectivité et l'intégration régionale en Afrique par le développement des infrastructures et d'autres mesures. Par ailleurs, dans le cadre de cette vision, le Japon continuera à œuvrer au maintien et au renforcement de l'ordre maritime fondé sur l'État de droit, et à assurer la paix et la stabilité, notamment par des mesures contre le terrorisme et la piraterie.

Par ailleurs, le Japon, qui se présente à l'élection l'année prochaine pour un siège de membre non permanent du Conseil de sécurité des Nations unies, entend être à l'écoute des voix des pays africains et jouer un rôle plus important pour la paix et la sécurité de l'Afrique. En outre, le Japon souhaite renforcer sa coopération avec le continent pour faire avancer la réforme du Conseil de sécurité et réparer l'injustice historique faite à l'Afrique.

La TICAD 8 de l'année prochaine sera l'occasion pour le Japon de renforcer la coopération internationale afin de soutenir fortement le développement mené par l'Afrique elle-même.

Je voudrais conclure mes remarques en souhaitant que les discussions de ce Forum renforcent davantage la coopération pour la paix et la sécurité en Afrique.

Je vous remercie.

Takako SUZUKI
Vice-Ministre des Affaires étrangères
Japon

Programme

Lundi 6 décembre 2021

10H00
12H00

Centre International
de Conférences
Abdou Diouf

Panel des Chefs d'État et des hautes personnalités

Macky SALL

Président de la République – Sénégal

Mohamed BAZOUM

Président de la République – Niger

Umaro Sissoco EMBALÓ

Président de la République – Guinée Bissau

Moussa Faki MAHAMAT

Président de la Commission de l'Union africaine

Charles MICHEL

Président du Conseil européen

Cyril RAMAPHOSA

Président de la République – Afrique du Sud

Florence PARLY

Ministre des Armées – France

Peter MAURER

Président du Comité International de la Croix-Rouge



Panel des Chefs d'État

Le panel des Chefs d'État et des hautes personnalités est animé par :



Assane DIOP

Journaliste et Présentateur
Radio France Internationale

Journaliste pour Radio France internationale (RFI), TV5 Monde: Afrique-Presse, France 24: Demain à la une.



Christine MHUNDWA

Journaliste et Présentatrice
Deutsche Welle

Née au Zimbabwe et désormais basée en Europe, Christine MHUNDWA est journaliste et présentatrice au sein de l'antenne anglophone de la Radio internationale allemande Deutsche Welle. Elle a rejoint le média allemand en 2015, où elle présente désormais le Daily Africa News Show.

Diplômée en journalisme de l'Université de Monash (Melbourne, Australie), Christine MHUNDWA a travaillé au sein des rédactions de CNBC Africa à Johannesburg et du groupe Bloomberg à Londres. En dehors de ses activités journalistiques, Christine MHUNDWA est membre de comité stratégique du Think tank chinois Titech Academy.

Assane DIOP - *Ma première question s'adressera au Président de la Commission de l'Union africaine, Moussa Faki MAHAMAT.*

Pouvez-vous réagir à l'actualité sanitaire, marquée ces dernières semaines par une nouvelle vague de Covid-19, et surtout par la découverte d'un nouveau variant baptisé Omicron qui a conduit une partie du monde à prendre un certain nombre de restrictions, dont une interdiction de voyager pour les ressortissants d'Afrique australe ?



Moussa Faki MAHAMAT

Président de la Commission
de l'Union africaine

Merci Assane Diop. Le Président Ramaphosa vous a fait le point sur la stratégie et les actions menées par le continent dans sa riposte contre la pandémie de Covid-19. Pour en revenir à l'actualité, j'étais à New York quand j'ai appris que des chercheurs sud-africains ont découvert un nouveau variant, et en toute transparence ils en ont saisi leurs collègues à travers le monde.

À notre grande surprise, la première réaction a été de stigmatiser toute l'Afrique australe, ce qui a conduit le Secrétaire général des Nations Unies à dénoncé cette attitude et la qualifiée « d'apartheid sanitaire ». L'OMS a alors été contrainte de réagir, indiquant qu'il n'y a scientifiquement aucune raison valable pour que de

telles mesures soient prises. Je rappelle par ailleurs que cette région est actuellement en plein été austral et donc, à la veille des fêtes de fin d'années, les familles se réunissent tout naturellement, ce qui conduit à un brassage important de populations qui facilite la transmission du virus. Ainsi, prendre cette décision à un pareil moment a ajouté davantage de méfiance à la gravité de la situation. Ce n'est pas normal de pouvoir agir de cette façon.

Depuis maintenant bientôt deux ans que la pandémie s'est déclarée, malgré les innombrables promesses de la part de la Communauté internationale, nous sommes aux alentours de 6% de taux de vaccination en Afrique. Ce chiffre est d'autant plus faible qu'en vertu des engagements pris dans le cadre de l'initiative Covax et de ce qui a été convenu avec nos partenaires, l'Afrique devrait normalement avoir atteint un taux de vaccination de 61% à la fin de l'année 2021.

Dans un second temps, ce qui est prévu dans le cadre du recouvrement post-Covid attend toujours. En dépit, donc, des promesses effectuées — surtout face à la maladie, car une vie vaut toute une autre —, on dénote malheureusement une non-prise en compte d'une vision globale de cette problématique. En effet, la démarche consistant à penser que ne vacciner en priorité qu'une partie du monde permet de se prémunir de l'arrivée de nouveaux variants a démontré ses limites.



Et par conséquent, si nous ne parvenons pas à vacciner la planète, nous ne serons pas en mesure d'éradiquer cette menace.

Assane DIOP – *Y a-t-il une réaction commune de l'Union africaine ?*

Moussa Faki MAHAMAT, Président de la Commission de l'Union africaine – Absolument. Le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine s'est réuni et le Centre africain de contrôle et de prévention des maladies travaille étroitement avec l'OMS. Mais ce sont des décisions politiques qui ont été prises et qui ne se justifient pas. L'essentiel est désormais de tout faire et de penser à la production de vaccins. Il faut tendre vers cela pour être plus pratique, plutôt que de prendre des décisions spectaculaires qui ne protègent personne.

Christine MHUNDWA – *Président Bazoum, lors de votre allocution, vous avez fait un parallèle entre l'organisation des groupes terroristes qui sévissent dans le Sahel et les guérillas qui ont existé en Amérique du Sud dans les années 1970. À votre avis, quelles sont les causes profondes du terrorisme dans votre pays et dans le Sahel ? Comment celles-ci peuvent-elles être traitées et quelles sont les solutions possibles pour la région ?*



Mohamed BAZOUM
Président de la République,
Niger

Merci Madame Mhundwa. Mon propos a consisté à expliquer que le phénomène du terrorisme à l'œuvre dans le Sahel n'est pas réductible au seul phénomène de la radicalisation religieuse de la part de musulmans vivant dans cet espace. En effet, si cela était le cas, cela aurait affecté tous les jeunes ou toute la société de façon uniforme, car l'idéologie ne peut pas se séquencer. Au Sahel, la grande majorité de la population est musulmane, tout comme nous avons assisté à des phénomènes de radicalisation idéologique en Europe ou en Amérique latine dans les années 1970, nous aurions pu assister à un phénomène uniforme semblable dans notre région. Ce n'est pas ce qui est arrivé. Donc, à partir de ce moment-là, il est très clair que ce n'est pas l'Islam qui s'est radicalisé, mais nous avons plutôt assisté à une radicalisation qui revêt des oripeaux se référant à la religion. Cela n'a pourtant absolument rien d'authentique. Le vrai problème rencontré dans notre sous-région concerne la jeunesse de certaines communautés pastorales, et nous pouvons dire

que cette problématique a, en grande partie, à voir avec la crise du pastoralisme dans l'espace sahélien. Cette crise du pastoralisme est notamment due à un certain nombre de facteurs :

- Le premier facteur est d'ordre démographique, une démographie galopante qui a imposé aux populations agricoles, situées dans le midi de nos États, à chercher de nouveaux espaces au Nord pour produire davantage. Cette situation a ainsi fragilisé la cohabitation entre les populations agricoles et les populations pastorales du Nord.
- Le second facteur que j'identifie porte sur le changement climatique, dont la conséquence immédiate dans le Sahel est une diminution progressive de la pluviométrie. Cette évolution à la baisse du volume des pluies a eu pour conséquence de dégrader la biodiversité locale. Ce fait a ainsi accru la problématique du pastoralisme, tout en accentuant les tensions historiques entre des pasteurs contraints d'aller toujours plus au sud pour nourrir leurs troupeaux et des agriculteurs forcés de remonter vers le nord pour trouver de nouvelles terres cultivables. Mais si le phénomène n'était lié qu'à cela, celui-ci aurait alors concerné l'ensemble des communautés pastorales. Or, ce n'est pas ce à quoi nous assistons. En effet, il y a, aux côtés de ces causes, des facteurs contingents, des facteurs totalement accidentels qui ont à voir ce qui s'est passé au Mali en 2012 et qui a, par exemple donné naissance à un groupe comme le MUJAO. Sans rentrer dans les détails de la création de ces mouvements extrémistes, je voudrais seulement que vous reteniez qu'une large partie de l'insécurité et du terrorisme que subit la région provient de cette crise du pastoralisme et de la pauvreté de ces communautés. Cette absence de véritables capacités de subsistance a conduit certains jeunes à trouver d'autres voies offertes notamment par les terroristes qui occupaient le nord du Mali. Ceux-ci les ont alors enrôlés dans ces organisations terroristes et ces jeunes ont alors pu y prospérer, en particulier dans cette zone des 3 frontières, entraînant un phénomène concomitant de « jihadisation du banditisme » et de « banditisation du djihadisme ». À présent, il s'agit véritablement d'un phénomène totalement crapuleux, sans grande connotation idéologique et religieuse, qu'il convient de combattre avec des moyens techniques appropriés aux conditions posées par le mode opératoire de ces organisations.



Panel des Chefs d'État

Évidemment, il ne faut pas se voiler la face, la grande réponse à cette situation est le développement et la lutte contre la pauvreté, et ce de façon structurelle. Il faut donc stabiliser les régimes, en promouvant la démocratie, promouvant les richesses, et faire en sorte qu'une gouvernance puisse rendre les économies plus compétitives et réponde aux aspirations réelles de la jeunesse. De façon conjoncturelle et actuelle, et dans le sens des propos prononcés lors de mon allocution, c'est grâce aux moyens militaires que nous pouvons répondre à ces défis !

Assane DIOP – La France est engagée depuis 2013 aux côtés des armées des pays du Sahel dans la lutte contre les djihadistes et le Président Macron a ordonné une reconfiguration de la présence militaire française au Mali. Dans ce contexte, quels sont les défis et perspectives de l'engagement de la France dans cette zone tourmentée ? Par ailleurs, qu'attendez-vous de vos partenaires africains et internationaux dans cette lutte de longue haleine ?



Florence PARLY
Ministre des Armées
France

Merci beaucoup. Nous sommes en effet confrontés à une situation sécuritaire très difficile et il faut en voir le témoignage à travers les multiples attaques auxquelles les populations d'une part et les forces de sécurité d'autre part sont victimes dans ces différents États. Néanmoins, dans ce combat contre le terrorisme que nous menons, la France, mais tout d'abord ses partenaires sahéliens et de plus en plus ses partenaires européens, nous avons obtenu des résultats, des succès. Ainsi, au cours des derniers mois, nous avons pu neutraliser le n°1 d'Al-Qaeda au Maghreb Islamique (AQMI), nous avons pu également neutraliser le n°1, puis le n°2, puis le n°3 de l'État Islamique au Grand Sahara (EIGS). Et pourtant, la situation reste très difficile et il nous reste de nombreux défis à relever. Ainsi, si le Président de la République française a décidé de transformer la présence militaire française au Sahel, ce n'est pas pour partir, mais pour répondre du mieux possible aux besoins qui sont ceux de la lutte contre le terrorisme dans ces États souverains. Je le rappelle, car là aussi nous entendons beaucoup de désinformation concernant les raisons pour lesquelles la France serait engagée dans la Région. Cette présence de la France répond à la demande de ces États du Sahel.

Concernant les défis, nous les voyons effectivement encore très nombreux. Nous le voyons notamment à travers, d'une part, la tentation que j'évoquais de recourir à des sociétés de mercenaires, dont j'ai pu dire tout à l'heure à quel point elles ne me semblent pas répondre aux enjeux de la lutte contre

le terrorisme, mais très probablement celles-ci risquent de réduire la souveraineté des États qui font appel à elles. Ceci rendra encore plus difficiles les conditions de vie des populations locales.

Et puis, il y a aussi une nouvelle donnée qui est de plus en plus apparente. Il n'y a pas seulement la guerre contre le terrorisme sur le terrain, la guerre avec des armes, la guerre contre des chefs terroristes, il y a aussi une autre guerre qui se déroule et qui utilise l'arme de l'information ou de la désinformation.

Nous en avons eu un exemple éclatant ces derniers jours avec ce convoi de Barkhane qui a été bloqué successivement au Burkina Faso et au Niger. Donc, nous le constatons bien, la force de cette guerre est de modeler les schémas, les représentations, les perceptions des populations.

Je ne dis pas du tout que tout est parfait — et d'ailleurs certains interlocuteurs l'ont fort bien exprimé tout à l'heure —, mais ce que je dis est que cette lutte contre le terrorisme est avant tout faite pour venir en aide aux populations et aux États sahéliens eux-mêmes. Cette lutte est également là pour améliorer la sécurité des Européens eux-mêmes. Nous devons donc appréhender l'ensemble des champs de la lutte et nous devons donc prendre en compte cette lutte informationnelle, à défaut de quoi tout ce qui a été entrepris par les forces partenaires, par nous-mêmes, par les Européens, risque d'être réduit à néant ; et tout cela non pas dans l'intérêt, mais au détriment des populations locales.

Christine MHUNDWA – Vous êtes au pouvoir depuis février 2020, vous avez engagé de nombreuses réformes d'ampleur, dont une réforme constitutionnelle, pouvez-vous nous dire en quoi cette modification de la Constitution apportera la paix et la prospérité en Guinée-Bissau ?



Umaro Sissoco EMBALÓ
Président de la République
Guinée-Bissau

Merci beaucoup Madame Mhundwa. Il est vrai que depuis que je suis devenu Président, j'ai engagé une réforme constitutionnelle. Toutefois, permettez-moi de préciser que notre Constitution est parfois mal interprétée, car elle comporte de nombreuses nuances. Les modifications que nous souhaitons apporter visent à éviter que ce qui nous est arrivé — la contestation des résultats — lors des dernières élections ne se reproduise pas. La Guinée-Bissau ne possède pas de Cour Constitutionnelle, mais nos institutions sont dotées d'un Tribunal Suprême, une Cour Suprême. Or, dans notre système électoral, la Commission nationale électorale possède des



prérogatives très larges. Celle-ci est à la fois l'entité en charge de l'organisation des élections et en même temps elle est une véritable Cour de Justice. C'est donc de cette double nature que surgissent les contestations. Par exemple, c'est après les dernières élections que, pour la première fois, nous avons été contraints d'aller devant la Cour Suprême pour contester les élections. Donc, cette réforme constitutionnelle vise avant tout la création d'une Cour constitutionnelle ainsi que d'un Conseil économique et social et environnemental. Pour y parvenir, j'ai donc créé une Commission dont la mission est de travailler en ce sens pour moderniser la Guinée-Bissau.

Questions de la jeunesse africaine aux Chefs d'État

Aminetou ABDALLAHI, Étudiante, Mauritanie

Bonjour

Je m'appelle Aminetou Abdallahi. Je suis Mauritanienne, née à Nouadhibou, capitale économique de la Mauritanie. Cette dernière est l'un des pays les plus vastes en Afrique avec 4,4 millions habitants. Lorsque j'ai obtenu mon Bac, j'ai voulu faire des études de droit et j'ai pensé qu'il serait mieux pour moi d'aller au Sénégal faire mes études de droit en français parce qu'en Mauritanie la langue officielle était devenue l'arabe. Chaque année, de nombreux étudiants africains vont en Europe et en Amérique afin de continuer leurs études, or nous avons de bonnes universités ici en Afrique, sachant que 60% de la jeunesse africaine a moins de 24 ans. Mais cette jeunesse, il faudrait la rassurer, car ils aimeraient vivre dans un pays qui se développe dans la paix et la stabilité. En tant que femme, future mère, juriste, la question que je pose est la suivante : Peut-on élever nos enfants, la future génération dans un contexte pacifique en Afrique ?

Pape LANDING COLY, Étudiant, Sénégal

Tout d'abord merci pour cette occasion qui m'est donnée de m'adresser directement aux dirigeants africains ! Je m'appelle Pape Landing Coly, je suis Sénégalais, je viens d'un beau village de la Casamance qui s'appelle Djinaky situé à 30 km de Bignona village où j'ai fait mes études primaire et moyenne avant de rejoindre Foundiougne où j'ai eu à décrocher mon Bac. Je suis étudiant boursier à ENSUP Afrique avec une licence en journalisme et communication, je poursuis actuellement un Master. Je m'interroge pour l'avenir : vu l'enclavement de certaines zones, où les jeunes sont confrontés à d'énormes

difficultés par rapport à d'autres jeunes qui résident dans les centres urbains. J'aimerais savoir si la jeunesse africaine peut aspirer à un accès public et large à l'éducation indépendamment de l'origine sociale de chacun.

Gbadamassi FAIQ, Étudiant, Bénin

Bonjour ! Je me nomme Gbadamassi Faiq. J'ai l'habitude de dire je suis « Africain d'origine béninoise » ; j'ai 25 ans, je réside au Sénégal depuis 6 ans: j'y suis venu après l'obtention de mon Bac et je suis actuellement en dernière année de droit public à l'Université Amadou Hampaté Ba de Dakar. C'est un honneur pour moi d'avoir l'opportunité de prendre la parole pendant ce Forum international sur la paix et la sécurité en Afrique. En effet, en tant que jeune africain je suis bien concerné par ces différentes problématiques. Par conséquent nous sommes tous d'accord, il est important. Ainsi je pose la question pour savoir si j'aurais un travail récompensant mes études supérieures et si nous jeunes Africains sommes obligés de quitter nos pays, notre continent pour pouvoir réussir notre vie ?

Réponses du Panel



Macky SALL

*Président de la République
Sénégal*

Je voudrais remercier nos trois jeunes étudiants, Aminetou Abdallahi de la Mauritanie, Pape Landing Coly de Casamance, Sénégal, et notre «Africain du Bénin», Gbadamassi Faiq. Ils ont posé plusieurs problématiques. D'abord la question sur l'éducation en Afrique. Comment faire pour avoir des universités d'excellence sur le continent ? Et comment développer cette interaction dans le continent afin que nos enfants puissent privilégier des destinations africaines en matière d'enseignement supérieur, même s'il faut continuer à envoyer quelques jeunes dans les autres continents puisque l'ouverture est toujours enrichissante. Malgré tout, je pense que les États doivent renforcer les moyens destinés à l'enseignement supérieur, à la recherche, à l'innovation. Et bien sûr, avant l'enseignement supérieur, il y'a l'enseignement de base, l'enseignement élémentaire et moyen secondaire, et surtout la formation professionnelle. Donc l'éducation de façon générale reste le meilleur rempart contre tout ce qu'on a décrit aujourd'hui que c'est l'influence vers le terrorisme, la radicalisation. L'éducation est quelque part l'un des meilleurs remparts et offre une meilleure perspective pour notre jeunesse.

Panel des Chefs d'État

Nous avons des engagements au sein de l'Union africaine et si tous les pays faisaient l'effort d'arriver à 20% de leurs budgets : je vous rappelle que le Sénégal nous sommes à 26% cette année nous avons baissé un peu 25% sur le budget 2022, 25% sont consacrés à l'éducation et qu'il reste très peu pour tout le reste. Et aujourd'hui la sécurité qui a occupé l'essentiel de notre discussion et qui est une question fondamentale doit être analysée sous tous les angles.

Pourquoi l'Afrique n'est pas capable d'assurer sa défense sur son territoire ? C'est une grande problématique. Pourquoi, malgré tous les moyens mis en œuvre par les États, ces pays ne peuvent assurer seuls leur protection ? Évidemment, ils ne sont pas suffisants puisque la défense coûte cher, les moyens aériens coûtent très cher et peu de pays africains en réalité peuvent disposer de ces équipements. En disposer dans des conditions de sécurité et en assurer la maintenance est extrêmement coûteux. L'achat d'avions, d'hélicoptères de combat, disposer d'outils de renseignement de troisième dimension est extrêmement coûteux. Et je ne parle même pas du coût de la mobilisation des troupes sur le terrain !

C'est pourquoi nous disons que la méthode de calcul du déficit budgétaire, puisque nous sommes jugés sur notre cadrage macro-économique, ce cadrage s'arrête sur le déficit budgétaire que l'on veut mettre au même pied que les pays les plus développés. Aujourd'hui en Europe, la convergence est de 3% de déficit budgétaire et on veut que l'Afrique ait 3% de déficit budgétaire, c'est une aberration ! Puisque nous n'avons pas les mêmes niveaux de développement, nous ne sommes pas partis du même point, on ne peut pas donc exiger de façon mécanique des paramètres qui ont marché ailleurs. Même en Europe, lors de l'unification, l'Allemagne, qui avait le déficit le plus faible, autour de 3%, a été pris en modèle et c'est cette convergence qui est devenue de façon universelle un paramètre immuable. C'est insensé d'exiger des pays sahéliens un déficit autour de 3% et nous nous battons tous les jours pour dire, au moins, sortons du calcul du déficit budgétaire les dépenses militaires qui sont devenues fondamentales pour la survie des États. Ces dépenses militaires, nous devons pouvoir les sortir du calcul du déficit structurel pour que chacun de nos États dispose du minimum pour s'équiper. Le minimum, c'est de disposer d'une troupe équipée, protégée, entraînée et de solliciter la coopération internationale. Je pense que nous avons aussi besoin de cette coopération internationale. Nous ne devons pas être extrêmement critiques de tout ce qui a été fait et il reste beaucoup à faire. Mais beaucoup d'efforts ont été faits et nous devons le signaler. Je rappelle, pour le cas du Mali, lorsque l'intervention s'est faite et que le Président de la transition, SEM Dioncounda Traore, a fait appel à la France, c'est parce que la survie du Mali était engagée.

Au même moment, des pays africains, sans moyens, ont décidé immédiatement de s'engager aux côtés du Mali. C'était le cas des pays qui ont engagé des troupes pour la MISMA, Mission internationale de Soutien au Mali sous conduite africaine, dont le Sénégal a fait partie. Avant même l'arrivée de la MISMA, nous avons engagé des troupes par nos propres moyens. La France a fait de même avec l'opération Serval. Cela a permis de ralentir la progression des terroristes. Par la suite, il y a eu une dégradation et l'ONU a alors mis en œuvre la MINUSMA, Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali.

D'autres forces sont nées notamment la force conjointe du G5 Sahel. Alors, il s'agit de nous interroger collectivement sur la raison des échecs malgré tous ces dispositifs. Est-ce que les organisations pour le maintien de la paix constituent la réponse face au phénomène du djihadisme ? Je ne le pense pas. Puisque l'ONU, par vocation, son ADN, est de promouvoir la paix. Quand on doit combattre des djihadistes, on ne peut pas engager des Casques bleus, car leur mission est d'assurer la paix. On doit pouvoir remettre en cause un certain nombre de schémas. Je ne critique personne, puisque l'ONU c'est nous-mêmes, nous tous. Mais nous devons avoir la capacité de nous remettre en cause quand nous constatons des échecs.

Nous avons vu, par contre, au même moment en Afrique, que d'autres modèles ont plus ou moins réussi. En République démocratique du Congo, avec une force d'intervention, récemment, le Rwanda est intervenu au Mozambique avec la SADC dont les forces se sont impliquées. Et j'ai rappelé le cas de la MISMA, mais avant cela en Côte d'Ivoire, avant l'engagement de l'ONUCI, il y a eu la force d'intervention de la CEDEAO. Autre exemple, au Liberia, c'est l'ECOMOG qui est intervenue et qui a réglé le problème. En Sierra Leone, en Guinée-Bissau et même plus récemment en Gambie, ce sont des forces de la CEDEAO qui ont été engagées. Toutefois, le problème pour la CEDEAO et nos États est que nous ne pouvons pas financer durablement l'intervention de nos troupes à l'étranger parce que le coût est hors de portée de nos économies. Donc, face à cette problématique, comment faire pour financer l'intervention en Afrique ? D'abord par les Africains, bien sûr accompagnés, renforcés par le renseignement, par de l'équipement, mais comment financer ces interventions ? Pour mettre des soldats pour affronter ces hordes de terroristes. Ce n'est pas par les Nations Unies, je suis désolé. Donc cette problématique doit être abordée de façon responsable. Je sais que les pays qui sont de grands contributeurs ont du mal à dire nous finançons les Casques bleus et nous ne pouvons pas renforcer les mandats, ce qui va supposer davantage de moyens et d'équipements sur le terrain, et on ne peut pas non plus financer l'ONU et encore vouloir financer les forces africaines.



Je pense qu'au niveau de l'Union africaine, il nous faut avancer encore sur cette problématique avec nos partenaires, que ce soit avec l'Union européenne, les États-Unis, de façon globale tous les membres du Conseil de sécurité, que l'on réfléchisse aux moyens permettant d'arrêter cette gangrène du terrorisme sur le continent.

Et le Président Bazoum l'a rappelé avec pertinence. Le Président Ramaphosa a ainsi rappelé – que ce soit en Afrique australe, dans le Sahel, dans le Bassin du Lac Tchad, dans la Corne de l'Afrique – que la situation se dégrade partout en Afrique. Dans ces conditions, quand pourrions-nous nous concentrer sur les questions du développement ?

Mais je veux rassurer nos jeunes que nous nous battons quotidiennement pour que l'Afrique assure la sécurité des générations futures. Maintenant, les conséquences de ce qui se passe en Syrie, en Libye, et même en Irak, où il y a eu une coalition internationale dont les moyens sont sans commune mesure avec ce dont on parle, ont permis de neutraliser tous ces terroristes. Malheureusement, ces derniers sont venus se réfugier dans le ventre mou du terrorisme qu'incarne aujourd'hui le continent africain. Là aussi une autre injustice.

Enfin, pour terminer sur la question des vaccins, je me dois aussi de reconnaître les efforts qui ont été faits, même s'ils n'ont pas été suffisants. Concernant l'initiative COVAX, d'importants engagements ont été pris. Il y a eu des dons de vaccins qui n'ont pas été à la hauteur des engagements. Malgré tout, il n'est pas possible de ne pas reconnaître les efforts qui ont été faits ; seulement ce n'est pas suffisant. Il faut continuer à observer ce qui ne fonctionne pas dans l'initiative COVAX pour le corriger. Il faut également aider davantage les États africains comme on l'a engagé avec certains partenaires, dont l'Union européenne et la Team Europe de façon globale, pour développer de façon rapide la production de vaccins sur le continent africain. Cependant, il nous reste encore un problème majeur aujourd'hui : même si nous arrivons à disposer de vaccins en quantité, les populations ne veulent pas se vacciner à cause de la propagande anti-vaccin. Au Sénégal, nous avons ainsi plus d'un million de doses que nous n'arrivons pas à distribuer. Il y a donc là un travail essentiel de sensibilisation, de contre-propagande pour amener les Africains à accepter de se faire vacciner.

Assane DIOP – À propos de la problématique vaccinale abordée par les différents intervenants. Alors que de nombreux experts et responsables politiques estimaient que cette question allait raviver le multilatéralisme pour faire face à ce mal commun, nous avons malheureusement constaté une forme de repli sur soi des États. Dans ce contexte, que penser

de l'initiative des dirigeants africains qui ont donc appelé à une levée des brevets sur les vaccins pour permettre aux pays les plus démunis de vacciner leur population ?



Peter MAURER

Président du Comité de la Croix-Rouge internationale

Au début de la pandémie, il y a eu en effet un espoir que cette crise donnerait une nouvelle impulsion au multilatéralisme. Nous avons en réalité constaté un double paradoxe. D'un côté, nous avons pu louer l'effort international sans précédent mis en œuvre pour trouver des vaccins, pour innover et répondre à cette pandémie, y compris en incluant l'Afrique et les centres de recherche des pays du continent. Dans le même temps, nous avons constaté un décalage important, avec une injustice et une inégalité qui se sont renforcées. Aujourd'hui, nous sommes amenés à faire un choix qui nécessite probablement un engagement fort de la part des responsables politiques du continent pour renforcer les efforts internationaux et multilatéraux, et ainsi contraindre cette forme de nationalisme vaccinal qui s'est mis en place. Je pense qu'aujourd'hui on est sur la balance et c'est aux dirigeants politiques aussi de mettre le curseur au bon endroit, et mettre le curseur au bon endroit c'est de renforcer les efforts internationaux, multinationaux et en même temps d'essayer de pousser ce nationalisme vaccinal et autres vers la défense.

À ce titre, permettez-moi de relever un point soulevé par le Président Macky Sall dans son intervention. Je suis en effet frappé par le fait que la Communauté internationale s'est essentiellement focalisée sur la production de vaccins, alors que nous n'avons pas réussi à mettre en œuvre des systèmes de santé efficaces sur le continent africain. Par ailleurs, nous avons également échoué collectivement à mettre en place des systèmes communautaires qui permettraient de mieux promouvoir les campagnes vaccinales auprès des populations locales et ainsi surmonter les décalages que l'on a constatés.

Enfin, ce matin nous avons beaucoup discuté de la lutte contre le terrorisme et de lutte contre la Covid-19. En tant qu'organisation qui opère sur les lignes de front et au contact des populations, nous savons combien ces deux crises sont aujourd'hui liées. Nous avons en Afrique une trentaine de millions de personnes qui sont en dehors des systèmes de santé des États ou qui vivent dans des territoires où l'accès aux soins n'est pas garanti. Pour endiguer ces deux maux, il est donc important de penser aux populations dites de « last mile », celles qui n'ont pas accès aux services de santé. Plus que l'effort de production locale de vaccins, c'est sans doute là où réside l'effort à mener dans les mois et années à venir.



Charles MICHEL
*Président
du Conseil européen*

J'ai sans doute une opinion plus nuancée sur ce sujet. En effet, cette tentation de repli sur soi de la part des États a pu être constatée au début de la pandémie, mais chaque fois que ce phénomène s'est concrétisé, nous avons été confrontés à un échec et à un regain de la pandémie. Cela a finalement mis en lumière que pour lutter efficacement contre ce type de défi global, seule la coopération peut fonctionner. Et c'est vrai que depuis sa création, l'UE est un projet qui balance entre d'un côté des gouvernements nationaux qui cherchent à défendre les intérêts de leurs États et d'un côté cette conscience collective de ces mêmes États sur des problématiques communes telles que la sécurité, de développement économique ou la santé.

C'est à ce titre que j'ai eu l'occasion, ici notamment, de parler de cette idée d'un Traité qui permettrait de préparer plus efficacement le monde pour être à même de répondre plus rapidement à des pandémies. Ce n'est qu'en quelques mois que nous avons pu mobiliser la communauté internationale sur ce sujet et nous ferons un point d'étape en mars 2023 pour évaluer l'état d'avancement de cette initiative.

Ce moment dans l'histoire de l'humanité me fait penser à la deuxième moitié du XXe siècle, période notamment marquée par la Seconde Guerre mondiale et une hausse des nationalismes résultant des méfiances réciproques et des incompréhensions mutuelles. Toutefois, après la Seconde Guerre mondiale, nous avons constaté l'émergence d'un modèle multilatéral qui a produit un certain nombre de résultats. Pourtant, aujourd'hui, force est de constater que ce modèle a aussi montré des faiblesses, ce qui nous oblige à œuvrer vigoureusement pour régénérer ce multilatéralisme et rééquilibrer les rapports entre les États. À cet égard, la question d'une meilleure représentativité des Nations Unies est un débat légitime. Mon sentiment n'est donc pas uniquement pessimiste et je pense réalistement qu'il existe encore des espaces favorables à la coopération et au dialogue multilatéral.

Christine MHUNDWA – Président Ramaphosa, quel est votre point de vue sur la situation de la pandémie et des interdictions de déplacement prononcées par certains pays suite à la découverte du nouveau variant Omicron ?

Enfin, comment encourager la relance post-Covid en Afrique ?



Cyril RAMAPHOSA
*Président de la République
Afrique du Sud*

Concernant la question des partenariats entre l'Afrique et les pays développés, en tant qu'Africains, nous souhaitons davantage de coopération basée sur le respect mutuel. Nous avons un partenariat de long terme avec l'Europe et d'autres parties du monde, mais souvent il existe un certain degré de paternalisme qui sous-tend nos relations. Permettez-moi de vous donner un exemple concret. Après la découverte du variant Omicron, j'ai entamé une tournée en Afrique de l'Ouest et j'ai reçu des appels des Présidents que je devais rencontrer — les Présidents Sall du Sénégal, Buhari du Nigéria et Akufo-Addo du Ghana. Ces derniers m'ont tous demandé de maintenir mes déplacements et m'ont apporté leur soutien. Tandis que je recevais ces marques de soutien de mes homologues ouest-africains, j'ai reçu des appels provenant d'Europe, certains teintés de paternalisme, pour me signifier qu'en raison du variant Omicron des interdictions de déplacement seront appliquées aux ressortissants d'Afrique australe. Ce que révèle cette anecdote est qu'il est plus que jamais nécessaire d'accroître le respect mutuel entre l'Afrique et ses partenaires.

Pour en revenir à la question de l'accès aux vaccins, l'Afrique du Sud a proposé aux pays producteurs que nous souhaitons être capables de produire nos propres vaccins, ce qui permettrait de mieux répondre aux réticences des populations africaines à l'égard de la vaccination. Nous ne voulons pas seulement bénéficier de la générosité des pays développés, mais dans le cadre de cette pandémie nous voulons que soit mise en place une levée des droits de propriété intellectuelle afin de pouvoir être autonome et répondre aux besoins du continent. Actuellement, nous avons de très nombreux pays africains qui disposent des infrastructures pour produire localement ces vaccins : l'Égypte, le Nigéria, le Ghana, le Sénégal, le Rwanda, l'Afrique du Sud ou encore le Kenya. Cette question est essentielle pour le futur de l'Afrique, notamment si celle-ci veut être en mesure de retenir ses chercheurs et ses forces vives et leur offrir de bonnes conditions pour rester sur le continent et aider son développement. L'Afrique ne doit donc pas être pénalisée parce que ses systèmes de santé ne sont pas suffisamment développés ou robustes.



Pour le continent, cette crise constitue une opportunité d'accélérer leur renforcement.

Concernant la relance post-Covid, il est important d'engager un processus d'industrialisation de l'Afrique. Il est également crucial de renforcer les efforts en faveur de la construction d'infrastructures de qualité pour les populations, à l'image de celles existantes ici, au Sénégal. Cette transformation est le signe du dynamisme de notre continent et il est temps de le reconnaître. Mais pour y parvenir, il est sans doute nécessaire de réformer certains mécanismes structurels. En effet, durant la pandémie, les pays développés ont été en mesure d'emprunter des sommes massives sur les marchés à des taux d'emprunt extrêmement faibles. A contrario, quand les pays africains cherchent à emprunter sur ces mêmes marchés, les taux d'intérêt sont exorbitants, ce qui creuse plus encore les déficits et oblige les États à consacrer une très large part de leurs excédents budgétaires au remboursement du service de la dette. Nous souhaitons donc être nous aussi capables d'emprunter à des taux préférentiels afin d'exploiter ces fonds au profit du développement de nos États. C'est pourquoi il est indispensable de revoir les contraintes budgétaires injustes imposées par les institutions financières.

Sur le plan sécuritaire, l'Afrique australe est impliquée dans une lutte contre le terrorisme, tout comme le sont les États du Sahel. Pour y faire face, nos États ont donc besoin de financement adéquat, car la mission de l'ONU est d'assurer la paix dans le monde. Si l'on se replonge dans le passé, nous constatons que les pays riches le sont devenus en pillant et exploitant les pays qu'ils ont colonisés. Aujourd'hui, nous en appelons donc à leur responsabilité pour financer notre combat contre le terrorisme et ainsi mieux contribuer à la sécurité de tous.

Enfin, si je dois évoquer le multilatéralisme, je ne peux que rappeler que les États africains ont toujours respecté le multilatéralisme. Toutefois, nous remarquons que tous les pays du monde ne le respectent pas. Pour le bien de la communauté internationale, il est donc capital que ce multilatéralisme soit respecté par tous.

Programme

Lundi 6 décembre 2021

2^{ème} demi-journée

14H45
16H15

Plénière 1

« Le continent africain et
le monde dans la phase post-Covid-19 »

15H45
17H45

Atelier 1

« Le défi sanitaire :
vers une gestion collective des pandémies »

15H45
17H45

Atelier 2

« Sécurité et développement :
impact de la démographie et
du changement climatique en Afrique »

15H45
17H45

Atelier 3

« Nouveaux défis : cyber sécurité
et lutte contre la désinformation »



Programme

Lundi 6 décembre 2021

14H45
16H15

Centre International
de Conférences
Abdou Diouf

Plénière 1

Le continent africain et le monde dans la phase post-Covid-19

Modérateur : Geoffrey ONYEAMA
Ministre des Affaires étrangères, Nigeria

Mme. Grâce Naledi PANDOR
Ministre des Affaires étrangères, Afrique du Sud

M. Jean Yves LE DRIAN
Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, République Française

M. Sameh SHOUKRY
Ministre des Affaires étrangères, République arabe d'Égypte

M. Robert K. SCOTT
*Secrétaire d'Etat adjoint pour les Affaires africaines,
Etats-Unis d'Amérique*

M. Ibrahima Socé FALL
*Directeur Général Adjoint en charge de la réponse aux urgences,
Organisation Mondiale de la Santé*

Mme. Finda KOROMA
Vice-présidente de la CEDEAO

Plénière 1

Le continent africain et le monde dans la phase post-Covid-19

Modérateur : Geoffrey ONYEAMA, *Ministre des Affaires étrangères, Nigéria*



Geoffrey ONYEAMA
Ministre des Affaires étrangères
République fédérale du Nigeria

Honorables Ministres, permettez-moi de vous interroger sur les stratégies sanitaires à mettre en œuvre par notre continent pour sortir de cette situation, en particulier sur le traitement de la question des vaccins, avec l'émergence au niveau mondial d'une forme de nationalisme vaccinal, sur l'impact de certaines mesures qui ont été prises par certains pays, telles que l'introduction de confinements ou encore des interdictions de voyage. Selon-vous, quels impacts ces mesures peuvent-elles avoir ?

Au-delà de la question sanitaire, nous constatons ces derniers temps une augmentation des conflits et des insurrections sur le continent. La question de savoir s'il s'agit d'une coïncidence ou d'une conséquence liée à la Covid-19 est un point que l'on pourra aborder aujourd'hui.

Sur un plan politique, nous assistons également à une hausse des tensions dans de nombreux pays. Cela a pu s'illustrer par une multiplication des coups d'État et des manifestations dans plusieurs pays africains, et dans certains cas, vous le savez, les populations et les experts se demandent si nous ne sommes pas en train de revenir à la Guerre froide avec une préoccupation de plus en plus forte concernant l'implication de mercenaires. Par ailleurs, cette crise de la Covid-19 a provoqué, en particulier en Afrique, un énorme stress sur les populations et exacerbé de nouveaux défis économiques qui se sont ajoutés à tous nos pays en Afrique, notamment dans le secteur informel, qui a particulièrement souffert, mais aussi en matière d'augmentation de l'inflation, du chômage ou encore de l'insécurité alimentaire.

Questions à Mme Grâce Naledi Pandor

Dans ce cadre, Honorable Ministre Pandor, permettez-moi de vous demander quel est votre point de vue sur ces interdictions de voyage auxquelles une partie des États africains a été confrontée ? De votre point de vue, quels ont été leur nécessité et leur impact sur les relations entre les pays du monde ? Comment l'Afrique doit-elle aborder ce problème et quelle réponse doit-elle apporter à ces interdictions ?

Sur le plan de la lutte contre cette pandémie, que pensez-vous de la production de vaccins sur le continent et quels sont les défis que vous entrevoyez dans ce domaine ? L'Afrique du Sud est bien sûr l'un des pays susceptibles de devenir une plaque tournante pour la production de vaccins sur le continent, et à ce titre quelle serait la bonne manière de procéder ?



Grace Naledi PANDOR
Ministre des Affaires étrangères
Afrique du Sud

Merci beaucoup, Monsieur le Ministre Onyeama, pour vos questions. Bon après-midi, à tous les délégués et à mes collègues, les Ministres distingués du panel.

Je pense que la meilleure façon de répondre aux questions que vous avez posées est peut-être de commencer par dire que ce que la Covid-19 nous a montré, à nous Africains, c'est que nous continuons à être trop dépendants des autres. Il faut y mettre un terme. C'est selon moi la plus grande leçon de cette crise. Nous devons en tirer la conclusion que, en dépit des progrès significatifs que nous avons réalisés en tant que continent, et on ne peut pas négliger cela, nous devons encore de grandes avancées.

Cependant, nous continuons à être dépendants. Je pense donc que la déclaration des délégués à l'issue de cette conférence devrait porter sur l'établissement d'une stabilité et d'une sécurité appropriées sur le continent. Nous devons dire « plus jamais ça ». Plus jamais nous ne serons situés à la fin de la file d'attente. Plus jamais nous n'attendrons les dons. Nous ne dépendrons plus jamais de quelqu'un d'autre pour nous assurer que nous recevrons les traitements appropriés. Il est absolument impératif que nous prenions cette décision et que cela ne soit pas seulement un effet d'annonce, mais qu'il s'agisse bel et bien d'une décision pratique suivie d'actions claires.

Je pense que la production de vaccins et de produits pharmaceutiques au sens large est absolument importante pour le continent. Comme je l'ai dit, nous progressons dans beaucoup de nos pays. L'éducation est maintenant gratuite pour nos enfants, au minimum jusqu'à l'enseignement secondaire et, dans certains pays comme l'Afrique du Sud, nous aidons les enfants de familles pauvres à fréquenter

des établissements d'enseignement supérieur et à recevoir des bourses d'État pour poursuivre leurs études. Nous formons davantage de jeunes jusqu'au niveau postuniversitaire et nous veillons à ce qu'ils obtiennent des masters et des doctorats, et acquièrent des compétences en matière de recherche. Mais nous n'innovons pas. Nous n'investissons pas dans le développement de nouveaux produits de santé, de nouveaux vaccins, ou de solutions innovantes, créées par nos scientifiques et produits dans nos propres institutions. C'est dans cette direction que nous devons aller.

Il n'est en effet pas possible d'être pleinement en sécurité lorsque vous dépendez de quelqu'un d'autre. Que se passera-t-il lorsque cette personne, dont vous dépendez, ne s'intéresse plus à vous ? Lorsque vous ne valez plus grand-chose à ses yeux ? Elle vous laissera sombrer. C'est pourquoi le développement de nos propres capacités de production de ces ressources, comme l'a rappelé le Président Ramaphosa, est essentiel. Qu'est-ce que cela signifie ? Tout d'abord, pour nous, personnalités qui occupons des fonctions gouvernementales, il faut un engagement clair en faveur du soutien à l'enseignement supérieur et la science. Nous devons créer un nombre important d'institutions de recherche sur le continent.

Concernant l'impact économique de cette pandémie, l'une des leçons que nous avons apprises est qu'au moment de l'assouplissement des mesures de confinement dans les pays qui ont été contraints de mettre en place ce type de mesure drastique, la plupart des États d'Afrique ne disposaient pas des capacités financières pour aider leurs entreprises à se rétablir. Cela est notamment dû au fait que, dans de nombreux pays du continent, le secteur de l'assurance est très faible. Nous devons donc mettre en place des mécanismes de soutien solides, capables de répondre aux catastrophes et à même d'aider les entreprises à se redresser après une crise telle que la pandémie. Je pense donc qu'il faut s'assurer que nous mettons en place les mécanismes appropriés et que ceux-ci seront principalement mis en œuvre par le secteur privé.

Un quatrième point que j'entrevois est qu'une large partie de nos populations a, certainement, perdu son emploi pendant ces confinements. Des millions d'emplois ont ainsi été perdus. Les gens avaient donc besoin d'un filet de sécurité sociale. En Afrique du Sud, nous avons eu la chance de pouvoir fournir un petit filet, mais cela n'est pas suffisant. Nous devons donc examiner la réforme de la sécurité sociale dans notre pays, afin que nous puissions aider nos concitoyens les plus vulnérables.

Ensuite, je pense que nous devons développer des partenariats mondiaux qui permettront de soutenir nos projets et nos ambitions. Nous avons de nombreuses coopérations, mais elles ont tendance à être d'ordre général et ne sont pas liées à des programmes et à des actions spécifiques : renforcement

des institutions, renforcement des capacités, industrialisation, développement d'une base manufacturière solide en Afrique, etc. Nous devons donc évaluer ce que nous souhaitons obtenir des partenariats que nous avons établis avec le reste du monde. Car le moment est venu de parvenir à une plus grande équité en matière de capacités. Je pense que si l'Afrique commençait à utiliser la collaboration internationale d'une manière beaucoup plus stratégique, nous nous en sortirions très, très bien.

Enfin, je pense que le moment est également venu de mieux déterminer la manière dont nous utilisons les très riches ressources minérales de l'Afrique pour son développement. Nous continuons à parler d'industrialisation comme s'il s'agissait d'un concept amorphe, mais c'est un concept réel sur lequel nous pouvons progresser. Nous possédons les plus grands gisements de platine au monde. Mais nous en exportons la majeure partie en tant que matière première brute et nous rachetons des produits à forte valeur ajoutée. D'autres régions d'Afrique ont de l'or et des diamants. Elles ont le meilleur ferrochrome au monde. Pourquoi n'avons-nous pas de production locale à forte valeur ajoutée ? Parce que celle-ci est issue d'une production essentiellement industrielle. **Je pense donc qu'il nous faut tirer les leçons de la Covid-19 pour faire en sorte que nos dépendances ne se reproduisent plus jamais.**

Merci beaucoup.

Questions à Mr Jean-Yves Le Drian

Jean-Yves Le Drian, je viens vers vous, il y a quelques mois, en mai, votre président, le président Macron a abrité la conférence internationale sur l'Afrique et le financement, pour la période post-Covid. Une des initiatives qu'il voulait voir, c'est les droits de tirage spéciaux du FMI. Ils ont parlé de cela aussi aujourd'hui, un des présidents l'a évoqué, l'Afrique, qui maintenant prend 33 milliards de ces droits pour emprunt, espère avoir 100 milliards de dollars au moins. Le fait aussi que l'intérêt que les pays africains payent pour cette dette était trop élevé surtout en cette période de Covid et les défis qui l'accompagnent. Où est-ce qu'on en est avec cette initiative ? Et aussi on voit que la France est en train de diminuer d'une certaine manière le nombre de soldats, la présence militaire dans le Sahel. Quelle est la stratégie autour de cela ? Vous avez la parole.



Jean-Yves LE DRIAN

Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères
République française

Merci Geoffrey, bonjour aux uns et aux autres ; je suis très heureux de me retrouver ici. C'est mon 7^{ème} Forum de la paix et de la sécurité puisque j'avais eu la chance d'être là dès la première édition en 2014. Et les sujets que nous avons mis sur la table en 2014 se sont renforcés dans leur prégnance, dans leur urgence et dans leur ampleur depuis cette date. Mais nous avons pu, ensemble, je crois, par ce Forum, prendre conscience de la complexité des menaces, mais aussi de la force des liens qui nous lient face à ces défis nouveaux. Cela, c'était avant la Covid, mais déjà le terrorisme était là. Et cet esprit de partage de nos appréciations de la situation géopolitique était tout à fait au centre de ce premier Forum en 2014 et il l'est toujours aujourd'hui. À un moment particulier, où finalement, en ce qui concerne mon pays, nous nous préparons à assurer au 1^{er} janvier prochain la présidence de l'UE et par ailleurs au niveau de l'UA, le Président Macky Sall en deviendra le prochain Président ; donc là, il existe une synergie à trouver ensemble dans ce contexte très particulier où nous devons conjuguer en permanence solidarité et souveraineté. La solidarité doit être permanente, la souveraineté doit être exigeante.

Et c'est sur ce double thème de solidarité et de souveraineté que nous souhaitons voir se développer le prochain sommet UE-UA qui se déroulera à la mi-février à Bruxelles, au niveau des chefs d'États et de gouvernements. Les différents continents ont aussi engagé, puisque le sujet est aussi la situation post-Covid, même si la Covid est toujours présente, des plans de relance très significatifs. C'est le cas de l'UE, le Président Michel vous en a parlé ce matin, c'est le cas aussi des États-Unis. La question que nous devons nous poser au moment du sommet est « comment allons-nous, ensemble, dans le cadre d'un partenariat, établir un plan de relance du continent africain ? ». Et je vois à ce sujet toujours la déclinaison solidarité et souveraineté. Il nous faudra la mettre en œuvre d'abord sur les questions de santé qui ont été évoquées par ma collègue de l'Afrique du Sud. Nous avons donc un triple challenge à mener.

D'abord le challenge au niveau de la solidarité, c'est la livraison des vaccins et le fait que tout pays africain puisse être en situation de pouvoir vacciner l'ensemble de sa population. Nous sommes, je dirai, nous les Européens, et nous la France, je crois, au rendez-vous. Vous savez, en matière de don de vaccin, il y a deux catégories d'acteurs : il y a ceux qui annoncent et ceux qui livrent. Ce ne sont pas toujours les mêmes. J'entends depuis le début de la crise beaucoup d'annonces, parfois même des annonces très spectaculaires. Mais lorsqu'on regarde les livraisons, ce ne sont pas obligatoirement ceux qui ont annoncé fort qui sont au rendez-vous.

En ce qui nous concerne, nous sommes au rendez-vous, parce que l'UE s'est donnée pour objectif de donner 700 millions de doses d'ici la mi-2022, une bonne partie étant affectée l'Afrique et aujourd'hui il y a déjà eu 45 millions de doses livrées. Dans cet effort-là, la France a été au rendez-vous, puisque, jusqu'ici, ce sont 14 millions de doses qui ont été livrées aux pays africains et nous nous sommes donné comme objectif d'atteindre 120 millions de doses d'ici la mi-2022. Ça, c'est la solidarité concrète et pas uniquement la solidarité d'annonce. Mais le deuxième défi, c'est celui de la souveraineté. J'ai parlé sans arrêt de solidarité-souveraineté. La souveraineté, c'est le fait qu'il y ait une souveraineté vaccinale en Afrique et c'est bien à l'initiative de l'UA, dans le cadre du partenariat pour la fabrication du vaccin en Afrique, et de l'UE, qui a souhaité l'accompagner, et de la France, qui a été souvent à l'initiative, que nous sommes en train d'organiser un partenariat concret pour la mise en œuvre de hubs de transferts de technologies. C'est le cas en particulier en Afrique du Sud, où le Président Macron a signé, lors de son déplacement, un engagement pour faire en sorte qu'il y ait un hub de transfert de technologie de l'ARN messenger, à la fois via la coopération avec BIOVAC au Cap, et avec Aspen dans la province du Cap oriental, pour contribuer en partenariat à l'accession de la souveraineté vaccinale de ce pays.

Mais c'est vrai aussi pour le Sénégal puisque, ce matin, je me rendais à l'Institut Pasteur de Dakar, où nous avons établi un partenariat permettant, dans le cadre du programme Made in Africa, de contribuer à cette souveraineté sanitaire indispensable. Un des rendez-vous de la relance, ce sera celui-là. Au-delà du Sénégal, c'est vrai qu'il y a d'autres sites potentiels. Je pense notamment au Caire, mais je pense aussi au Rwanda et au Ghana. Avec ce réseau des hubs de transferts de technologies, l'Afrique pourra arriver à sa souveraineté vaccinale et l'enjeu de cette relance sera en grande partie celui-là et sera une conséquence positive des difficultés majeures que nous traversons dans la lutte contre la Covid.

Puis le troisième sujet, c'est de faire en sorte que les vaccins arrivent aux destinataires, car il ne suffit pas d'avoir des vaccins, il ne suffit pas d'en produire, il faut encore que l'affectation soit réelle et que, sur le terrain, ces vaccins soient non seulement reçus, mais opératoires. Et en Afrique comme en Europe, nous avons ce souci d'inciter à faire en sorte que les gens se vaccinent, d'amorcer un travail de conviction pour que l'ensemble de cette problématique de partenariat soit vraiment opérationnel.

Pour répondre à l'incitation de Geoffrey Onyeama, je voudrais dire deux choses complémentaires. On ne pourra pas envisager de relancer sur quelque territoire que ce soit,

mais singulièrement sur le territoire africain, sans que l'enjeu de la sécurité soit mis au centre. On le constate à travers l'aggravation des risques et des menaces, avec un terrorisme djihadiste qui ne cesse pas et qui s'est même répandu dans des régions où il n'était jusqu'à présent pas actif. On le voit aussi dans le cadre des enjeux liés à l'insécurité maritime, mais également via des risques de déstabilisation liés à l'arrivée d'acteurs extérieurs qui exploitent ou accentuent la fragilité des États. Et dans ce domaine-là, comme dans le domaine de la santé, il faut à la fois un partenariat de solidarité et un partenariat de souveraineté.

Le partenariat de solidarité, c'est la réponse des Européens à la demande de soutien que formulent les pays africains aux risques et menaces. Je pense à l'opération Takuba qui a été évoquée ce matin par la ministre française des Armées. Je pense au soutien politique et matériel que nous pouvons apporter aux initiatives et aux capacités africaines de paix et de sécurité, ce qui paraît indispensable et au-delà de cela il nous faut faire en sorte qu'il y ait acquisition de souveraineté pour que les pays africains se dotent eux-mêmes de capacités d'actions propres. C'est le cas, par exemple, de l'Académie internationale de lutte contre le terrorisme que nous avons initiée ensemble à Abidjan, mais c'est aussi le cas de l'École Nationale de Cyber sécurité à vocation régionale de Dakar, que nous allons voir tout à l'heure avec madame la ministre des Affaires étrangères du Sénégal. C'est le cas aussi des initiatives que nous prônons pour la stabilisation des pays du G5 Sahel. Tout cela s'inscrit dans la durée et c'est l'acquisition de souveraineté. Et puis on retrouve le même débat entre la solidarité et la souveraineté dans le domaine économique. Vous avez fait référence, cher Geoffrey Onyeama, à l'initiative du Président Macron et d'autres, dans le cadre du sommet qui s'est tenu en mai à Paris sur le financement de l'économie africaine, sur la mobilisation des DTS, le renforcement et le partage pour atteindre 100 milliards de dollars pour les économies vulnérables. Et nous allons, je l'espère, nous mobiliser pour être au rendez-vous. Et permettez-moi de dire qu'en ce moment, la France l'est, puisque nous avons décidé d'affecter une partie de notre propre attribution de DTS à l'ensemble de l'économie africaine. J'ai pu constater que la Chine, qui était récalcitrante, vient de dire oui, de son côté, ce qui est très bien. Donc, nous arriverons, je pense, progressivement, à atteindre les 100 milliards de dollars pour l'investissement et c'est aussi dans le même état d'esprit que nous avons agi sur l'amenuisement de la dette pour que les créanciers émergents se coordonnent avec les créanciers du club de Paris pour permettre la relance. Ce sont des enjeux essentiels pour faire en sorte que le sommet entre l'UE et l'UA de février soit vraiment non seulement un sommet de la relance, mais aussi un sommet d'un "New deal" entre l'Europe et l'Afrique. Je sais que beaucoup le souhaitent et je pense que nous serons ensemble au rendez-vous.

Questions à Mr Sameh Hassan Shoukry

En matière sécuritaire, les défis post-Covid-19 auxquels fait actuellement face le continent africain concernent l'augmentation de l'instabilité des mouvements sociaux, mais aussi de nombreux changements anticonstitutionnels de gouvernement. À cela s'ajoutent la menace toujours persistante du terrorisme et la progression du risque insurrectionnel. Comment voyez-vous cela et comment pouvons-nous y faire face alors même que l'Union africaine a lancé dans le cadre de son Agenda 2063 le projet « Faire taire les armes » ? Enfin, sur le plan sanitaire, comment l'Égypte, dont le Président Al-Sissi a assumé la Présidence de l'Union africaine en 2019, a-t-elle géré la pandémie de Covid-19?



Sameh Hassan SHOUKRY

Ministre des Affaires étrangères
République arabe d'Égypte,

Merci beaucoup Geoffrey Onyeama. Tout d'abord, permettez-moi de saisir cette occasion pour exprimer ma gratitude au gouvernement du Sénégal pour l'organisation de ce Forum de Dakar, une occasion pour nous de discuter des questions qui concernent non seulement le continent, mais aussi l'ordre mondial international et l'impact du maintien de la paix et de la sécurité internationales. L'excellente organisation et la qualité des panels d'aujourd'hui au niveau des chefs d'État étaient remarquables.

Sans aucun doute, les défis auxquels nous avons été confrontés lors de la pandémie dépassent les défis sanitaires, bien que cette dimension soit d'une importance absolue, car elle affecte la vie quotidienne des individus, que ce soit sur le continent, mais aussi au niveau international. Elle a un impact psychologique sur la façon dont nous pouvons y faire face. Je pense qu'elle a mis en évidence le fait que, d'une part, le monde est certainement un « petit village » et qu'il n'y a pas de refuge pour essayer de se protéger contre un virus de cette nature, une pandémie de cette nature, et la façon dont il s'est répandu dans le monde. Il est nécessaire de travailler en solidarité au sein du continent et à l'extérieur pour faire face à ce problème, et il n'y a aucune façon de considérer une action unilatérale comme appropriée ou conséquente pour pouvoir relever les défis liés à cette pandémie. Outre les impacts sur la santé et la sécurité, il y a aussi les impacts socio-économiques qui en découlent. Tous ces éléments constituent une « tempête parfaite » dans la manière dont nous avons géré la montée des conflits, de l'instabilité et des organisations terroristes qui ont profité des vides créés. Pour s'étendre sur la base du mécontentement et sur la base des incapacités et des vulnérabilités ainsi que des capacités des États à traiter ces questions et à fournir une voie alternative.

Pour toutes ces raisons, je pense que nous devons à nouveau souligner l'importance d'une approche plus globale de ce développement. Une approche qui tient compte de toutes les dimensions et qui est capable de les aborder de manière pertinente et efficace. Tout en reconnaissant en même temps que nous n'avons pas tous les mêmes capacités et aptitudes. Je pense que nous en avons discuté assez longuement dans les différenciations qui existent entre le monde en développement et le monde développé, et les responsabilités qui doivent être assumées par les deux parties. Permettez-moi également d'évoquer le fait que nous devons remédier à certaines de nos propres déficiences lorsqu'il s'agit de traiter ces questions. Nous avons reconnu qu'il existe des lacunes dans notre infrastructure médicale sur le continent et qu'il faut y remédier. Elle doit être traitée dans le contexte de la complémentarité qui existe et de nos relations et partenariats au-delà du continent. Il s'agit certainement d'un domaine qui doit être examiné avec plus de vigueur.

L'autre question est celle de la reprise post-Covid. Je pense que cette question doit également être abordée dans le contexte où la pandémie est toujours présente, et nous voyons, avec les variants qui sont progressivement découverts, que cela ne soit pas nécessairement résolu par la découverte d'un vaccin ou la distribution massive de vaccins. C'est un problème auquel nous devons, peut-être faire face dans un avenir immédiat. Nous devons donc examiner et traiter le risque de devoir y faire face. Dans ce domaine, la reprise est absolument vitale et les ressources qui doivent être consacrées à la reprise, notamment comme les présidents l'ont mentionné ce matin. Le monde des pays émergents a eu l'occasion d'injecter un grand nombre de stimuli en termes de refonte de leurs plans économiques, mais il a également été en mesure de traiter la problématique sanitaire par le biais de fermetures qui ont donné lieu à des compensations que nous ne pouvions certainement pas fournir en tant que pays en développement. Nous ne pouvons pas soutenir des fermetures à long terme, en raison de la nature de nos économies et du manque de ressources. Il est donc essentiel que cette question soit abordée avec les institutions financières, avec les ressources disponibles et dans un esprit de solidarité et d'éloignement des actions unilatérales. Pour un pays qui dépend du tourisme à hauteur de 10% de son PIB, nous ne pouvons pas nous permettre de subir des sanctions unilatérales, des fermetures de frontières et des restrictions de voyage qui ne sont pas vraiment basées sur des données scientifiques. Dans le même temps, je pense que nous avons démontré, au cours des deux dernières années et demie, notre capacité à maintenir notre tissu social, nos relations et nos interactions grâce à des mesures comme celles que nous prenons tous maintenant en termes de masques, de vaccinations, de tests, et que nous avons pris ces mesures de précaution afin de permettre à nos économies de continuer à prospérer grâce au tourisme et de

fournir un débouché. Ce débouché est important au niveau psychologique pour les personnes qui ont été touchées par cette pandémie et par les conséquences psychologiques que cela a entraînées, en particulier sur les enfants. Nous devons donc être en mesure de faire face aux défis d'une manière qui n'entrave pas notre capacité à maintenir les moyens de subsistance de nos populations.

En ce qui concerne la dimension sécuritaire, il y a sans aucun doute eu des pressions socio-économiques qui ont créé et exaspéré l'environnement qui est devenu propice à des troubles plus importants qu'il s'agisse de troubles internes, de terrorisme, d'insurrections ou d'un sentiment d'agitation résultant de la dynamique du Covid et de son maintien. Chaque fois qu'il y a un vide, il doit y avoir quelque chose qui le comble. Malheureusement, ce sont généralement les organisations qui travaillent, en dehors de l'autorité habituelle de l'État, qui profitent le plus de ces situations et utilisent l'instabilité existante pour promouvoir leurs intérêts. Nous devons également reconnaître qu'avant le Covid, notre continent avait sa part, peut-être plus que sa part, de conflits non résolus qui se sont prolongés pendant des décennies sans trouver de solution suffisante. Je pense que les efforts de l'Union africaine et de la communauté internationale pour résoudre ces conflits n'ont pas permis de réaliser les progrès nécessaires, mais cela nous a également amenés à souligner que ces situations ont été exacerbées par la Covid et qu'elles doivent être traitées de manière plus structurée et plus substantielle pour créer un environnement dans lequel nous pourrions traiter les dimensions sanitaires et socio-économiques de manière plus efficace. Je pense que nous devons, une fois encore, nous appuyer sur la solidarité et la souveraineté entre l'Afrique et ses partenaires internationaux. Mais ce faisant, nous devons également tenir compte du fait qu'il doit y avoir un dialogue ouvert et continu entre les deux parties afin de mettre sur la table ces questions d'une manière franche et constructive qui dépasse les intérêts nationaux ou limités d'une partie pour essayer de supplanter les intérêts de l'autre. Je crois que si nous sommes fidèles à ce que nous préconisons et que nous portons cette question à un stade plus élevé des relations, tant multilatérales que bilatérales, nous pouvons surmonter et trouver l'équilibre nécessaire, mais cela doit se faire sur la base d'un respect mutuel, de la reconnaissance de la diversité qui existe et de la nécessité de traiter les questions liées à la stabilité et à la sécurité non seulement du continent, mais aussi de la communauté internationale. Nous n'allons pas utiliser le même critère de mesure alors que nous ne partons pas de la même position en termes de capacités et de ressources. Nous devons reconnaître ces différences, ces caractéristiques, et les traiter d'un point de vue pratique.

Je vous remercie.

Questions à Mr Robert K. Scott

Dans quelques jours, le président Biden va convoquer un sommet des démocraties, rencontre qui constitue une priorité pour le gouvernement américain dans le cadre de cette lutte contre la Covid-19 et des autres problèmes mondiaux. Peut-être pourriez-vous expliquer la vision américaine et nous décrire comment celle-ci adresse les défis auxquels l'Afrique est confrontée aujourd'hui ? D'autre part, le Président Biden a annoncé un grand nombre de vaccins qui seront mis à la disposition des pays en développement, mais nous savons que, dans le même temps, les États-Unis lanceront leur propre troisième campagne de vaccination alors même que de nombreux pays africains n'ont pas encore achevé l'administration des premières doses à leur population. Face à ces enjeux, comment voyez-vous évoluer les situations conflictuelles en Afrique ?



Robert K. SCOTT
Secrétaire d'État adjoint
au Bureau des Affaires africaines
États-Unis d'Amérique

Merci beaucoup, Monsieur le Ministre Onyema.

C'est une vaste série de questions, même s'il n'y en a que deux. Permettez-moi de commencer par la première. Je pense que vous savez que, plus tôt dans notre discussion, nous avons parlé de l'impact de la Covid-19 sur les institutions démocratiques et la force de nos systèmes. Je pense que la réponse, bien que non quantifiable, est oui, absolument. La pandémie a érodé cette confiance en nos systèmes, elle a poussé les populations à parfois remettre en question les capacités ou même à douter des capacités de leurs gouvernements à y répondre. Cela a rendu les choses très difficiles. Je pense donc qu'avec cette perspective en toile de fond, mais pas comme moteur unique, l'idée du Sommet de la démocratie est de réexaminer et d'évaluer ce qui rend les démocraties puissantes, ce qui les rend capables de produire pour leurs citoyens et ce qui les rend capables de soutenir l'aspiration à la sécurité des citoyens. Les démocraties ont une capacité inhérente en elles du fait de leur ouverture. Grâce à la force de leurs institutions, elles sont capables de le faire. Maintenant, aucune d'entre elles n'est parfaite et je pense que la question qui se pose est évidemment de savoir comment poursuivre l'expérience aux États-Unis. Je pense, vous savez que la France nous a aidés à devenir indépendants il y a un certain temps, mais depuis ce moment, notre expérience de la démocratie a continué. La discussion que le Président Biden va lancer avec les autres dirigeants est une discussion sur ce que c'est que d'être une démocratie, quels sont les forces et les défis que nous devons relever ensemble ? Ceci n'est juste qu'une réponse de haut niveau.

Je pense qu'au-delà de cela, si je peux intervenir rapidement sur cette question de la solidarité, parce que je pense que c'est un thème puissant qui a été soulevé, je souhaiterais simplement indiquer qu'à ce stade, les États-Unis ont fourni environ 75 millions de doses. On peut s'interroger sur ce chiffre, mais c'est une quantité très importante de doses qui sont arrivées en Afrique. Je me suis rendu à l'aéroport et j'ai fait le long chemin pour accueillir l'un de ces vols COVAX, et c'était un moment de joie dans ce pays. Bien que certains pourront remettre en question ces chiffres, nous ne devons pas sous-estimer l'impact que cela a sur le plan psychologique. La question de la Covid et de l'impact psychologique — à savoir, sommes-nous seuls à y faire face — est cruciale. Ce sentiment de solidarité que d'autres, peu importe qui ils sont, viennent aider. Et les États-Unis participent certainement à cela. Cela a un impact positif.

Très rapidement, permettez-moi d'évoquer le soutien américain, ainsi que celui de l'UE et de la Banque africaine de développement, à l'entreprise sud-africaine Aspen Pharmacare et à l'Institut Pasteur. Dans le cadre de ce projet, nous fournissons 113 millions de dollars à Aspen Pharmacare, car je pense que l'idée de vaccins produits en Afrique pour les Africains est puissante. Elle est nécessaire. Le Président soutient cette idée et nous la soutenons certainement avec nos ressources également. Donc, je pense que si nous étudions le besoin immédiat de solidarité, que ce soit par la fourniture de vaccins ou la fourniture de sécurité au Sahel, et nous sommes fiers de nous joindre aux gouvernements du Sahel et à la France pour faire face à la menace terroriste dans cette région, il s'agit là des problèmes immédiats.

Ce que nous faisons également, c'est développer et renforcer les systèmes de santé sur le continent. La Covid-19 nous a obligés à examiner nos laboratoires, nos systèmes et à les renforcer. Ce soutien nous permettra de nous projeter dans le futur.

Enfin, le dernier point que je souhaiterais aborder porte sur la question soulevée par la ministre Pandor : comment développer votre économie pour en tirer parti ? Si vous commencez à voir le secteur de la santé se renforcer, comment faire pour que tous les secteurs se développent ? Je voudrais simplement souligner qu'un certain nombre d'initiatives parlent du financement, dont le programme «Build back better world» appuyé par le G7. Dans le cadre des mécanismes de solidarité, le G7 mettra à disposition des centaines de milliards de dollars dans les années à venir pour les pays à revenu faible et intermédiaire. Notre société financière de développement dispose de 60 milliards de dollars, principalement ici, en Afrique subsaharienne. À titre d'exemple, nos programmes MCC (Millennium Challenge Corporation) investissent 500 millions de dollars juste au Sénégal, notamment dans des projets d'électrification. Si vous ajoutez toutes ces choses

ensemble, vous commencez à voir en tant que partenariat certaines des économies à la croissance la plus rapide du monde. Certaines de ces économies sont ici en Afrique de l'Ouest et nous voulons participer à leur développement. C'est donc aussi une question de partenariat.

Merci beaucoup.

Dr. Ibrahima Socé FALL



*Directeur Général Adjoint de l'Organisation Mondiale de la Santé en charge de la réponse aux urgences
Organisation Mondiale de la Santé*

Je remercie les autorités sénégalaises de m'avoir invité, de m'offrir l'occasion de pouvoir revenir dans mon pays, le Sénégal, pour cette importante rencontre. Comme vous l'avez si bien dit, au début de la pandémie, il y a eu beaucoup de défis en termes de reporting pour que les pays rapportent à temps. Je pense qu'il y a un instrument important que nous appelons le Règlement sanitaire international, qui exige des pays de pouvoir déclarer les épidémies, mais aussi tout virus qui a été détecté dans ces pays et ce Règlement sanitaire international exige des capacités en termes de prévention et de réponse aux épidémies. Mais il faut reconnaître qu'il y a eu beaucoup de défis de reporting durant les premières semaines, surtout à temps, et pas seulement dans certains pays émergents, mais même dans les pays développés. Nous avons eu beaucoup de difficultés pour avoir des informations à temps et il est très important d'avoir ces informations à temps pour protéger le monde. Lorsque le variant zéro du virus a été détecté et identifié en Chine, la semaine qui a suivi cette découverte, nous avons produit les premiers tests de diagnostic avec l'hôpital d'Allemagne, ce qui a permis d'approvisionner plus d'une centaine de pays pour pouvoir les détecter.

C'est justement à cause des contraintes que nous avons vu au niveau du Règlement sanitaire international qu'aujourd'hui une discussion internationale est en cours pour l'adapter. Dans ce cadre, nous avons eu, la semaine passée, une session spéciale avec l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) focalisée sur la prévention et la préparation de la réponse aux pandémies. Dans le même temps, un groupe intergouvernemental est en train d'être constitué pour négocier cet instrument international. J'en appelle donc aux pays du bloc africain, qui sont au nombre de 54 parmi les 194 États membres de l'OMS, pour jouer pleinement leur rôle dans cette mission de diplomatie sanitaire mondiale afin que l'on puisse régler les questions liées au « travel ban », car nous avons vu avec le nouveau variant que beaucoup de pays africains sont en train de subir ce « travel ban » qui est injuste et contre le Règlement sanitaire international. Ce point est important, car,

au début de l'épidémie, il y a eu des réactions paradoxales qui ont même contribué à accélérer l'épidémie, avec certains pays se sentant suffisamment puissants qui ont mis en place des opérations de rapatriement de leurs ressortissants. Ces décisions ont participé à la propagation du virus, en l'important et accélérant sa transmission, ce qui contrevenait complètement au Règlement sanitaire international sur lequel nous travaillons avec tous les États membres de l'OMS.

Sur le plan de la gestion des pandémies et des réponses à apporter à ces problèmes globaux, nous avons appris de la crise de la Covid-19 et les enseignements que nous en avons tirés vont nous servir dans le cadre de cet instrument de lutte contre les pandémies. Il y a, aujourd'hui, des piliers globaux qu'il faut revoir, donc tout ce qui relève de la surveillance globale, depuis l'alerte, la vérification et la détection, je pense que ce volet est extrêmement important, le volet sur l'approvisionnement en produits biomédicaux, en médicaments et vaccins. Quand on parle d'approvisionnement dans le domaine de la santé publique, il ne s'agit pas seulement de transporter des biens, cela concerne aussi l'identification des meilleurs produits, du contrôle de la qualité de la sélection jusqu'au point d'utilisation. Quand l'on observe par exemple la problématique des extracteurs d'oxygènes, si le personnel ne sait pas l'utiliser, il ne va pas sauver grand monde. Au-delà de cela, nous avons aussi mis en place ce qu'on appelle le "Hub for Pandemic and Epidemic Intelligence" en Allemagne, qui aujourd'hui doit faire un travail de coordination des différents réseaux pour avoir un système d'alerte précoce par rapport aux pandémies avant même qu'elle ne se déclare. Et aussi dans le cadre du renforcement des pays africains pour la production du vaccin, notre équipe de régulation travaille avec tous ces pays : l'Afrique du Sud, le Sénégal, le Rwanda, le Kenya, l'Ouganda et autres pour mettre en place toutes ces capacités du système de régulation qui va avec, parce que le vaccin et les médicaments, ce sont des produits qui sont administrés aux humains.

Il est important que ce système de régulation soit mis en place pour accompagner cette production. Il nous faut donc travailler avec l'ensemble de ces pays pour parvenir à une acceptation des vaccins. Dans le cadre des urgences sanitaires, nous avons une solution ad hoc d'urgence qui permet d'utiliser ce qu'on appelle l'« *Emergency use listing* », qui est une autorisation d'urgence accordée à des produits répondant au critère d'efficacité, mais aussi de tolérance lors de procédures accélérées. Dans ce cadre, nous effectuons également des visites de terrain pour aller vérifier les bonnes conditions de production. Dès lors, les pays qui veulent refuser certains vaccins sont complètement hors la loi et agissent de manière profondément injuste. C'est injustice nous amène à des situations où non seulement les pays à faible

revenu se voient imposer des restrictions de déplacement, mais se voient aussi confrontés au refus de certains pays de reconnaître certains vaccins qui sont administrés. Nous avons un sentiment d'isolement de la part d'un groupe de pays. Je pense donc que la solidarité internationale doit refuser cela et nous le dénonçons tout le temps et nous continuons à le dénoncer.

Merci



Madame Finda KOROMA

Vice-présidente de la CEDEAO

Merci Monsieur le Ministre, mes hommages aux distingués membres du panel ; je suis ici au titre de Monsieur le Président de la Commission de la CEDEAO qui hélas n'a pu honorer cette invitation à ce Forum.

Je salue la pertinence des thèmes retenus et voudrais d'emblée affirmer que la CEDEAO a joué un rôle déterminant durant la Covid et que les meilleurs résultats sont enregistrés dans l'espace CEDEAO malgré la situation conflictuelle. Cela est dû au dynamisme de la commission. Il a été décidé que 15% des budgets des états de la CEDEAO soient dédiés à la lutte contre la Covid 19 sans compter la mise en place d'un fonds Covid.

Pour elle, les États devraient mettre l'accent sur des mécanismes d'alertes précoces car la Covid a révélé que beaucoup de citoyens ne font plus confiance à leurs gouvernements. La création d'opportunité économique, le développement du capital humain en mettant surtout l'accent sur l'innovation, les technologies dans une approche inclusive et participative ; les femmes et les jeunes pourraient être des pistes de solutions.



Programme

Lundi 6 décembre 2021

15H45
17H45

Centre International
de Conférences
Abdou Diouf

Atelier 1

« Le défi sanitaire : vers une gestion collective des pandémies »

Modérateur : Monsieur Gurvan LE BRAS
*Directeur adjoint du Centre d'analyse, de prévision et
de stratégie (CAPS) du ministère de l'Europe et
des Affaires étrangères, France*

Médecin Général Mame Thierno DIENG
Directeur Hôpital d'instruction des Armées, Sénégal

M. Robert DOELGER
*Directeur pour l'Afrique sub-saharienne et le Sahel (MAE),
Allemagne*

Dr. Ousmane FAYE
Institut Pasteur de Dakar, Sénégal

Mme Johanna SUMUVUORI
*Secrétaire d'État du Ministère des Affaires étrangères,
Finlande*

M. Bertrand WALCKENAER
*Directeur général adjoint de l'Agence Française
de Développement (AFD), France*

Atelier 1

Le défi sanitaire : vers une gestion collective des pandémies

Modérateur : Monsieur Gurvan LE BRAS, *Directeur adjoint du Centre d'analyse, de prévision et de stratégie (CAPS) du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, France*

La question liminaire posée dans le cadre de cet atelier est la suivante :

Comment se projeter vers l'après Covid-19 alors qu'on est au cœur de la pandémie ? Face à cette question ouverte, deux préalables semblent nécessaires :

- Diagnostiquer les impacts de la pandémie ;
- Évaluer les effets de la pandémie et les réponses qui lui sont apportées.

Tout d'abord, un premier intervenant a souligné les effets ambivalents de la pandémie, tantôt négatifs (dû à sa létalité, à ses conséquences économiques, etc.) tantôt positifs (avec l'acquisition d'équipements, le recrutement de personnels, la réorganisation du travail en Laboratoire). La pandémie a montré que les laboratoires ont besoin d'une nouvelle organisation, ce qui pousse à affirmer que le travail en équipe est important pour être efficace. Par ailleurs, la pandémie a montré l'importance des laboratoires et les a ramenés au-devant de la scène. Par conséquent, il faut des laboratoires équipés avec la technologie de dernière génération pour faire face à cette pandémie et à celles qui vont venir.

Puis, un autre intervenant a tout particulièrement mis en relief le caractère inédit de cette pandémie comparé à d'autres. Il a été constaté que le niveau de développement n'a pas été un frein à la létalité de la pandémie. L'exemple sénégalais a été relevé : il fait partie des pays les moins affectés.

Un participant a pu réagir en interrogeant les panélistes. Ainsi, il a souhaité bénéficier d'un éclairage sur le fait qu'une maladie animale, et encore qui n'affecte pas vraiment les animaux, puisse se retrouver dans l'espèce humaine.

Il a été admis qu'en l'état, cette question était complexe et méritait un temps de réponse allant au-delà du temps imparti. Par ailleurs, des intervenants ont tenu à noter les impacts de la pandémie sur le système sanitaire, car sa fulgurance a été telle qu'on a agi parfois de manière un peu hasardeuse. Au Sénégal, au début de la pandémie, les hôpitaux ont été impliqués massivement. Toutefois, la conséquence en a été

que les malades non Covid-19 ont été mis de côté. Donc, il faut que les hôpitaux se préparent à ces types de maladies, car d'autres épidémies vont encore survenir. En outre, dans les pays avec des économies informelles fortes, la Covid-19 a tout bouleversé. Heureusement, des plans de résilience sociale et économique ont été mis en place pour réduire les conséquences de la Covid-19.

À la reprise des présentations, un intervenant a soutenu que la pandémie a montré l'impréparation du monde à cette catastrophe sanitaire. Il est clair que la coopération multilatérale n'était pas à la hauteur. Même l'OMS a été prise en défaut.

Le COVAX n'a pas tenu toutes ses promesses pour permettre aux pays africains d'accéder aux vaccins ; ce qui a été déploré dans plusieurs interventions. Mais ceci ne doit pas être un frein à la coopération. La leçon apprise de cette pandémie est que le secteur public ne peut rien faire sans le secteur privé, que cela soit dans la fabrication de vaccins ou de médicaments. Concernant l'impact économique dû à la Covid, l'expérience de l'Europe à la suite de la crise économique de 2008 pourrait servir d'exemple dans cette crise. Il nous faut nous préparer à l'avance pour faire face aux pandémies futures. L'un des éléments clés appris est que seule la coopération internationale peut aider à vaincre la maladie.

Abondant dans le même sens, un autre intervenant a tenu à rappeler la gravité de cette pandémie contrairement aux épidémies régionales connues par le passé. Certes, il y a eu de la solidarité, mais ces efforts ne sont pas suffisants quand on connaît les problèmes d'accès aux vaccins qui se posent.

Réagissant à ces propos, un intervenant a souhaité mettre l'accent sur trois aspects. D'abord, la situation économique en Afrique au regard du caractère informel de l'économie qui a fini par faire basculer les États dans la demande de financement de programmes d'infrastructures, en plus d'une augmentation du niveau d'endettement des États. Aussi, un ralentissement des dépenses d'infrastructures a été noté. Face à cette situation, la communauté internationale s'est réunie pour les droits de tirage spéciaux pour l'Afrique subsaharienne notamment pour soutenir les économies en besoin.

Ensuite, la question de la capacité des systèmes de santé à absorber la crise sanitaire a été posée. Beaucoup d'investissements sont réalisés depuis ces deux dernières années, mais la Covid-19 a freiné certaines priorités, notamment en France. Enfin, il a été constaté que la santé est comme un bien commun. La France a réussi à faire des dons de vaccin de 14 millions de doses. La vraie question qui se pose dorénavant est qu'il est dans l'intérêt des États qui sont dotés de vaccins suffisants de donner des doses aux pays qui en ont besoin, pour éviter la propagation catastrophique de la pandémie.

S'agissant de la résilience particulière de l'Afrique face à la pandémie, elle a provoqué des réactions. La résilience apparaît comme un terme élégant selon les panélistes, mais dans le contexte de la pandémie, le système de santé, l'environnement socioéconomique ne sont pas restés les mêmes. La résilience en Afrique dans ce contexte est une utopie, car cela demande des moyens matériels et logistiques dont les pays ne disposent pas.

À la suite de ces différents échanges, deux points ont été notés :

- D'abord, tous les systèmes multilatéraux sont affectés, les économies nationales aussi. Les gouvernements sont désormais jugés sur la gestion de la Covid-19 et non sur leur performance traditionnelle. Le chômage est en hausse, ce qui peut semer le doute sur le rôle de nos États. La plus grande victime de la Covid-19 est le système multilatéral sur les questions de paix et de sécurité.

- Ensuite, la Covid-19 a généré des échanges entre les États, entre ensembles régionaux, etc., donc une reconfiguration du multilatéralisme. Or, avant, les échanges se faisaient entre le Nord et le Sud.

Enfin, il y a quand même eu de la résilience, avec tout ce qu'on attendait comme catastrophe. Il y a une adaptation. Mais, il faudra tout de même tirer des leçons. C'est seulement à la fin de la pandémie qu'il sera possible de statuer sur le fait que le continent africain ait été effectivement résilient.

Pour conclure, les intervenants ont souhaité retenir trois points forts s'agissant de la pandémie et de ses conséquences :

1. Il faut changer nos comportements sur le plan du réchauffement climatique pour éviter ces genres de maladies,
2. Il faut gérer de manière collective la pandémie à l'échelle des pays, des régions, des continents, des organisations, etc.
3. La pandémie a eu un impact négatif sur la perception du rôle des gouvernements et l'autorité. La question qui se pose à nous est de savoir ce qui va maintenant arriver. Est-ce que cela va éroder la démocratie ? Ce sera l'une des principales questions qui se posent devant nous.



Programme

Lundi 6 décembre 2021

15H45
17H45

Centre International
de Conférences
Abdou Diouf

Atelier 2

Modérateur : Madame Yana POPKOSTOVA
*Directrice European Centre for Energy
& Geopolitics Analysis*

Emmanuela Claudia DEL RE

Représentante spéciale de l'Union européenne pour le Sahel (UE-Sahel)

Patrice FONLLADOSA

Président (Re)Sources) / Think Tank (Re)Sources

Mabingue NGOM

*Conseiller spécial et Directeur du Bureau de la représentation à l'Union
africaine et à la CEA / Fonds des Nations unies pour la population
(FNUAP)*

Alexandre TAITHE

Chargé de recherche (FRS)

Fondation pour la Recherche Stratégique (FRS)

Atelier 2

Sécurité et développement : impact de la démographie et du changement climatique en Afrique

Modérateur : Madame Yana POPKOSTOVA,
Directrice European Centre for Energy & Geopolitics Analysis

Après avoir passé en revue le contexte dans lequel le Forum est organisé, un premier intervenant a souligné que le continent africain fait face à beaucoup de difficultés liées au changement climatique. Le problème de sécheresse, les fontes de glaces entre autres, impactent considérablement la sécurité au niveau du Sahel. Par ailleurs, il a ajouté que l'environnement et la sécurité sont des sujets qui manquent au niveau de la COP21, mais sont bien présents au Forum de Dakar. À la suite de cela, il a insisté sur la nécessité pour les États de bien former les forces de défense et de sécurité afin de les préparer à mieux faire face aux menaces sécuritaires qui plombent la stabilité et le développement du continent africain.

Le changement climatique est utilisé comme inhibiteur de beaucoup d'aspects. Les capacités économiques sont liées aux problèmes économiques. L'Afrique contribue à moins de 4% de l'émission des GES dans le monde. La résilience économique n'est pas prise en compte dans les contrats des civils et des militaires. L'Afrique peut devenir une terre de solution, c'est le continent le plus jeune avec beaucoup de problématiques à traiter.

Après avoir salué les organisateurs, un autre intervenant a rappelé que le monde d'aujourd'hui a plus que jamais besoin de dialogue. Et le forum de Dakar est le genre d'espace qui permet, en réalité, de comprendre véritablement les enjeux, d'échanger sur les problématiques et de réfléchir surtout sur la façon dont l'Afrique doit réagir aux menaces.

Selon le même interlocuteur, il est urgent que l'ensemble des États africains sachent que les énormes difficultés auxquelles l'Afrique est confrontée ne peuvent être réglées par un seul État. Par voie de conséquence, les dirigeants doivent davantage coopérer afin de faire face à la menace.

Puis, les propos ont porté sur l'emploi des jeunes qui est une réelle menace pour la stabilité de la sous-région ainsi que sur l'éducation, la santé et l'industrialisation, entre autres leviers de développement et de stabilité sociale. Ainsi, en parlant de la révolution industrielle, il a été souligné que les pays africains ne sont pas assez bien préparés et cela risque

aussi de créer d'énormes difficultés en matière de sécurité et d'environnement. En ce qui concerne la santé, dans la grande partie des pays touchés par les conflits, il a été observé une tendance à la baisse des efforts au moment même où le dividende démographique augmente. Cette situation occasionne une forte demande sociale à laquelle les États ne sont pas capables de répondre.

Pour sa part, la pandémie a amplifié les défis occasionnant un ralentissement des initiatives de développement. Ce qui affecte les chances des jeunes de trouver un emploi. Ce point ramène à l'éducation. Il faut savoir que 55% des enfants dans le Sahel ne vont pas à l'école. Alors même que les États sont obligés de consacrer 60 % de leur budget pour des questions sécuritaires. Ainsi, les pays de la sous-région doivent impérativement investir dans l'éducation, car les risques de conflits violents sont très nombreux dans les pays où les jeunes sont la catégorie de la population la plus représentative. Donc, autant de défis à relever.

À la lumière de toutes ces considérations, le même intervenant a proposé les pistes de solutions suivantes :

-Inventer un autre type d'éducation (Une éducation pour apprendre à apprendre). Il faut construire plus de salles de classe, former plus d'enseignants ...il faut se garder de trouver des solutions très simplistes.

-Il faut surtout travailler ensemble pour faire bouger les lignes dans la mesure où il est indéniable qu'en travaillant ensemble, les défis pourraient être relevés. Autrement dit, il faut poursuivre les efforts concertés.

Un second intervenant a pris la parole. Selon lui, les jeunes doivent entrer dans un scénario qui doit être facilité par les gouvernants. En effet, dans les pays africains, il y a une divergence entre les jeunes et les anciennes générations. Ils sont exclus des processus politiques. Il y a donc un investissement privé et public pour offrir aux jeunes une éducation de qualité. Si on n'investit pas dans les capacités des jeunes, ils ne seront pas une opportunité, mais une menace. Il faut alors renforcer leurs capacités pour leur donner un rôle

dans la société. Puis, le même interlocuteur a raconté une anecdote. Ainsi, il a rencontré des jeunes activistes au TCHAD et il leur a posé les questions suivantes : quel est votre rêve ? Que deviendrez-vous dans 5 ans ? Le niveau d'optimisme était très bas au regard des réponses qu'il a reçues. Les jeunes avaient pour principales préoccupations : l'emploi, la paix et la sécurité. Dans son intervention, il est également ressorti la nécessité de réformer le système éducatif afin de donner aux jeunes une bonne formation professionnelle.

Par ailleurs, s'il n'y a pas accès aux besoins sociaux de base, on ne peut pas garantir un progrès. Il faudrait aussi assurer une bonne gouvernance qui selon lui est la première étape pour faire face aux menaces sécuritaires. En effet, au niveau de l'UE, ils ont su développer un système basé sur la bonne gouvernance. En outre, il a été souligné que le terme partenaire est aussi très illustratif dans la dynamique de créer des collaborations basées sur de solides fondements.

Enfin, l'intervenant a proposé de concentrer les futures actions sur les points suivants :

- Protéger les jeunes de l'émigration irrégulière ;
- Investir dans la jeunesse pour tirer bénéfice du dividende démographique ;
- Développer les politiques de natalité ;
- Aider les PME pour densifier le tissu économique...

Les économies les plus avancées ont une grande responsabilité, car ce sont les plus grands pollueurs. Par voie de conséquence, ils doivent être les plus grands contributeurs. Les dirigeants doivent aussi avoir une bonne vision, c'est-à-dire regarder d'ici deux ans, d'ici 5 ans. Donc, il faut travailler avec une vision et non avec la démarche traditionnelle.

Un troisième intervenant a centré son propos autour de l'accès à l'eau et à l'énergie dans les pays émergents. Selon lui, l'accès à l'eau est une donnée extrêmement importante. Et étant donné que la population du continent a doublé en une génération, c'est une question à laquelle il faudrait penser urgemment surtout qu'aujourd'hui, il y a plus de croissance urbaine et de concentration dans les villes côtières. Le changement climatique impacte la vie de chacun. Pour illustrer ses propos, il a souligné qu'en quelques années la population du Niger est passée de 700 000 à 2 300 000 habitants. Et le fait que la pluviométrie a commencé à baisser impacte la vie de chacun.

S'agissant de la pandémie, la question est : Comment les pouvoirs publics vont-ils pouvoir s'adapter ? L'Afrique est habituée à vivre avec des pandémies. Le sujet aujourd'hui est de savoir ce que les dirigeants africains veulent donner aux

politiques publiques. Comme les panélistes précédents, il a souligné que le problème de la gouvernance est important. C'est d'ailleurs, selon lui, le problème numéro 1.

L'intervenant suivant a abondé dans le même et a évoqué l'impact du changement climatique et les modifications de l'environnement liés. De ses propositions, il est ressorti que l'Afrique se réchauffe beaucoup plus rapidement que les autres continents. Ainsi, à l'horizon 2050, la température va augmenter de 3, 5 degrés. Pour les forces armées, ses effets sont très sensibles. Le réchauffement impacte les moteurs des machines de l'armée et empêche dans certains cas les hélicoptères de décoller dans le cadre de certaines opérations. Ce qui impacte sur les décisions opérationnelles.

Comme recommandations, il a alors proposé de préparer les armées aux effets du changement climatique. Il faut aller vers davantage d'approches militaires duales qui permettent de gérer des affaires civiles et militaires. Il faut aussi anticiper, à très long terme, ses moyens. Il faut par ailleurs des matériels qui seront en service en 2060 et réfléchir à l'introduction d'énergies renouvelables. On peut également penser à des bases militaires qui vont accueillir des zones sanitaires ou des réfugiés, autrement dit, « Il faut penser les infrastructures militaires dans une approche systémique ». Le changement climatique est définitivement un nouveau défi pour les forces armées.

Après les différents exposés, l'assistance a convenu que l'Afrique est confrontée à divers problèmes. Il faut intégrer ce qui est essentiel et revoir surtout les façons de faire de la politique. Le monde change et il faut s'adapter à ce nouveau contexte. Le changement climatique est quelque chose de fondamental. Les façons de concevoir la gouvernance doivent interpréter cette notion. De même, le chemin de la paix passe par la nourriture.

Un des participants a conclu en déclarant : « Nous parlons de conflits, de Covid et de changement climatique. L'eau est extrêmement importante aussi et c'est important d'en parler. ». Un autre intervenant d'ajouter qu'il ne faut pas considérer l'Afrique comme un tout. Le continent est en effet pluriel. Les questions démographiques doivent être traitées de façon nationale, les superficies et les populations étant différentes. Il faut respecter la souveraineté des Nations et créer de véritables partenariats basés sur le respect.

Programme

Lundi 6 décembre 2021

15H45
17H45

Centre International
de Conférences
Abdou Diouf

Atelier 3

« Nouveaux défis : cyber sécurité et lutte contre la désinformation »

Modérateur : Monsieur Frank KIE
Commissaire général du Cyber Africa Forum

Qemal AFFAGNON
*Responsable pour l'Afrique de l'Ouest d'Internet
Sans Frontières*

Commissaire Papa GUEYE
*Directeur Général de l'École Nationale de Cybersécurité,
à Vocation Régionale, Sénégal*

M. Yann HAGUET
IN Group

M. Jernej MÜLLER
*Directeur Général de la Direction de politique étrangère
et de Sécurité commune, Slovénie*

Kalilou SIDIBE
*Chercheur et représentant
African Security Sector Network au Mali*

Atelier 3

Nouveaux défis : cyber sécurité et lutte contre la désinformation

Modérateur : Monsieur Frank KIE, *Commissaire général du Cyber Africa Forum*

Cet atelier vise à ouvrir le débat sur la cybersécurité et l'enjeu que représente la guerre informationnelle sur les nouveaux supports numériques. Pendant les travaux, il a été question de la nature et de la portée de la menace cyber, de désinformation, des facteurs structurels et conjoncturels qui contribuent à la manipulation de l'information, les stratégies à adopter à l'égard des partenaires et des fournisseurs de solutions, la sensibilisation des dirigeants politiques et économiques aux risques cyber, la coopération aux niveaux régional et continental. La période qui s'ouvre voit se livrer une guerre informationnelle avec des manœuvres et manipulations qui peuvent déstabiliser les États. Les jeunes en ligne de mire sont les plus connectés et les plus exposés aux TICs et donc à la manipulation.

Le premier intervenant a rappelé qu'il n'y a pas de paix sans croissance économique du continent africain et a insisté sur la place de la transformation digitale. D'après lui, la décennie 2020-2030 sera la décennie de l'identité numérique avec une avancée notable sur l'identité, en l'occurrence, la donnée numérique. Cependant, il y a des risques qui planent sur l'utilisation de ces données, par exemple, l'usurpation d'identité. Environ un milliard de personnes ne possèdent pas d'identité pour souscrire à un crédit, ni valoir à leurs droits ou voyager, entre autres. Les États doivent pouvoir aborder la question de l'identité régalienne tout en assurant la sécurité, mais aussi, et surtout mettre à la disposition du citoyen les données tout en garantissant le consentement pour plus de confiance. La donnée doit être inclusive, toucher toutes les personnes, tous les continents et être accessible à tous, beaucoup moins matérielle, mais plus digitalisée.

Il faut donc essayer d'utiliser au maximum des moyens d'authentification, par exemple la reconnaissance vocale, et surtout faire en sorte que ces données puissent permettre d'interagir avec les services publics et privés. L'État doit protéger les données afin de permettre à chaque citoyen d'avoir la maîtrise de celles-ci et travailler sur leur interopérabilité. À titre d'exemple, ont été citées les cartes biométriques de la CEDEAO avec la standardisation d'un certain nombre d'éléments de sécurité. La donnée, c'est un facteur de souveraineté pour un État, si ces informations sont détenues par des multinationales, il faut un contrôle et une maîtrise.

Le deuxième intervenant est revenu sur son institution qui est le fruit de la coopération entre le Sénégal et la France. Selon lui, c'est un cadre de coopération adapté en matière de lutte contre la cybersécurité, la gouvernance de la sécurité, le renseignement numérique et la cybercriminalité. Les TICs offrent de réelles possibilités de progrès, mais exposent les États à toutes sortes de dérives. En effet, le monde est confronté à de nouveaux défis qui imposent une vision plus large de la sécurité, y compris des systèmes d'information. La menace demeure constante : la désinformation, cette guerre informationnelle ou encore guerre de l'information facilitée par les médias sociaux. Beaucoup de contenus sont de nature à saper la dynamique unitaire et la paix sociale. S'y ajoute l'instrumentalisation de la technologie par les terroristes, des discours parfois infondés, haineux. La construction du discours djihadiste est teintée de mauvaise foi pour endoctriner les jeunes. Ces menaces portent atteinte à la crédibilité des États dans un monde où tout est flou en cas de manipulation. Nous sommes dans un monde où tout est ambigu, il est difficile de distinguer le réel du virtuel. Il est difficile d'entendre une voix autorisée. Par conséquent, la seule solution est d'instaurer une culture de cyber sécurité, renforcer les capacités et de veiller au strict respect des règles déontologiques. Avec l'avènement de la Covid-19, la désinformation a entraîné un refus de vaccination des populations notamment en Afrique. C'est un enjeu et défi pour les pays africains parce qu'il y a un impact sur la sécurité.

Les États doivent répondre à cette question d'une manière sérieuse. En plus, ils doivent travailler sur la traçabilité des fonds à propos des e-solidarités sur Internet, mettre en place des mécanismes technologiques, des stratégies, des politiques et des moyens financiers pour contrôler les flux. Il y a aussi un grand travail de sensibilisation à faire avec les médias sur le fact-checking, encourager la dénonciation et sanctionner selon le dispositif juridique. Le contrôle des réseaux sociaux doit être accentué, mais il ne faut pas être alarmiste. Il y a des moyens de lutte existants. Tout ceci doit se faire suivant une approche inclusive, avec l'implication de tous les acteurs. Face à un phénomène transnational, il faut une réponse transnationale. Les États doivent faire de la cyber sécurité une priorité, mettre en place des formations adaptées et donner aux acteurs les prérequis nécessaires

à l'analyse des codes malveillants ; aussi, développer des stratégies offensives et défensives et surtout renforcer les capacités des agents de renseignement. On ne peut pas faire du renseignement sans maîtriser l'environnement numérique. Toutefois, il y a une impérieuse nécessité de coopérer avec les Universités, les centres de recherches, sur le plan international pour éradiquer le phénomène de la désinformation.

Le troisième intervenant s'est d'abord penché sur la numérisation, l'interconnexion entre digitalisation et cyber sécurité. Les droits que les personnes ont d'utiliser leurs appareils sans craindre la désinformation doivent être garantis. C'est pourquoi, il faut une technologie intelligente qui puisse contribuer à la lutte contre l'espionnage cyber. Les Nations Unies travaillent en synergie avec l'Union africaine, il y a des textes qui sont en train d'être mis en place. La désinformation peut exploser et créer le chaos dans un pays, que ce soit en Europe, en Afrique ou dans un autre continent. Il faudra travailler en synergie et avec les techniciens sans oublier les moyens financiers. C'est une menace très aiguë et à prendre très au sérieux.

La désinformation politique est un danger pour la démocratie et la stabilité. Facebook est en train de mettre sur pied une initiative pour lutter contre la désinformation, de même que Twitter. Elle est énorme surtout en période d'élection. Si les États travaillent en synergie, les défis peuvent être relevés. Il est important de former les acteurs, d'inciter les journalistes à vérifier les informations avant de les publier, surtout en cette période de Covid ; il faut faire de la cyber sécurité une priorité. En outre, il faut une véritable synergie d'actions permettant de renforcer la capacité des utilisateurs pour une meilleure résilience. Prenons en compte l'importance d'une cyber sécurité résiliente. Le sommet de l'UE en février prochain est une opportunité à ne pas rater pour les Africains.

Les participants ont émis quelques contributions allant dans le sens d'enrichir la qualité des débats. Au lieu de corriger ce que les criminels ont déjà fait, il faut anticiper pour donner la bonne information à temps. Les gouvernements doivent informer les populations à temps pour ne pas laisser la place à la désinformation.

De nombreux commentaires ont été faits. Des participants ont émis l'idée selon laquelle la désinformation est très rapide et sa réponse est d'ordre juridique et institutionnel. En outre les populations sont des acteurs et victimes de la désinformation.



Programme

Mardi 7 décembre 2021

3^{ème} demi-journée

9H00
10H30

Plénière 2

« Sécurité et Émergence : Comment améliorer la sécurité et le financement de dynamiques de paix et de reconstruction durables en Afrique ? »

15H45
17H45

Atelier 4

« Le continent africain face à la montée de l'extrémisme violent »

15H45
17H45

Atelier 5

« Le défi sécuritaire : coopération et autonomie stratégique des États africains »

15H45
17H45

Atelier 6

« Contrôle et maîtrise des espaces maritimes »



Programme

Mardi 7 décembre 2021

09H00
10H30

Centre International
de Conférences
Abdou Diouf

Plénière 2

« Sécurité et Émergence : Comment améliorer la sécurité et le financement de dynamiques de paix et de reconstruction durables en Afrique ? »

Modérateur : Monsieur Amadou HOTT
*Ministre de l'Économie, du Plan et de la Coopération
internationale du Sénégal*

Jean-Claude GAKOSSO
*Ministre des Affaires étrangères,
de la Francophonie et des Congolais de l'étranger*

M. Acheikh IBN OUMAR
Ministre d'État tchadien

Charles FRIES
*Secrétaire Général adjoint pour la Politique de sécurité
et de défense commune (PSDC), Union européenne*

M. Mahammat SALEH ANNADIF
*Représentant spécial du SG des Nations Unies chargé du
Bureau pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS)*

Ryuichi KATO
Vice-Président de la Coopération japonaise (JICA)

Plénière 2

Sécurité et Émergence : Comment améliorer la sécurité et le financement de dynamiques de paix et de reconstruction durables en Afrique ?

Modérateur : Monsieur Amadou HOTT, *Ministre de l'Économie, du Plan et de la Coopération du Sénégal*

Propos liminaires de Mr Hott

Après les salutations d'usage et la présentation des intervenants, le modérateur a fait un bref rappel de l'objectif de cette plénière qui est de : promouvoir le renforcement de la coopération et réorienter le soutien de la communauté internationale vers les objectifs de stabilité, de développement et d'émergence de l'Afrique et de proposer des solutions pour le financement des dynamiques de paix, des reconstructions durables ainsi que de mobilisation et de rationalisation des investissements.

Les impacts de la Covid 19 continuent à se ressentir, sur ce point le Sénégal a mis en place le Plan d'actions prioritaires ajusté et accéléré (PAP2A) qui va se focaliser sur la sécurité alimentaire, sécuritaire, numérique et plus de protection sociale.

Poids important des dépenses de sécurité sur nos budgets, car certains pays du G5 Sahel consacrent 2 % de leur PIB à la sécurité alors que leur déficit est de 3%. Ce qui fait que les pays n'ont pas de marge de manœuvre. Pour y remédier, il faut :

- Mobiliser les ressources concessionnelles (DTS) 33 milliards de \$ pour le Sahel.
- Réallouer 67 milliards de \$ pour atteindre les 100 milliards de \$, le tout en vue de concilier relance rapide et réconciliation durable.



M. Jean-Claude GAKOSSO

Ministre des Affaires étrangères, de la Francophonie et des Congolais de l'étranger

J'étais à la tête d'une délégation qui comprenait des représentants du bureau du président de la Commission de l'Union Africaine et nous avons été mandatés par le Président Denis Sassou Nguesso qui, comme le ministre l'a dit, est à la

tête du comité de haut niveau de l'Union Africaine sur la Libye, un comité qui avait été mis en place depuis 2011 lorsque la Libye a été contaminée par ses voisins de l'Est et de l'Ouest. Elle est aussi entrée dans ce qu'on a appelé le Printemps arabe. Bon, vous connaissez l'histoire. Alors en arrivant à Tripoli, M. le Ministre, chers amis, il y a eu une évolution qui m'a frappé et, puisque j'ai été là-bas, la dernière fois c'était en 2017, mais cette fois-ci, j'ai trouvé quand-même une capitale où il y avait de l'électricité, où les services de base fonctionnaient et surtout où était établi un gouvernement unique puisqu'auparavant on avait deux gouvernements. Vous arrivez à Tripoli vous parlez avec le gouvernement de Monsieur Sahaj et vous continuez sur Benghazi où vous avez un autre gouvernement, celui du Maréchal Haftar. Alors cette fois j'ai trouvé avec ma délégation un seul gouvernement, évidemment une présidence collégiale, une sorte de triumvirat présidé par le Président Mohammed El-Menfi qui est le président de ce qu'on appelle le conseil présidentiel. En fait, c'est une présidence collégiale. Le président Menfi est entouré de deux vice-présidents, lui-même étant originaire de l'Est, il est de la région de Tobrouk à l'Est quasiment à la frontière avec l'Égypte. Son premier vice-président chargé de la réconciliation est lui originaire de la Tripolitaine à l'Ouest et son deuxième vice-président M. Kouni est originaire du grand Sud. Je suis entouré par deux ministres d'État qui connaissent par cœur ce dossier. On connaît tous les incidences fâcheuses que la situation en Libye a eu sur le Tchad. Donc une situation qui a quand-même évolué, il y avait quand même de la sécurité. C'est vrai que quelques jours après, il devait être organisé à Tripoli une conférence dite de stabilisation du pays, c'était la première fois que des diplomates se retrouvaient à Tripoli depuis les événements de 2011, la grande tragédie de 2011. Donc une reprise de la vie sociale plus ou moins, mais un pays toujours divisé. Je dirai même morcelé, parce qu'il n'y a toujours pas une armée nationale libyenne. Vous avez des forces armées à l'Est et vous avez une myriade de milices armées à l'Ouest. Quant au grand Sud n'en parlons plus, c'est le repère de tous les groupes extrémistes, djihadistes de tous bords. Toujours pas d'armée nationale, vous et moi savons ce que représente

l'armée, c'est la colonne vertébrale de l'État, c'est le creuset de l'unité nationale. Donc quand un pays n'a pas d'armée, vous imaginez la situation de ce pays, situation qui n'est pas des plus reluisantes. Mais ce qui m'a frappé, c'est la forte présence des armées étrangères. J'aime souvent dire que les noms sont aux dieux comme disent les anciens dans Rome, je n'ai pas envie de citer des noms de pays, vous savez ce dont je parle, vous avez des forces étrangères en Libye jusqu'à présent au moment où on s'apprête à aller aux urnes. Vous avez également des mercenaires sur l'ensemble du territoire national. Alors dans ces conditions, on se pose la question et vous vous posez la question de savoir, quelle peut être la validité d'un tel processus électoral, et c'est cela tout le défi.

Je vais quand même dire une chose. Concernant les élections, elles sont programmées pour le 24 décembre, mais dans un pays où il n'y a pas de Constitution, c'est difficile d'imaginer. Il y a une loi électorale qui a été adoptée par le parlement mais cette loi n'a pas fait l'objet d'un consensus. Donc on a plein d'interrogations, on vit avec l'espoir que cette élection va se tenir parce qu'il faut bien que la Libye sorte de cette crise qui dure depuis plus d'une décennie mais en même temps il y a tellement d'obstacles, voilà tout le défi qui est celui de l'Union Africaine et son comité de haut niveau. Merci !

Mr Hott – Merci M. le ministre pour vos remarques, c'est vrai qu'avec ces élections prévues au mois de décembre, nous espérons avoir un début de réorganisation de ce pays frère, mais également avec des politiques qui permettront aussi la reconstruction économique de la Libye pour l'émergence donc de ce pays. Je passe la parole à Mahammat Saleh qui est le chef du bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest, mais également pour le Sahel. Vous avez l'avantage M. Saleh de travailler avec beaucoup de pays dans une sous-région un peu tourmentée. Quel est votre avis, quelle est votre perspective sur cette question d'amélioration de la sécurité, mais également de financement des dynamiques de paix et de relance ou de reconstruction de nos États.



M. Mahammat SALEH ANNADIF

Représentant spécial du SG des Nations Unies chargé du Bureau pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS)

Merci beaucoup M. le ministre. Par souci de gagner du temps, je ne parlerai pas de toute l'Afrique, je parlerai juste du cas de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel. Je pars du principe qu'on ne peut pas avoir un développement durable et une émergence si on n'a pas résolu la question de la sécurité. Or, dans cette région aujourd'hui, l'Afrique de l'Ouest et le Sahel font face à ce qu'on a appelé depuis hier l'extrémisme violent, le terrorisme qui peut se voir de trois façons. D'abord, depuis plus d'une décennie, vous le savez tous, la zone sahélienne est caractérisée par la présence de groupes terroristes qui

font régner un climat qui est en voie de détruire les États. Ce que nous voyons comme développements ces derniers temps en est la preuve. Deuxième élément de risque, c'est que nous voyons de plus en plus que ce qui se passe au Sahel est en train de se propager vers les pays côtiers. Cela également, c'est un risque, une menace qui est réelle et qui demande qu'on anticipe. Troisième élément, c'est l'exacerbation des conflits intercommunautaires, vous avez parlé des ethnies, des conflits quelquefois intra, quelquefois intercommunautaires. Comment faire face à cette réalité maintenant ? La première chose c'est que, ayant opté pour une guerre asymétrique où les armées classiques ne sont pas habituées à cela, le président Bazoum l'a développé suffisamment hier, nous avons besoin de mener deux actions simultanément. Il faut renforcer l'outil de défense et de sécurité pour mettre la pression pour conquérir plus d'espace avec des armées équipées, entraînées avec suffisamment de moyens de renseignement : couverture aérienne pour s'adapter à cette guerre asymétrique dont la vedette, le président Bazoum l'a dit hier, c'est une moto à deux roues. Ils se servent de moyens rudimentaires, des engins explosifs improvisés, ceintures explosives et autres, mais qui font d'énormes dégâts et qui empêchent les pays de redresser leur économie. Et pour équiper, pour renforcer les capacités de ces pays, cela coûte cher, d'où un appel aux partenaires pour qu'ils puissent être aux côtés de ces pays qui par ailleurs ont commencé à mutualiser leurs ressources, la mise en place de la force conjointe G5 Sahel en est une réponse. L'initiative d'Accra en est une autre réponse et les dernières opérations conjointes qui ont été menées par le Ghana, la Côte d'Ivoire, le Togo, le Bénin en donnent un exemple pour dire que cette crise doit être perçue sous l'angle régional parce qu'aucun pays, aucun pays, aucun espace seul ne peut y faire face. Et la sécurité maritime : aujourd'hui, les statistiques montrent que plus de 80 à 90% des incidents maritimes se déroulent dans le Golfe de Guinée, ce qui doit pousser également les pays côtiers, parce que le Golfe de Guinée englobe également l'Afrique centrale, et cela nécessite que la CEDEAO, la CEEAC puissent également coopérer pour faire face à ces défis. Maintenant l'aspect sécuritaire étant ce qu'il est, il faudrait qu'on ait une vision qui englobe plutôt la paix, la sécurité et le développement. D'où la question du développement durable. Et pour cela également, on a besoin d'investissement. Si je prends uniquement le cas du G5 Sahel, qui a eu à faire son plan d'investissement où 60% de ces fonds qui ont été demandés doivent servir à la construction d'infrastructures et parce que dans ces régions, on ne peut pas les développer si on ne s'intéresse pas aux populations qui y vivent, la jeunesse est une bombe à retardement à laquelle nous devons faire face, ce sont ces jeunes qui, en perte de repères, sans aucune référence également, partent répondre à l'appel des terroristes.

Donc je crois que ce sont les principaux défis, défis

sécuritaires, défis au niveau du Golfe de Guinée, mais cela nécessite beaucoup de moyens et je crois qu'on ne peut pas faire un développement durable sans penser à ce triptyque paix – sécurité – développement.

Mr Hott – Absolument M. Saleh, nous constatons même que des pays qui sont en crise malgré les financements mobilisés n'arrivent pas à exécuter aussi les projets parce que les entreprises qui doivent exécuter n'ont pas accès à ces régions qui doivent bénéficier de ces financements. Je donne la parole maintenant à Charles Fries, secrétaire général adjoint au niveau de l'UE pour les questions de paix et de sécurité et de riposte à des crises pour avoir un peu la position de l'UE qui finance beaucoup des questions de paix, de développement durable, quelle est donc la perspective de l'UE sur cette question ?



Charles FRIES

Secrétaire général adjoint pour la Politique de sécurité et de défense commune (PSDC), Union Européenne

Oui, écoutez merci beaucoup M. le ministre de me permettre de m'exprimer ce matin au nom du haut représentant de l'UE pour la politique étrangère et la politique de sécurité M. Joseph Borrel. Je crois que c'est très important pour les européens de participer à ce Forum de Dakar lancé il y a quelques années par le président Macky Sall, une initiative très importante parce qu'elle permet aux européens de mieux comprendre les besoins, les attentes des pays africains en matière de sécurité et de voir ensemble comment est-ce qu'on peut y répondre le plus efficacement possible. Je crois que la présence hier du Président du Conseil européen M. Charles Michel a montré la force de l'engagement de l'UE et son soutien à cette initiative. Alors ma première remarque pour répondre à votre question, c'est effectivement, et cela a été dit par les ministres précédents, tout ce qui impacte la sécurité en Afrique, impacte aussi la sécurité en Europe. On le voit avec le conflit en Libye, on le voit avec ce qui se passe dans le Sahel. On le voit au dans la Corne de l'Afrique avec le lot de réfugiés et de migrants qui partent de ces différentes zones. Donc, nous faisons face à des défis communs et le propre du partenariat entre l'Europe et l'Afrique est de voir comment on peut mieux travailler ensemble pour apporter des réponses coordonnées et les rendre les plus efficaces possibles. Ce que j'aimerais dire aussi, c'est que l'Europe est déjà très présente en Afrique en matière de sécurité et de défense. Je rappelle que nous avons 18 coopérations et missions dans le monde et 11 d'entre elles sont sur le continent africain. Par exemple, nous avons plus de 2 000 soldats, policiers, magistrats qui viennent former, conseiller plus de 30 000 homologues magistrats policiers, militaires africains. Donc, c'est quelque chose d'important et c'est là le propre de l'Union européenne d'apporter son expertise, son expérience, son savoir-faire pour accompagner

la volonté des pays africains de réformer leurs armées et leurs forces de sécurité intérieures. La deuxième chose aussi que nous faisons, cela a été dit par le Ministre, l'initiative que nous avons lancée récemment dans le Golfe de Guinée est ce projet de présence maritime coordonnée qui permet à des navires européens d'assurer la sécurité de ce corridor stratégique. Et vous savez, malheureusement, que cette zone est celle qui connaît le plus d'actes de piraterie au monde. C'est très important que nous soyons là pour dissuader de tels actes et travailler main dans la main avec les pays côtiers. C'est ce à quoi nous allons nous employer dans les prochains mois. Cela, c'est le constat, mais ce que j'aimerais vous dire ce sont nos propositions et vous rappeler pour ceux qui ne l'avaient pas vu. Le mois dernier, pour la première fois de l'histoire de l'Union européenne, notre représentant Joseph Borell a présenté le document stratégique qu'on a appelé la boussole stratégique qui est un document qui permet de fixer une ambition en matière de sécurité et de défense pour l'Union européenne dans les cinq à dix prochaines années et cela a un impact très concret pour l'Afrique parce que, dans cette feuille de route, les européens veulent renforcer leurs partenariats avec les pays africains d'ici le mois de mars prochain. Par exemple, nous voulons que nos missions sur les pays africains aient des mandats plus robustes. J'ai à l'esprit ce que nous faisons avec notre action au Mali. Nous avons en particulier le souhait et la volonté d'accompagner, au plus près des combats les forces maliennes que nous entraînons et la Takuba Task force malienne qui est aussi composée de forces spéciales européennes qui vont au combat aux côtés des unités maliennes. Ça, c'est un peu le modèle, et l'idée est aussi d'aller un peu plus loin. J'aimerais aussi annoncer que dans ce document nous avons proposé la mise en place d'une capacité de déploiement rapide de l'Union européenne qui pourrait monter jusqu'à 5 000 hommes, 5 000 militaires. Ceci à l'horizon 2025. Donc, très concrètement, cette force de déploiement rapide pourrait, si un pays africain le souhaite bien sûr, venir en aide à un pays africain victime de déstabilisation ou d'une crise très grave. Ce sont des instruments très concrets mais j'aimerais terminer sur un instrument très important. Nous parlions ce matin d'instruments financiers, c'est la Facilité européenne de paix. C'est une des nouveautés majeures dont s'est dotée l'Union européenne ces dernières années et je crois que c'est un instrument qui répond à une demande très ancienne des pays africains. Cette Facilité européenne de paix est un fonds doté de 5 milliards d'euros pour la période 2021–2027 et qui permettra non seulement de devenir un soutien financier pour les organisations comme l'Union africaine ou des organisations sous-régionales. Nous continuerons à le faire, nous continuerons à financer la force conjointe G5-Sahel, à financer la force multinationale du Lac Tchad. C'est cela, la nouveauté. Je réponds aux attentes qui ont été exprimées par les ministres. Pour la première fois de l'histoire de l'Union européenne, les européens pourront venir directement aider

à titre bilatéral les pays africains qui voudront renforcer leurs armées. Donc, nous allons le faire avec l'armée somalienne, avec l'armée mozambicaine parce que nous formons les forces spéciales du Mozambique, mais nous allons aussi leur donner des équipements et c'est la grande nouveauté. Nous ne faisons pas seulement du training mais de l'équipement ; la formation et l'équipement. Et le troisième exemple que nous allons mettre en place très vite, ce sont les équipements que nous allons donner à l'armée malienne. Ce que nous allons faire très rapidement, c'est très concret, ce sont des véhicules, des drones, de la technologie, des équipements de protection, des hôpitaux militaires de campagne. Tout ceci est concret et j'espère qu'on pourra capitaliser sur toutes ses avancées avec le Sommet Union africaine- Union européenne qui aura lieu en février.

Mr Hott – Merci beaucoup pour cette bonne nouvelle. Je rappelle aussi que l'UE finance seulement en dons. C'est une facilité qui ne va pas impacter le déficit budgétaire, ni l'endettement de ces pays africains. J'espère que les procédures pour accéder à ces financements sont également rapides parce qu'il faut une sécurité durable et une relance rapide. Monsieur Kato, je me retourne maintenant vers vous, avec le Japon, un pays important pour l'Afrique qui a de très bonnes relations avec les pays d'Afrique. Quelle est la perspective de JICA, du Japon sur ces questions de sécurité et de financement du développement ?



Ryuichi KATO
Directeur Afrique JICA

Merci monsieur le Ministre. C'est un grand plaisir pour moi de participer à cette plénière de haut niveau. Tout d'abord, je voudrais commencer mon propos par expliquer l'approche du Japon en matière de paix et de sécurité en Afrique qui est l'APSA. Le premier point est le respect de l'appropriation africaine et puis l'esprit de co-création.

Le Japon met en œuvre depuis 1993 la TICAD, en collaboration avec les Nations Unies, l'Union Africaine et d'autres partenaires ; où la paix et la sécurité ont été l'une des principales priorités dès le début. L'appropriation et le partenariat sont les principes de base de la TICAD.

Le deuxième point, c'est la réalisation du concept de sécurité humaine dans tous les programmes de paix et de sécurité. La sécurité humaine, un concept qui vise à assurer le droit des individus à vivre heureux dans la dignité, libérés de la peur et des besoins en apportant la protection et le renforcement de capacités individuelles et communautaires sont les principes directeurs à la base de la coopération au développement du Japon.

Le troisième point est la possibilité de s'appuyer sur l'expérience propre du Japon en matière de construction et de développement des nations, mais aussi de coopération de développement avec d'autres pays asiatiques. Nous sommes en train de systématiser ces expériences en tenant compte, bien évidemment, des succès et des échecs. Nous voulons utiliser les deux comme système de référence à l'aide au développement des pays africains.

En ce qui concerne le Sahel, nous aimerions rechercher des synergies d'actions et compléter les autres efforts de défense et de diplomatie dans une perspective de développement. En coopération avec le Secrétariat du G5 Sahel, la coalition pour le Sahel et d'autres institutions qui développent une action 3D. De ce point de vue, sur la base de quatre (4) axes fixés par le G5 Sahel dans sa stratégie pour le développement et la sécurité, nous nous concentrons sur trois domaines prioritaires : gouvernance, sécurité, résilience, développement humain ; et développement des infrastructures économiques et sociales.

J'aimerais aussi parler d'éducation dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. Dans une région où la situation sécuritaire s'est fortement détériorée en raison d'attaques de villages par des groupes djihadistes, nous nous inquiétons non seulement pour les pertes économiques futures dues à la diminution d'opportunités d'apprentissage mais aussi d'incrimination des jeunes et de leur adhésion aux discours, en particulier des fermetures des écoles dues à la détérioration de la sécurité et la Covid-19 sont significatives et même, lorsque les écoles sont rouvertes, l'impossibilité d'y retourner en raison des travaux domestiques et d'autres raisons menaçant le taux de scolarité. Nous, la JICA, soutenons le Sahel dans le domaine de l'éducation depuis très longtemps dans le cadre du programme de l'école pour tous. Les parents, les enseignants et les populations locales forment un comité de gestion de l'école et travaillent avec des associations pour gérer dans un esprit de collaboration communautaire. Le directeur du comité de gestion est désigné par un vote de la communauté locale, ce qui en fait une école démocratique.

Le projet a débuté au Niger en 2003, actuellement mis en œuvre au Sénégal, Mali, Burkina Faso, dans 8 pays, avec 53.000 écoles et s'étend dans d'autres pays africains.

L'éducation et le soutien à la jeunesse sont très importants pour la création d'emplois. J'aimerais souligner l'importance de l'entrepreneuriat, un moyen pour un essor futur.

Merci !

Mr Hott – Une décision majeure que l'ONU ou les partenaires pourrait prendre pour accompagner efficacement le processus de réconciliation ou de reconstruction au Tchad ?



M. Acheikh IBN OUMAR

Ministre d'État tchadien

Pour le Tchad, comme pour les autres pays africains, à long-terme, le défi majeur est celui du décollage économique. Jusque-là, on a eu des programmes, des projets, etc, mais nos économies continuent à piétiner depuis les années 60. Maintenant, pour le court et moyen-terme, au Tchad, pour la réconciliation et le succès de la transition, un des angles morts de toutes nos politiques, c'est l'abandon, le désert administratif qui s'ajoute au désert géographique. Donc, il faut aider fortement au redéploiement des services sociaux administratifs dans les zones périphériques en quantité mais aussi en qualité parce que, il faut aussi revoir le type de relation entre notre administration et nos populations, ce n'est pas seulement un problème de moyen. S'il fallait vraiment retenir un axe d'action pour faciliter et asseoir la transition sur des bases solides, je retiendrais, le redéploiement administratif et social dans les zones périphériques éloignées.

Mr Hott – Monsieur le ministre des Affaires Étrangères, si vous aviez une suggestion, une recommandation pour le prochain président de la Libye pour améliorer le processus de réconciliation mais également de relance de l'économie libyenne ce serait quoi ?



M. Jean-Claude GAKOSSO

Ministre des Affaires étrangères, de la Francophonie et des Congolais de l'étranger

Je crois que vous avez prononcé le maître mot, réconciliation. Ce dont la Libye a le plus besoin aujourd'hui c'est la réconciliation, le pardon. En le disant j'ai une grande pensée pour le sage africain, Nelson Mandela, qui a dit une fois qu'à ses yeux " la plus grande vengeance c'est le pardon". Je crois qu'il y a trop de rancœurs accumulées en Libye. Il faut que les Libyens apprennent à se tolérer réciproquement, à se pardonner, à transcender les rancœurs et à s'éloigner de la rancune.

Mr Hott – M. Mahamat Saleh Annadif , un conseil, une recommandation ou une attente des pays africains pour améliorer le processus de sécurité et de paix, surtout, dans la zone sahélienne ?



M. Mahammat SALEH ANNADIF

Représentant spécial du SG des Nations Unies chargé du Bureau pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS)

Deux choses. D'abord, parlant du terrorisme, de l'extrémisme violent, j'ai l'habitude de dire que c'est un virus et dès qu'il entre dans le corps, il faut l'envisager dans le moyen et long-terme et pas dans l'immédiat. Donc, il faudrait que notre combat contre le terrorisme et l'extrémisme violent s'inscrive dans le moyen et long-terme.

Le deuxième élément, c'est que, comme vous le savez l'extrémisme violent s'inscrit là où il y a absence de l'État ou faiblesse de l'État, parce qu'aujourd'hui, les terroristes tendent à remplacer, à prendre la place de l'État. Je voudrais dire, au niveau des Nations Unies, nous avons initié depuis un certain temps, ce que nous appelons le plan de stabilisation immédiate sous l'égide du PNUD et autres agences des Nations Unies, qui a fait ses preuves au niveau du Bassin du Lac Tchad, qui est en train d'être lancé au niveau du Liptako Gourma. Ce qui consiste à dire, appuyons les États pour qu'ils puissent sécuriser un certain nombre de zones et investissons dans ces zones pour le retour des populations, pour le retour des services sociaux de base. Ce projet a été lancé au niveau du Bassin du Lac Tchad, il a commencé à faire ses preuves. Il y a deux mois, je suis parti à Ouagadougou, pour le lancer au niveau du Liptako- Gourma, je crois que c'est une initiative à encourager et qui mérite d'être soutenue par les différents pays du Sahel.

Mr Hott – M. Fries, pouvez-vous nous dire un peu, rapidement, les procédures pour accéder à ces facilités, parce que le Tchad en a besoin, la Libye aussi, les pays du Sahel en ont besoin ?



Charles FRIES

Secrétaire général adjoint pour la Politique de sécurité et de défense commune (PSDC), Union Européenne

Nous savons que les besoins sont immenses et l'enveloppe, comme je l'ai dit tout à l'heure, est hélas limitée à 5 milliards d'euros, mais on peut faire beaucoup de choses avec cette somme. J'ai déjà cité les pays avec lesquels nous allons travailler et la procédure est très simple. Il faut que ça soit une requête qui vient de l'État qui souhaite disposer de ces financements européens sur la base de cette requête, nous envoyons une mission pour mieux évaluer les besoins, nous

en parlons avec les 27 États membres. Toutes ces mesures sont, in fine, adoptées par les 27 États membres de l'union européenne et après nous mettons ceci en place avec des procédures assez encadrées pour vérifier la bonne utilisation des équipements. Vous savez, je l'ai dit tout à l'heure, une des originalités de cette nouvelle facilité c'est que, ce sont des équipements létaux, des armes et des munitions. C'est vraiment, extrêmement novateur, il faut en particulier pour les armes, un dispositif de sauvegarde et de contrôle, du bon contrôle de tous ces équipements sera accompagné de dispositifs assez stricts mais, je pense que c'est un partenariat extrêmement prometteur qui peut se mettre en place entre les pays africains et l'union européenne parce que nous voyons bien que pour assurer la sécurité, nous l'avons vu il y a peu de temps en RCA combien ça été un besoin criant. Nous voulons répondre de manière très concrète à ces demandes. Donc, la procédure c'est une demande de l'État, un accord par les 27 et après une mise en œuvre étalée dans le temps avec des procédures qui permettent de vérifier que tout se passe bien.

Mr Hott – Est-ce que la JICA, le Japon peut envisager de rejoindre l'Union européenne pour ce genre de facilités ?



Ryuichi KATO
Directeur Afrique JICA

Dans le cadre de la coopération internationale, les institutions comme l'Union Européenne ou la Banque mondiale, le Japon coopère et s'inscrit dans les actions menées par ces institutions.

Nous voulons améliorer les financements avec notre programme en prêt concessionnel, dons, coopération technique, c'est dans ce cadre-là que nous travaillons avec les autres institutions afin de mieux coordonner. J'aimerais aussi dire que nous finançons dans le capital humain, c'est vraiment important. J'ai longtemps travaillé au Sahel et ma conclusion c'est l'investissement sur le capital humain, surtout, la jeunesse. Il faut qu'on partage cet esprit de coopération.

Programme

Mardi 7 décembre 2021

10H15
12H15

Centre International
de Conférences
Abdou Diouf

Atelier 4

« Le continent africain face à la montée de l'extrémisme violent »

Modérateur : Anas EL GOMATI
Président (Sadeq Institute), Libye

M. Khassim DIAGNE
*Représentant spécial adjoint pour la protection et les
opérations au sein de la Mission des Nations Unies pour
la stabilisation en République démocratique du Congo
(MONUSCO)*

Mme. Maggie Janes LUCAS
Directrice Régionale pour le Sahel

Docteur Bakary SAMBE
Directeur Timbuktu Institute, Sénégal

M. Sayoko UESU
Senior researcher, Japon

Atelier 4

Le continent africain face à la montée de l'extrémisme violent

Modérateur : Anas EL GOMATI, *Président (Sadeq Institute), Libye*

L'atelier a été consacré aux éclairages sur la situation actuelle en matière de lutte contre la montée de l'extrémisme violent, aux plans politique et militaire, mais également aux pistes de solutions susceptibles de renforcer les politiques de prévention et les capacités de lutte en vue d'améliorer durablement la sécurité des populations.

Un des intervenants a souligné que les récentes attaques terroristes se développent avec virulence et sont relayées dans sur les réseaux sociaux. Eu égard au nombre croissant de recrues, il est urgent de développer des stratégies de prévention au niveau local et régional, en ciblant la jeunesse des zones rurales leur permettant de trouver des alternatives aux propositions des djihadistes

Par ailleurs, les stratégies de lutte devraient être coordonnées afin d'optimiser les ressources et rationaliser les efforts. La Monusco salue les efforts déployés, la coopération internationale s'est considérablement renforcée avec les efforts du Président Denis Sassou Nguesso. La Monusco s'emploie à faciliter les échanges afin que le travail de coordination soit fait et que les priorités des Nations unies soient prises en compte. Il nous faut une stratégie régionale intégrée afin de tirer le meilleur parti de la dynamique régionale. Deux priorités stratégiques de la Monusco : la protection des civils et l'appui aux gouvernements et aux forces de défenses et de sécurité (accélération du processus de désarmement, réforme du secteur de la sécurité etc..).

Selon un autre intervenant, la violence extrémiste affecte durement les sociétés. Il importe d'éviter la désinformation et les fausses informations. Du reste, les ONG ont un rôle central à jouer dans la prévention de l'extrémisme violent. Le développement des contenus terroristes en ligne est une de nos priorités en Europe. Il est urgent de lutter contre ces contenus extrémistes dans les réseaux sociaux, à travers la coopération avec le secteur privé. La protection des jeunes et des enfants, elle aussi, ne doit pas être en reste. Des guides sont développés dans ce sens.

L'intervention suivante a mis en évidence le rôle du Japon dans la lutte contre l'extrémisme violent au Sahel ? L'implication du Japon fait suite à une prise d'otages au cours de laquelle 10 ressortissants japonais avaient été assassinés. Cette intervention est accés sur la sécurité alimentaire et sur

l'amélioration de la protection sanitaire. Le Japon participe au financement du G5 Sahel. Toutefois, il est nécessaire de mettre en place un mécanisme de suivi de l'aide du Japon sur le terrain, pour s'assurer qu'elle parvienne aux populations pour mieux appuyer les communautés fragilisées. Pour ce faire, il faut créer des espaces de dialogue entre les communautés et reconstruire l'économie locale. C'est un travail de longue haleine.

Pour un autre intervenant, pourquoi sommes-nous toujours surpris ? Pourquoi sommes-nous toujours habités par un désarroi ? Telles sont les questions de l'intervention suivante. Pour y répondre, diverses perspectives ont été avancées.

Pendant longtemps, l'Afrique subsaharienne a toujours été considérée comme éloignée du Maghreb comme si le Sahara était une barrière infranchissable. La trop grande focalisation sur les enjeux religieux nous a fait oublier la dimension multifactorielle de l'extrémisme violent.

Aujourd'hui plus que jamais, nous assistons à un développement territorial spontané des djihadistes. L'idée fondamentale est d'éviter les solutions importées et surtout le tout sécuritaire. Serval et Barkane ont été mobilisés contre les groupes terroriste mais le problème persiste toujours. Les Etats ont échoué dans la prévention du phénomène. Cela ne sert à rien d'éliminer des cibles qui vont se régénérer. Au Mali, au Burkina Faso et au Niger le problème réside fondamentalement au niveau de la communauté PEULH. Le nombre de Peulhs avec le pastoralisme affilié à l'Al Quaida augmente de plus en plus. Une approche prospective et préventive est nécessaire

Les participants ont salué l'importance de cet atelier qui a permis d'apprécier l'action de tous les acteurs importants aux différents niveaux de gouvernance. Pour eux, il est urgent de se recentrer sur les populations et les autorités locales et de redoubler les efforts dans le domaine de la communication. La même détermination est attendue concernant le rôle des femmes et des jeunes filles dans la prévention et dans la lutte contre l'extrémisme violent.

Ils ont noté le décalage persistant entre les modes d'actions et stratégies des terroristes et les réponses des Etats en faisant remarquer que l'enjeu final des terroristes, ce ne sont pas les territoires, mais plutôt les populations.



Programme



Forum International de Dakar
sur la Paix et la Sécurité en Afrique

Dakar International Forum
on Peace and Security in Africa

Forum International de Dakar
sur la Paix et la Sécurité en Afrique

Dakar International Forum
on Peace and Security in Africa

Forum Inter
sur la Paix et

Dakar International Forum
on Peace and Security in Africa

Forum International de Dakar
sur la Paix et la Sécurité en Afrique

Dakar International Forum
on Peace and Security in Africa

Forum International de Dakar
sur la Paix et la Sécurité en Afrique

Dakar Inter

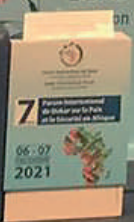
Forum International de Dakar
sur la Paix et la Sécurité en Afrique

Dakar International Forum
on Peace and Security in Africa

Forum International de Dakar
sur la Paix et la Sécurité en Afrique

Dakar International Forum
on Peace and Security in Africa

Forum



Mardi 7 décembre 2021

10H15
12H15

Centre International
de Conférences
Abdou Diouf

Atelier 5

« Le défi sécuritaire : coopération et autonomie stratégique des États africains »

Modérateur : Général de corps d'armée (CR) Babacar GAYE
*ancien Chef d'État-major général des armées (CEMGA) du
Sénégal*

M. Amiral Hervé BLEJEAN

Directeur de l'Etat-major de l'Union européenne

Mme. Emmanuela Claudia DEL RE

*Représentante spéciale de l'Union européenne pour le Sahel
(UE-Sahel)*

M. Paul-Simon HANDY

*Conseiller sénior des bureaux régionaux de Dakar et
Addis-Abeba Institute for Security Studies (ISS) Africa*

M. Lionel ZINSOU

*Ancien Premier ministre du Bénin et Managing Partner
SouthBridge Group (France)*

Atelier 5

Le défi sécuritaire : coopération et autonomie stratégique des États africains

Modérateur : Général de corps d'armée (2S) Babacar GAYE,
ancien Chef d'État-major général des armées (CEMGA) du Sénégal

Dans un premier temps, un interlocuteur a livré son analyse s'agissant de la volonté d'autonomie stratégique des États africains. D'abord, il a fait savoir que nous devons avoir une réflexion profonde sur les stratégies de sécurité. Les pays sont en train d'apporter des réponses spécifiques. Mais le plus important, c'est que nous devons beaucoup plus investir sur la sécurité. À titre illustratif a été donné l'exemple du président Macky Sall qui a partagé lors de la cérémonie d'ouverture du forum sa vision de la sécurité. En effet, cela demande plusieurs attentes. Non seulement, nous devons élargir le nombre de soldats, mais également réfléchir sur les mesures qui sont souvent prises et qui sont insignifiantes.

De même, la formation est capitale. Dans cette dynamique, il faut aussi faire en sorte que les différentes parties prenantes soient conscientes des enjeux de sécurité. Il a été rappelé que les pays du Sahel ont une certaine spécificité et il est plus que jamais opportun de joindre les forces pour faire face aux menaces sécuritaires. L'exemple de la Mauritanie a été cité avec la création d'un système de sécurité qui n'est pas du tout fiable. Le Burkina Faso de son côté aussi a mis en œuvre une stratégie, une philosophie existentielle pour sa sécurité. Néanmoins, la situation étant préoccupante pour l'ensemble des pays du Sahel, ces derniers sont alors obligés de coopérer en ce sens qu'ils ont les mêmes problèmes. La particularité de la Libye qui fait face à une insécurité transfrontalière a aussi été mise en exergue.

De la même manière, il est urgent de créer une certaine synergie entre les populations.

En conclusion, il a été souligné que nous avons des instruments fiables pour s'adonner à cela. C'est vraiment le moment pour que nous puissions aller de l'avant. Le Sahel est un élément très préoccupant et nous devons à la limite les soutenir, investir dans les zones assez dangereuses. La sécurité est un élément qu'il faut prendre au sérieux. C'est un frein au développement.

Dans ses propos, le second intervenant a évoqué l'autonomie des États dans les questions sécuritaires. De sa présentation, il faut retenir que le rapport des forces entre les terroristes et les États dans notre région joue pour l'instant assez dramatiquement en faveur des adversaires. Les pays côtiers sont désormais dans le champ de bataille et nous sommes

plus que jamais dans l'extension des problèmes sécuritaires. On est dans une dimension d'urgence et de danger.

Par la suite, il a procédé à la clarification du concept de l'autonomie. Selon lui, l'autonomie est la faculté de fixer ses normes, ses objectifs de façon indépendante, mais ça ne veut pas dire de façon solitaire. Autrement dit, les États ont intérêt à s'organiser collectivement, car ils ont le même ennemi. Cela demande donc une grande coopération. De même, il est bon de savoir que, plus on progresse dans l'autonomie, plus on a besoin d'assistance et de coopération. Et en parlant d'assistance, il a souligné qu'il préférerait le terme coopération. Par ailleurs, l'Alliance entre l'Union européenne, l'Union africaine et le G5 Sahel est à saluer dans la mesure où c'est une collaboration qui a des aspects réciproques. En effet, l'Afrique est à bien des égards un bouclier de l'Europe et assiste ce dernier dans sa sécurité.

Il a en outre insisté sur le fait que manifestement nous ne faisons pas face à un combat théologique et il ne faut surtout pas que l'on se laisse gouverner par les concepts de l'ennemi. En des termes plus clairs, les discours de désinformation doivent être bannis. Pour lui, l'approche stratégique doit s'inscrire dans un cadre de coopération et non dans la solitude. Donc, l'assistance ne résume pas totalement le sujet.

Un autre élément saillant de son intervention et qui mérite une grande attention est le rapport de force. En réalité, les groupes jihadistes sont de plus en plus riches et ils sont beaucoup plus riches que nous. Aussi, l'adversaire n'est pas fait de groupuscules isolés. Il est en coalition avec certains États souverains. Il y a des complicités souveraines qui évoluent avec le temps, mais elles existent. Autrement dit, il y a une criminalité organisée. Il y a la petite monnaie du trafic de drogue qui marche bien, des chaînes logistiques extrêmement sophistiquées avec des cartels mexicains, etc. Le trafic de cigarettes, d'armes, de faux médicaments sont des activités qui leur permettent de financer leurs opérations. Donc, il y a une organisation et, dans le rapport de force, l'adversaire est beaucoup plus souverain. Par voie de conséquence, si nous ne sommes pas en alliance, nous sommes faibles.

Il urge aussi de multiplier les forces de défense. Il y a quand même des aspects kilométriques qu'il faut prendre en compte.

Et ce n'est pas avec 13 000 hommes qui n'ont pas les mêmes compétences que les problèmes seront résolus.

Il faut savoir que nous avons les moyens financiers. Il faut donc sortir les dépenses militaires qui sont faites pour le compte de la sécurité collective. Ça n'aura aucune influence sur l'inflation. Cela ne créera aucun déséquilibre macroéconomique.

Bref, il faut une réelle volonté politique et savoir que l'économie de guerre, c'est aussi la multiplication des collaborations.

L'intervenant suivant a fait ressortir la nécessité d'évaluer la capacité des forces armées militaires. Selon lui, la Défense est une brique. En effet, il y a la brique de la défense et de la sécurité intérieure. Il y a aussi la brique de la consolidation de l'État et la brique du développement social. Tout ça doit être mis en œuvre pour assurer une meilleure sécurité. L'Union européenne essaie d'aider les États et pas moins de 8 millions d'euros ont été investis depuis 2005. C'est le budget d'une ville moyenne en Europe. Il a également mis en exergue trois piliers qui lui semblent fondamentaux. Il s'agit de la formation, de la consolidation structurelle et de l'entraînement.

Puis, un intervenant a ajouté deux remarques :

- Il y a quelques années, on nous disait que les marchés financiers régleraient les problèmes, je suis content d'entendre parler de coopération ;
- On est toujours le junior en matière de partenariat

La question de l'autonomie stratégique en Afrique : trois points :

- La définition de la nature des défis : la capacité des acteurs à analyser leur environnement, comprendre les dynamiques et identifier les outils. Au niveau national, il y a une faiblesse des États à analyser l'environnement, à définir les problèmes. Adopter des centres d'analyses indépendants au risque d'adopter des solutions mal adaptées. Deux exemples, les questions de migrations qui sont difficiles et les questions du changement climatique. Ce sont des défis qui ne se posent pas de la même façon en fonction des besoins des pays.
- L'identification des solutions. Si en face des 2 roues on a des voitures blindées, la question de la sécurité n'est pas encore réglée.
- La mise en œuvre des problèmes : Il y a un problème, car l'extrémisme violent peut être très local dans certains contextes.

Les questionnements :

- La part de responsabilité des États : il est nécessaire d'analyser l'autonomie et d'aborder la question financière. Éviter d'avoir des solutions toutes faites pour y trouver des problèmes. Ne pas oublier les questions de recevabilité dans les questions de défense et de sécurité.

Dans les discussions suivant les présentations, il a été convenu que le multilatéralisme est la solution. D'autres pays européens trouvent important de participer à ces missions. C'est le cas de certains pays d'Europe de l'Est. Il y a également la question de la maturité des pays du Sahel.

L'Afrique a ses faiblesses : pas de fabrication d'armes en Afrique. La troisième dimension ?

Pas convaincue du rapport de force, la supériorité est tactique sur le plan des opérations. Ce sont les groupes terroristes qui choisissent les lieux où l'État n'est pas présent. Il y a également un phénomène nouveau, celui de l'utilisation d'indigènes qui ont une bonne connaissance du terrain.

On note un malaise face au sens que nous donnons aux mots. Nous avons comme problème la gouvernance. On nous parle de multilatéralisme, mais ce n'est qu'un adjectif. L'Europe s'érige en puissance morale alors qu'elle fait partie de l'OTAN. Pendant que certaines contributions se demandent comment l'État peut trouver des financements de la sécurité par la fiscalité, d'autres pensent qu'il faut mettre en avant la coopération civilo-militaire avec une inclusion des populations.

La question de l'autonomie, comment renforcer l'interopérabilité pour que les forces des États puissent opérer de façon concrète a également été évoquée. Étant donné que chaque contexte est unique, il faut l'étudier de façon individuelle. L'Afrique produit peu d'armes. L'industrie d'armement est un énorme pourvoyeur d'emplois.

L'UA souffre du manque de volonté politique de la part des États, surtout le Conseil de paix et de sécurité.

La dimension est celle des guerres modernes avec des capacités militaires très coûteuses. La capacité de régénération des forces armées africaines est tellement extraordinaire que certains États comme la Somalie investissent dans le social.

La mise en place de standards par les forces africaines et la nécessité d'avoir des systèmes de communication identiques entre armées.

Il faut souligner l'urgence dans la mise en œuvre et le déploiement des forces, la gouvernance efficace, la corruption.

Il faut de l'autonomie et renforcer la solidarité.

Programme

Mardi 7 décembre 2021

10H15
12H15

Centre International
de Conférences
Abdou Diouf

Atelier 6

« Contrôle et maîtrise des espaces maritimes »

Modérateur : Timothy WALKER,
*Directeur Programme Sécurité Maritime ISS Africa
(Royaume-Uni)*

Tobin BRADLEY
*Deputy Assistant Secretary in the Bureau of International
(USA)*

Bernard QUINTIN
*Directeur Général adjoint pour l'Afrique du service Européen
pour l'action Extérieure (Belgique)*

Jean Philippe PIQUART
Chef d'équipe projet Golfe de Guinée

Shinji SUZUKI
*Attaché de Défense de l'Ambassade du Japon en France
(Japon)*

Contre-Amiral Oumar WADE
Chef d'Etat-Major de la Marine Nationale Sénégalaise

Atelier 6

Contrôle et maîtrise des espaces maritimes

Modérateur : Timothy WALKER, *Directeur Programme Sécurité Maritime ISS Africa*

Cet atelier a visé à décliner les enjeux et défis actuels et futurs du contrôle des espaces maritimes africains et à proposer des solutions en vue de leur maîtrise durable et leur valorisation par les États concernés. Au cours des travaux, il a été discuté des enjeux et défis du contrôle des espaces maritimes africains des lignes de fractures maritimes par une meilleure coordination des architectures régionales, d'harmoniser les cadres juridiques nationaux, du renforcement des capacités des acteurs maritimes, de la protection plus efficace des ressources, de la montée en puissance et la modernisation des moyens des marines nationales africaines. Les différents panélistes n'ont pas manqué d'évoquer les efforts employés par les États du golfe de Guinée et leurs partenaires, mais également les défis auxquels ils sont confrontés et également des pistes de solutions de manière à renforcer la sécurité.

La première intervention a porté sur la politique japonaise en Afrique en insistant sur le renforcement de capacités en matière militaire. Le nombre d'actes de piraterie a diminué. L'intervenant a surtout insisté sur l'ordre maritime, la lutte contre la contrebande, la piraterie et les questions de paix et sécurité en l'occurrence à Djibouti. Ce pays a une position stratégique et géopolitique particulière en Afrique. C'est un pays maritime qui exporte et beaucoup de pays attachent une importance à la lutte contre la piraterie maritime. Les garde-côtes japonais mènent des activités de lutte contre la piraterie afin de sécuriser les espaces maritimes. Le Japon continue d'entreprendre des actions de lutte contre la piraterie avec un grand dispositif, un avion et un personnel de garde-côte composé de 200 personnes concernant les opérations de sécurisation et lutte contre la piraterie. Le Japon s'engage à sécuriser les navires dans toute la zone de la corne. D'ailleurs, en 2017, les garde-côtes japonais ont organisé des formations avec le centre djiboutien financé par le Japon. Le Japon contribue à renforcer les capacités des armées. Il existe certaines limites et des problèmes que rencontrent les garde-côtes. Il y a cette stratégie pour et nous continuerons à lutter contre ces problèmes.

La deuxième intervention s'est organisée en trois temps : l'identification des gaps capacitaires, les mécanismes entrepris avec les partenaires et les pistes de solutions. Parlant de l'architecture de Yaoundé 2013, c'est le cadre de référence, le code de conduite en matière de coopération entre les États sur la criminalité maritime. Il s'agit d'un cadre

de mutualisation des moyens avec cinq centres régionaux, deux en Afrique de l'Ouest et trois en Afrique centrale. En effet, il y a un besoin pressant de coopération judiciaire et d'un cadre favorable à la mutualisation des moyens. Après 8 ans d'exercice, il y a des obstacles. Le premier obstacle réside dans l'adoption d'un cadre juridique tout en sachant qu'il est difficile d'harmoniser. C'est un grand défi qu'il faut relever si l'on veut résoudre efficacement le problème. Il y a tout de même des efforts consentis pour juger les criminels. Deux principes sont importants à ce niveau : la généralisation de l'intervention et l'échange d'information. Chaque pays doit pouvoir avoir la capacité de surveillance de son domaine maritime. Il est difficile de faire du régional encore moins de l'international. Il faudra pour plus d'efficacité et d'appropriation essayer de faire du Bottom-up, partir du bas pour créer l'architecture de la sécurité maritime. Il serait bien pour chaque pays de disposer d'un centre de surveillance maritime et de renforcer les capacités de surveillance par des moyens technologiques modernes à l'image des drones, des satellites, etc. L'érection d'un centre sous régional de collecte, fusion et analyse de l'information maritime. Il y va de la crédibilité même des actions. Ceci dans le cadre d'un monitoring de l'espace maritime au large de nos côtes à travers des moyens d'intervention pour une réaction rapide. Il faudrait qu'il y ait une appropriation des Chefs d'État-Major, une appropriation de l'architecture de Yaoundé. Il faudrait également travailler sur la diffusion et la gestion de l'information maritime.

La troisième intervention a consisté en une brève présentation de la plateforme pour coordonner et lutter efficacement contre la piraterie maritime au golfe de Guinée et la sécurité maritime. Il s'agit de la plateforme YARIS (Yaoundé Architecture Regional Information System) qui est destinée à être l'outil d'échange d'information entre les 27 centres maritimes de l'architecture de Yaoundé, ses partenaires et parties prenantes, intervenant au large de 6 000 km de côtes. Elle est conçue d'abord comme un outil de connaissance de la situation maritime (MSA) permettant à la fois de connaître ce qui se passe en mer et de coordonner des opérations en situation de crise. L'Architecture de Yaoundé comporte principalement trois idées fortes : la mutualisation et interopérabilité, l'harmonisation et le partage de l'information. Ainsi, il y a un réel besoin d'un système d'information dédié, travailler à agréer les sources d'information, partager ces informations et coordonner. Il faut cet outil de souveraineté maritime des

pays membres et il faut aussi une ferme volonté des pays de créer un réseau et connecter les moyens aéronavals. Il y a beaucoup d'opportunités à utiliser YARIS pour améliorer la coordination avec les partenaires extérieurs. Parmi ces opportunités, il y a la consolidation de la souveraineté et le transfert de compétences. Il faudra donc travailler à mettre sur des tablettes ou des smartphones la plateforme pour avoir l'information à temps réel).

La quatrième a souligné le fait que l'Afrique est au cœur du monde, des routes du trafic, des océans. L'intervenant a présenté ainsi des défis liés à la maîtrise des espaces maritimes, les ressources et les dangers. L'Afrique et l'Europe sont liées par la mer, pour le meilleur et pour le pire. Le commerce triangulaire, le drame de la migration irrégulière, mais aussi la sécurité maritime. Nous avons un espace maritime en commun (méditerranée) et, par conséquent, des intérêts stratégiques communs. La lutte contre le trafic d'armes et de drogues est aussi un enjeu dans le golfe de Guinée qui est en proie à l'insécurité avec 80 à 90% de la piraterie. Depuis 2008, l'UE entreprend des opérations sur les côtes somaliennes. Dans les missions, 500 personnes militaires et civils au large de la corne. L'Afrique doit être au cœur des enjeux et défis mondiaux. La dernière résolution du conseil de sécurité a manqué d'ambition sur ces questions. La présence maritime coordonnée, un cadre de coordination des moyens participe au renforcement de la légalité maritime, le contrôle de la façade est du continent africain et la lutte contre la pêche illégale afin de renforcer l'économie maritime. Il faudra aussi favoriser une économie bleue, réduire la pollution en espace maritime. La vision devrait être intégrée et holistique, pour assurer véritablement la sécurité, gage de tout développement. L'Europe est prête

à poursuivre ses efforts en matière de protection de l'espace maritime.

Enfin, le dernier intervenant a, à son tour, axé son intervention sur la nécessité de placer l'Afrique au cœur des stratégies. Selon lui, les défis dans la coopération maritime sont énormes et nécessitent des systèmes judiciaires d'application de la loi. Il y a eu des résultats et les USA sont impliqués dans 60 années de diplomatie avec le Sénégal et sont prêts à poursuivre les efforts. Il faudra asseoir la confiance et combattre les crimes organisés afin d'avoir des résultats découlant de la coopération. Il a fini par saluer le leadership du Sénégal en la matière.

Des contributions ont été notées surtout en ce qui concerne l'architecture de Yaoundé. Des participants ont préconisé la nécessité d'aller vers un audit pour voir ce qui a marché et ce qui n'a pas marché. En outre, il y a un mélange entre la partie politique et la partie opérationnelle, ce qui rend difficile la mise en œuvre. D'autres participants sont revenus sur le problème de cohérence des agendas avec les partenaires. Il est important de saluer les efforts des partenaires, nous avons affaire à beaucoup de partenaires et chacun à son propre agenda, et c'est un éternel recommencement. La présence maritime coordonnée vient à son heure. Des questions n'ont pas manqué, surtout à propos de la présence maritime coordonnée. Va-t-elle s'accroître ? Quel est son impact ? Les intervenants ont tenté d'apporter des réponses concrètes. Il ressort que nous devons nous regrouper en termes d'intérêt et que la coordination est fondamentale. C'est le rôle du pays d'assurer cette coordination entre les partenaires.



PERSPECTIVES

7^{ème} FORUM INTERNATIONAL DE DAKAR SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ EN AFRIQUE

Diverses problématiques sécuritaires ont retenu l'attention lors de la 7^{ème} édition du Forum de Dakar. La réflexion autour de telles questions et autres continueront d'interpeller Dirigeants et Experts :

- **l'autonomie stratégique :**

- Intervenant dans un contexte de crise**

Du multilatéralisme, la pandémie de Covid-19 et ses différentes itérations pathogènes ont mis en évidence la nécessité d'assurer l'autonomie des États africains dans les domaines stratégiques que sont la sécurité, l'alimentation, l'énergie, la santé, etc. Bâtir des synergies durables devient un impératif pour préserver le continent des chocs exogènes qui ne cessent de le fragiliser d'année en année. Ainsi, c'est toute la stratégie de résilience du continent face aux crises globales qui mérite d'être redéfinie. L'objectif étant de réduire les vulnérabilités du continent, à défaut de les éliminer, et d'optimiser ses avantages comparatifs dans la collaboration avec les partenaires

- **le financement de la paix :**

De nombreuses missions onusiennes déployées en Afrique semblent avoir montré leurs limites quant à leur efficacité, malgré les ressources financières mobilisées. Dans le même temps, les États africains peinent à trouver les ressources endogènes nécessaires au financement des opérations de paix sur le continent. Le Fonds pour la paix de l'UA stagne depuis plusieurs années et tarde à se muer en un mécanisme opérationnel de financement suffisant, prévisible et durable. Face à cette situation, il est urgent de prendre en charge la question du financement de la paix de manière globale. Au même moment, se pose la problématique des pesanteurs liées à la gouvernance économique mondiale ; laquelle soumet les États africains à un contrôle budgétaire strict qui ne laisse aucune marge à l'allocation conséquente de ressources au domaine de la sécurité. Du reste, l'apport des partenaires extérieurs, notamment l'UE à travers la nouvelle Facilité européenne pour la paix (FEP), mérite d'être rationalisé. Bref, l'Afrique doit se donner les moyens d'assurer sa propre sécurité en repensant son partenariat pour la paix, pour l'adapter à son architecture de paix et de sécurité.

- **Menaces transfrontalières ou transrégionales :**

L'analyse de la situation politico-sécuritaire en Afrique laisse apparaître l'existence de conflits transnationaux voire transrégionaux.

Souvent associée au territoire sahélien du Liptako-Gourma – dit « zone des trois frontières » entre le Mali, le Niger et le Burkina Faso, cette menace n'en est pas moins présente dans le bassin du lac Tchad, mais surtout dans l'espace pivot situé entre l'Afrique de l'Est, l'Afrique centrale et l'Afrique australe. Si bien que se dégage désormais un véritable continuum d'instabilité formant une diagonale insécuritaire scarifiant le continent, du Sahel au canal du Mozambique.

L'insécurité chronique, la faiblesse, voire dans certains cas, la faillite de l'État, les difficultés d'intégration des populations vivant dans ces aires de circulation, la prolifération des trafics illicites, le sous-développement économique ou encore le déficit de coopération entre voisins sont autant de symptômes caractéristiques de ces régions soumises à ces menaces transfrontalières.

Il importe, ce faisant, d'en examiner les causes profondes qui constituent un terreau fertile à l'action des groupes extrémistes, à l'instar de Boko Haram, de l'État Islamique, de l'Armée de résistance du seigneur (LRA) ou encore d'Al Shabab.

- **Construire la Paix autrement en Afrique :
l'approche communautaire**

Alors que des initiatives sous régionales et internationales se multiplient, les réponses efficaces se font toujours attendre face aux groupes jihadistes et à la criminalité organisée qui gagnent du terrain. Ces mouvements extrémistes, guidés par leur sombre dessein, instrumentalisent les antagonismes entre les communautés, créant ainsi des affrontements intercommunautaires. Une meilleure approche des dynamiques conflictuelles en cours est sans doute incontournable pour améliorer l'efficacité des réponses. L'exploration de nouvelles pistes, autres que sécuritaires, devrait être envisagée. Parmi celles-ci, figure l'approche communautaire par le recours au dialogue et à la valorisation des cultures et savoirs traditionnels. En effet,

la violence aveugle qui secoue une partie du continent semble être le symptôme d'une rupture de confiance profonde entre les gouvernants et les populations. Il s'agit de refonder le dialogue avec et entre les communautés en les plaçant au cœur des stratégies de sortie de crise. L'Afrique ne devrait-elle pas mieux dialoguer avec elle-même ? L'implication directe des communautés (jeunes, femmes, société civile) dans la recherche de solutions devrait être privilégiée.

- **les changements climatiques :**

La majorité des pays du monde ont fini de prendre conscience des effets des changements climatiques. En dépit de la signature de l'Accord de Paris, beaucoup d'efforts restent encore attendus de la communauté internationale. Aujourd'hui, cette situation impacte lourdement l'Afrique qui semble être le continent le moins pollueur, mais paradoxalement le plus vulnérable aux changements climatiques. Il s'y ajoute que les dernières conclusions de la COP 26 annonçant la suspension prochaine des financements destinés aux énergies fossiles sonnent comme une menace à l'industrialisation de l'Afrique. Comment envisager un décollage économique et social en Afrique sans le recours aux énergies fossiles ? Le plaidoyer entamé par le Président Macky SALL, pour que l'Afrique ne soit pas la première victime de la transition énergétique en cours, mérite d'être approfondi et intégré à la thématique globale « Impacts du changement climatique sur le développement de l'Afrique ».

- **la gouvernance démocratique :**

Après près d'une décennie de calme et de transition démocratique, l'Afrique, et plus spécifiquement son espace francophone, fait face à une vague de coups d'État avec un renversement des régimes démocratiquement élus ou de régimes de transition par des pouvoirs militaires. Unanimement condamnés par la communauté internationale, ces phénomènes, au vu de l'acuité avec laquelle ils se posent, interpellent Décideurs et Experts quant à l'efficacité des instruments de prévention des conflits ainsi que des crises, politiques ou sécuritaires.

Autant de questions qui continueront de rythmer la situation politico-sécuritaire sur le continent et d'interpeller tant les pays africains que leurs partenaires.

Programme

Mardi 7 décembre 2021

14H00
16H30

*Centre International
de Conférences
Abdou Diouf*

Cérémonie de clôture

Mme. Aïssata Tall Sall,

*Ministre des Affaires étrangères et des Sénégalais de
l'Extérieur, République du Sénégal*

Discours du MAAFSE



DISCOURS DE CLÔTURE

DE LA MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DES SÉNÉGALAIS DE L'EXTÉRIEUR

Au nom du Président de la République, Son Excellence Monsieur Macky Sall, et du Gouvernement du Sénégal, permettez-moi de vous dire à quel point nous sommes fiers de vous compter parmi nous, ici, à Dakar. Merci !

Excellences, Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs, Messieurs les Officiers généraux, Mesdames, Messieurs les représentants des organisations gouvernementales et non gouvernementales, chers partenaires, mes chers invités, vous me permettez de vous parler avec mon cœur. Monsieur le Secrétaire d'État Moïse Sarr, vous vous associez bien sûr à moi dans cette cérémonie pour que l'ensemble du Ministère des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur soit présent pour échanger avec nos honorables invités.

Je voudrais donc dire combien nous sommes reconnaissants à tous nos participants d'être venus assister à cette 7^e rencontre de Dakar, qui, décidément, marquera un tournant dans ce forum. Ce forum aura été marqué par deux choses fondamentales. La première, c'est, avant toute chose, le niveau et la qualité des participants, la seconde c'est la richesse des idées émises.

De tout temps, le forum de Dakar a servi de cadre aux éminentes personnalités du continent, mais aussi venues d'ailleurs, de tous les horizons, pour débattre de questions qui engagent le devenir de notre humanité et de notre existence en commun. Assurément, cette année, nous avons eu le privilège particulier d'écouter nos Chefs d'État, éminents leaders, porteurs de cette grande voix du continent africain. Je crois que cela a été un moment remarquable. Nous avons eu droit à la grande intervention du Président sud-africain Matamela Cyril Ramaphosa, qui a insisté sur les modalités qui permettront à l'Afrique d'être plus résiliente, notamment grâce à l'appropriation des vaccins, par la souveraineté sanitaire et pharmaceutique. Cette résilience passera également par les revendications que l'Afrique doit avoir quant aux principes directeurs devant fonder son développement et à l'appropriation de ses ressources pour assurer et asseoir ce développement.

Après lui, nous avons eu le Président de la Guinée-Bissau, le Général Umaro Sissoco Embaló, qui a évoqué son expérience, celui d'un pays qui est sorti d'une longue période de troubles internes pour arriver, enfin, à établir une stabilité politique permettant de mieux assurer son développement économique. Comme souligné par Florence Parly, Ministre française des

Armées, le Président du Niger, Mohamed Bazoum, a passé au laser les difficultés de sécurité que nous rencontrons ici, en Afrique. À travers l'exemple du Niger, son intervention nous a offert un éclairage sur les difficultés types que les pays de la région rencontrent. Ce discours a permis de mettre en avant tout le courage qu'il nous faut pour, tout d'abord s'interroger sur les vrais problèmes qui se posent à nous, et pour ensuite trouver des solutions durables à ces défis. Enfin, le Président du Conseil européen, Charles Michel, a développé une grande plaidoirie pour réaffirmer l'importance de la relation entre l'Union africaine et l'Union européenne, et rappeler que celle-ci doit incarner un vecteur qui doit désormais porter notre coopération.

Bien sûr, nous avons également eu la chance d'entendre la Vice-Ministre des Affaires étrangères du Japon, Madame Takako Suzuki. À cette occasion, vous me permettez de saluer le Japon pour sa grande contribution au succès de cette conférence depuis sa création en 2014. Enfin, nous avons pu écouter le discours de Madame Florence Parly, ministre française des Armées, dont le pays, la France, est le soutien historique du Sénégal dans la tenue de ce forum, et qui organise aussi, à son niveau, un forum analogue qui va de pair avec le Forum de Dakar.

À travers toutes ces interventions, nous avons compris que le développement et la sécurité vont ensemble et qu'il est impossible de concevoir ce développement sans la stabilité, sans la sécurité. Aucune paix, aucune sécurité, aucune stabilité ne peut être porteuse d'espoir si elle n'est pas tournée vers le développement et pour le développement. Voilà les leçons que nous avons entendues, ici, hier. Mais ces leçons, nous pouvons dire que nous les connaissons presque déjà. Ce qui a été pertinent hier, c'est la mise en œuvre de ces solutions à ce niveau extrêmement important de décision. Je pense donc que les Chefs d'État qui se sont relayés à cette tribune n'ont pas été avares en perspective, en solutions et en recommandations.

Alors, nous voulons assurer un monde post-covid de stabilité. D'abord, comme nous l'avons vu, comment être résilient face à cette maladie qui, tous les jours, nous livre un nouveau tour de son sac ? Comment être résilient face à cette pandémie, où tous les jours nous devons faire face à de nouveaux phénomènes que cette maladie entraîne ? Nous pensons donc que le multilatéralisme, la coopération internationale, l'interpénétration des Peuples, des économies et des leaders, constituent des éléments fondamentaux pour arriver à bout de cette crise, car personne ne pourra s'en sortir seul.

À partir de là, imaginez de nouveaux paramètres pour bâtir l'émergence de nos économies. Hier, je crois qu'il a été beaucoup plus question d'économie que de sécurité et de post-covid. Ainsi, comment arriverons-nous à financer le développement ? Les droits de tirage spéciaux, il en a été

question tout le long de la journée. Telle une manifestation de cette solidarité que les pays développés devraient pouvoir faire montre ; ce mécanisme de financement doit être mis à disposition des pays en développement qui en ont tant besoin. Conscientes du défi, des grandes puissances ont déjà commencé à réallouer leurs DTS aux pays en développement. Malgré tout, sans doute que sans la pandémie de la Covid-19, sans les problèmes d'insécurité qui touchent l'ensemble du monde, peut-être que celui-ci n'aurait jamais pensé parvenir à ce niveau de coopération et à ce niveau de solidarité.

Au cours de ce Forum, il a également été question de la transition énergétique. Comment faire, après les différentes COP qui se sont succédées, y compris la toute récente COP 26 qui s'est tenue à Glasgow, pour allier notre souci de préservation de la planète, de préservation de l'humanité entière et de notre devenir, et les préoccupations des États africains dans l'exploitation de leurs ressources naturelles ? Pouvons-nous accepter, ici et maintenant, que le gaz puisse être considéré comme une énergie fossile pendant que les pays développés, qui nous soumettent à ce dictat absolument indépassable, sont, pour certains d'entre eux, encore en train d'exploiter du charbon, qui reste la première énergie fossile des énergies fossiles ? Voilà ce que nous avons entendu hier et voilà comment nous allons, à partir de ce constat, pouvoir dessiner notre société de demain.

Les travaux dans les ateliers ont été très passionnés, très utiles. En tant que chargée de l'organisation de ce forum par le Président de la République, Macky Sall, je m'engage, ici, à ce que nous puissions éditer les cahiers du forum de Dakar. Ces cahiers concentreront l'ensemble des discussions, les idées qui ont été émises et débattues. Ce format illustre parfaitement l'identité de ce forum, qui voit des décideurs politiques, des experts, des libres penseurs ou encore des scientifiques se rencontrer et débattre de manière libre pour proposer aux leaders du monde une voie qui nous permettra d'arriver au bout de nos difficultés. En effet, *l'alpha et l'oméga* de la question est bien cela. Comment faire pour que toutes les idées jaillissent ? Comment faire pour qu'à partir de ces idées, les plus libres et originales possibles, les décideurs puissent tracer une ligne de conduite et une pensée claire qui va sous-tendre leur action ? Je pense donc que notre forum, le 7^{ème} du genre — d'ailleurs nous avons souhaité le qualifier de forum de la maturité en raison de la qualité des présentations auxquelles nous avons assisté, par la profondeur, la passion, la sincérité de ces débats — a véritablement répondu à cette qualification de forum de la maturité. Alors, je m'engage à ce que ces cahiers soient édités pour que chacun puisse en disposer, pour que nous puissions continuer la réflexion, car tout ne peut pas être réglé ici. Cette réflexion devra par conséquent se poursuivre pour que, d'ici la tenue du prochain forum, nous puissions faire une évaluation claire de la situation sécuritaire qui nous permettra d'arriver à la 8^{ème} édition en

étant toujours mieux préparés, toujours mieux outillés.

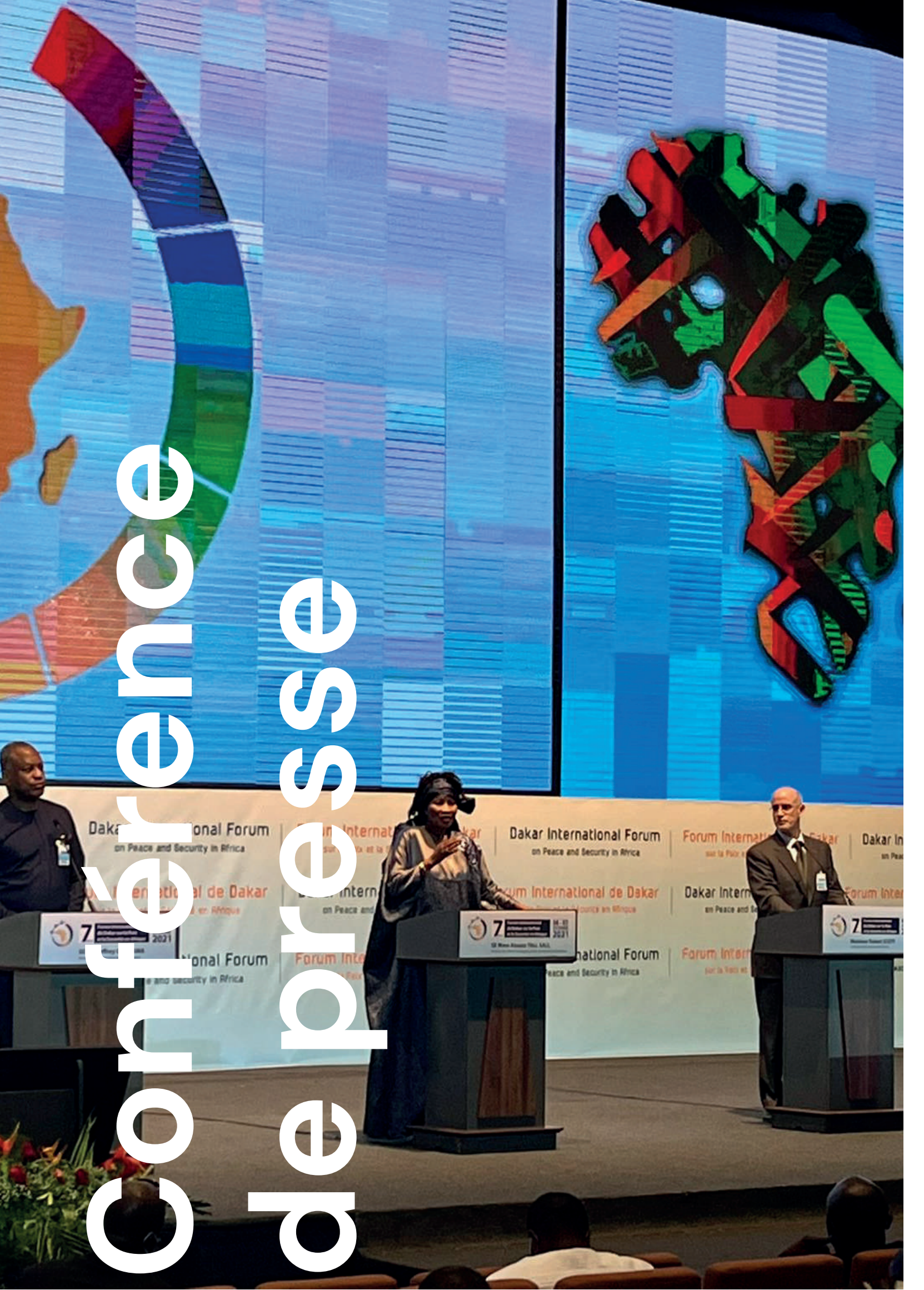
C'est pour moi l'occasion d'en terminer en remerciant nos Chefs d'État. En premier lieu, le Président du Sénégal, Macky Sall, qui a eu l'idée de ce forum, qui l'a accueilli et qui a mis sa détermination personnelle pour que tout le monde soit mobilisé à sa réussite. Je voudrais le remercier également pour son discours vibrant, non pas au nom du Sénégal, mais nous pouvons le dire, au nom de l'Afrique toute entière. Remercions également le Président Ramaphosa, le Président Bazoum, le Président Embalo, remercions nos partenaires historiques que sont la France et le Japon, remercions aussi tous ceux qui ont contribué, notamment le directeur général de l'OMS, que nous venons de suivre par vidéo, le Président du Comité international de la Croix-Rouge et toutes ces hautes personnalités. Bien sûr, je voudrais tout particulièrement vous remercier, vous, les experts qui avez débattu durant ces deux jours. Soyez-en convaincus, ces échanges ne seront pas vains et seront utilisés de la meilleure manière possible pour les Peuples africains et les Peuples de tous les continents, car comme l'a rappelé Charles Michel « ce forum doit être un trait d'union entre les continents ».

Enfin, comme vous le savez, le Président Macky Sall présidera l'année prochaine aux destinées de l'Union africaine, tandis que la France présidera l'Union européenne. Nous sommes déjà au travail pour tracer les perspectives de cette collaboration au bénéfice des deux continents. Nous allons donc continuer à le faire, car ce que nous souhaitons n'est pas de résoudre tous les problèmes, cela est utopiste. Mais, l'ambition commence quand on est réaliste, quand on se dit ce que l'on peut réaliser dans ce laps de temps. Voilà pourquoi je m'engage à le faire. Je pense que nous serons réalistes, Union africaine et Union européenne, et ensemble nous ferons faire un progrès notable à nos deux continents, mais plus particulièrement au continent africain qui en a tant besoin. Je pense, en particulier, à la mobilisation de ces énergies au profit de la jeunesse africaine afin qu'elle puisse s'éduquer, qu'elle puisse bénéficier des emplois qu'elle mérite d'avoir et qu'elle soit au front du développement comme le sont les adultes. Comment nous approprier nos richesses minières quand on voit toute l'exploitation qui en est faite et que l'Afrique ne parvient pas à fabriquer un produit semi-fini et que tout est exporté en matière brute par la suite transformée en dehors du continent ? Comment lutter contre les changements climatiques ? Comment protéger les femmes et les filles exposées à des violences multiformes sur le continent qui handicapent son développement économique ? Comment faire, comme le disait le Président Macky Sall, pour parvenir au financement de nos économies, notamment en ayant notre propre agence de notation et que nos économies ne dépendent plus de cabinets internationaux qui viennent noter nos États sans prendre en compte nos réalités économiques et sociales ?

Voilà, les questions que le Forum de Dakar pose. Voilà les questions auxquelles vous avez tenté d'apporter des réponses. Et voilà les réponses pour lesquelles les présidents vont s'engager à la mise en œuvre au bénéfice de notre continent et de nos partenaires.

Je vous remercie de votre aimable attention !

conference de presse



Remerciant les différents participants de la qualité des échanges au cours de cette 7^e édition du Forum de Dakar, Madame Aïssata TALL SALL, Ministre des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur (MAESE) du Sénégal, a loué les vertus du multilatéralisme, de la coopération internationale, de la solidarité entre Etats, mais surtout de l'intégration des Peuples africains dans la riposte à cette pandémie de COVID19, la relance des économies et la préparation aux prochaines pandémies. Madame le Ministre est également revenu sur les menaces sécuritaires qui interpellent toujours les décideurs et experts du continent, mais aussi d'ailleurs, et qui ont pour noms le terrorisme, l'extrémisme violent, la cybercriminalité, les conflits armés, les changements anticonstitutionnels de Gouvernement ; lesquels sapent la stabilité du continent et font entrave à son émergence. Ainsi a-t-elle mis l'accent sur le financement de la paix, le dialogue entre les Peuples ou encore le partenariat international pour conjurer ces menaces.

Pour sa part, après avoir félicité les Autorités sénégalaises pour l'organisation du Forum, qui plus est dans un contexte encore marqué par la crise sanitaire, Monsieur Robert K. SCOTT, Secrétaire d'État adjoint aux Affaires africaines, a tenu à noter que les facteurs d'incertitude augmentaient autour de la situation sécuritaire du continent africain, incluant des questions liées à la bonne gouvernance, aux effets des changements climatiques, à l'accès à l'éducation ou encore

à un accès insuffisant aux ressources alimentaires. Pour combattre le terrorisme, il est ainsi nécessaire de disposer d'institutions et d'administrations fortes pouvant fournir des services aux populations. Dans ce contexte, les ministères de l'Agriculture, de l'Éducation et de la Défense ont un rôle particulier à jouer. Enfin, s'inscrivant dans les propos de Madame Aïssata TALL SALL, les États-Unis encouragent le dialogue dans le règlement des crises.

Enfin, Geoffrey ONYEAMA, Ministre des Affaires étrangères du Nigéria, a également milité en faveur du dialogue, reconnaissant qu'il pouvait être parfois difficile à établir. Les échanges sont nécessaires tout particulièrement pour coordonner les politiques et les moyens à mettre en œuvre pour sortir de la crise sanitaire, un sujet d'actualité qui a, naturellement, été au cœur des discussions lors de cette 7^{ème} édition du Forum de Dakar. S'agissant du règlement des nombreux défis sécuritaires dans la région, le responsable nigérian a rappelé que son pays y prenait toute sa part. Le Nigeria lutte contre les djihadistes de Boko Haram, dont les actions touchent le Tchad, le Niger et le Cameroun. Selon lui, la CEDEAO doit renforcer davantage son implication sur ces questions, en favorisant l'émergence de réponses concertées et collectives. Elles n'en seront que plus puissantes dans leur mise en œuvre et permettront d'aboutir à des victoires collectives, au profit de l'ensemble des pays et des populations de la sous-région.



Geoffrey ONYEAMA
*Ministre des Affaires étrangères
République fédérale du Nigeria*



Aïssata TALL SALL
*Ministre des Affaires étrangères et
des Sénégalais de l'Extérieur de la
République Sénégal*



Robert K. SCOTT
*Secrétaire d'État adjoint
au Bureau des Affaires africaines
États-Unis d'Amérique*

En images

Le Forum de Dakar en Images







Le Forum de Dakar





Presse

Le Forum de Dakar dans les médias

11/12/2021

Coûteuse couardise !
RFI

10/12/2021

Insécurité au Sahel : trois chefs d'État africains et le président de la Commission de l'UA débattent sur RFI
RFI

08/12/2021

Forum de Dakar : Mohammed Bazoum cible la lutte contre le trafic d'armes
Africa News

08/12/2021

« Je m'engage ici à ce que nous puissions éditer les cahiers du Forum de Dakar... » Me Aïssata Tall Sall
Dakar Actu

08/12/2021

La corruption ruine l'économie d'une Somalie abandonnée par la communauté internationale
Africa Presse Paris

08/12/2021

Umaro Sissoco Embaló : « Si l'on m'envoie Obama, alors je livrerais Antonio Indjai ! »
La Tribune Afrique

08/12/2021

Les premières réponses et solutions aux défis sécuritaires et sanitaires du continent
La Diplomatie d'Abidjan

08/12/2021

7^{ème} Forum International de Dakar pour la Paix et la Sécurité : des premières réponses et solutions
Agence Ecofin

07/12/2021

Forum de Dakar sur la paix : la présence au Mali du groupe de mercenaires russe Wagner en question
France 24

12/12/2021

Cyril Ramaphosa et Macky Sall ou le panafricanisme décomplexé au Forum de Dakar
La Tribune Afrique

11/12/2021

Au Sahel et en Afrique de l'Ouest, ce qu'aujourd'hui nous apprend sur demain
RFI

08/12/2021

Sénégal : fin du Forum de Dakar sur la paix et la sécurité
Africa News

08/12/2021

Al-Qaeda et l'EI battent les pays du Sahel sur le terrain technologique
Afrique IT News

08/12/2021

Forum de Dakar : l'extension de la menace jihadiste aux pays côtiers inquiète
RFI

08/12/2021

Sécurité en Afrique : la députée Poueyto au Forum de Dakar
La République des Pyrénées

08/12/2021

Comment l'Union européenne a préparé sa riposte contre Wagner en Afrique
L'Opinion

08/12/2021

Tobin Bradley: face à l'insécurité au Sahel, « il faut consolider les institutions existantes »
VOA Afrique

08/12/2021

Abshir ADEN FERRO, au Forum de Dakar : « La corruption ruine l'économie d'une Somalie abandonnée par la communauté internationale »
Africa Presse Paris

07/12/2021
Mali – Florence Parly sur Wagner: « je ne pense pas qu'ils soient à Bamako, mais cela ne signifie pas qu'il n'y ait pas une intention de la part des autorités maliennes »
Actu Cameroun

06/12/2021
Sénégal : Jean-Yves Le Drian au Forum international de Dakar sur la paix
Afrique sur 7

06/12/2021
Forum de Dakar : la cybercriminalité au centre des débats
DW

06/12/2021
Forum de Dakar : selon le Président Bazoum, les groupes terroristes au Sahel possèdent certaines armes en plus grande proportion que les armées régulières (Discours)
ActuNiger

06/12/2021
Forum de Dakar : « Des discussions sans tabou sur la paix et la sécurité en Afrique »
RFI

06/12/2021
Forum de Dakar sur la paix : la lutte contre la pandémie au menu des discussions
France 24

06/12/2021
Sahel : « Pas de Wagner au Mali! », martèle Florence Parly
RFI

03/12/2021
Le marathon international de Mohamed Bazoum
Africain Intelligence

02/12/2021
Perspectives économiques post-Covid au Sénégal : Quels programmes et plans d'actions pour l'employabilité et l'entrepreneuriat ?
Dakar Actu

07/12/2021
Paix et sécurité en Afrique au programme du forum de Dakar
France 24

07/12/2021
Covid-19 : le variant Omicron monopolise l'attention au Forum de Dakar
Africa News

06/12/2021
Bakary Sambe : « Dans la crise sahélienne, il y a un conflit de perception »
Le Point

06/12/2021
Forum de Dakar – Abshir Aden : Al Shebab doit comprendre qu'on cherche la paix...
Senego

06/12/2021
Forum de Dakar : face aux crises économiques et sanitaires, « l'urgence est là »
RFI

06/12/2021
Au Forum de Dakar, la crainte que la menace jihadiste ne s'étende aux pays de la côte
France 24

06/12/2021
Florence Parly : la présence du groupe Wagner au Mali serait « inacceptable »
France 24

05/12/2021
Des invités de marque au 7ème Forum de Dakar
CRTV

03/12/2021
Au Forum de Dakar, présidé par Macky Sall : « Les enjeux de stabilité et d'émergence de l'Afrique dans un monde post Covid-19 »
Africa Presse

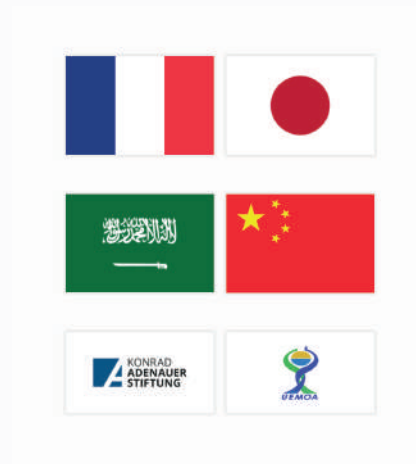


Organisateurs

Les organisateurs



Partenaires institutionnels 2021



Partenaires privés 2021





Forum International de Dakar
sur la Paix et la Sécurité en Afrique

Dakar International Forum
on Peace and Security in Africa